



CHRONIQUES DU MONDIALISME

PIERRE HILLARD

PIERRE HILLARD

**LES CHRONIQUES DU
MONDIALISME**

**NOVEMBRE 2003
OCTOBRE 2012 – DÉCEMBRE 2013**

Éditeur : Le Retour aux Sources
ISBN : 978-2-35512-057-2

Du même auteur :

Minorités et régionalismes, éditions François-Xavier de Guibert, 5^e édition, Paris, 2001.

La décomposition des nations européennes, éditions François-Xavier de Guibert, 2^e édition, Paris, 2004.

La marche irrésistible du nouvel ordre mondial, éditions François-Xavier de Guibert, 2^e édition, 2007.

La Fondation Bertelsmann et la gouvernance mondiale, éditions François-Xavier de Guibert, 2009.

Avant-Propos

En ce début d'année 2014, une inquiétude croissante envahit certains observateurs au vu de tous les événements qui secouent la planète. En effet, on assiste à une mutation accélérée d'un monde prêt à basculer vers une étape supérieure préparée depuis longtemps par les thuriféraires du nouvel ordre mondial. Ce passage ne peut se faire qu'à travers un feu ardent. De nombreuses étapes ont déjà été franchies afin d'aboutir à cet idéal de communauté humaine unifiée et régie par une religion universelle en voie de parachèvement.

Pour mieux saisir ce remodelage en cours, nous devons avoir une vision longue de l'Histoire. Celle-ci n'est pas uniquement matérielle. Elle repose d'abord sur une métaphysique qui irrigue la vie des Etats et l'activité des hommes. Pour cela, tout chercheur se doit de définir le type de métaphysique adoptée par les sociétés humaines pour comprendre les conséquences civilisationnelles. Il est impératif de saisir ce qui fait l'esprit d'un système. Celui-ci est toujours le reflet d'une spiritualité qu'on peut, à titre personnel, approuver ou non. Il n'empêche que pour la compréhension de cette spiritualité, l'essentiel n'est pas d'éprouver un sentiment de rejet ou d'acceptation. Il est, d'abord et avant tout, de pouvoir définir ses traits propres, son essence, d'une manière structurée et logique, et cela, aussi froidement que le rapport d'un médecin légiste qui a procédé à une autopsie. Cette étude conduit tout d'abord à montrer que si, à titre individuel, il existe des personnes athées, dans sa globalité la nature humaine est profondément religieuse et recherche plus ou moins

confusément des éléments de réconfort et d'espoir. À ces peuples, il est proposé et imposé depuis plus de deux siècles, comme nourriture, une religion appelée « les droits de l'homme », véritable « système d'exploitation », au sens informatique du terme au moins, structurant les codes politiques, juridiques et psychologiques des sociétés occidentales. Cette religion des droits de l'homme est absolument incontournable. Elle est l'alpha et l'oméga de l'Occident. Cela est vrai pour les États européens, les États issus de l'influence coloniale européenne et les autorités de l'Église depuis Vatican II. Comment peut-on expliquer une telle mutation sachant que l'Occident, après avoir été païen, fut profondément catholique ?

En partant de l'ère païenne, on peut relever les magnifiques œuvres architecturales et littéraires qui ont jalonné le monde antique. Le paganisme et ses multiples dieux, conduisant à l'acceptation de vérités multiples et réformables à tout moment, offraient aux hommes un cadre de vie les poussant à jouir de l'existence et des biens de ce monde. Ce comportement conduisait à la recherche des plaisirs allant des plus grossiers aux plus raffinés. Néanmoins, il existait, mais moins nombreux, des païens capables de mener une vie plus austère et maîtrisée. Cependant, dans les deux cas, ces mondes vivaient dans un cadre dont la finalité était terrestre ; d'une certaine manière un idéal de vie fixé et plaqué au niveau du sol. Les préceptes d'homme déchu par le péché d'Adam ne pouvant être relevé que par la Rédemption étaient inconnus du monde antique.

L'avènement du christianisme a littéralement pulvérisé le cadre païen. En effet, le Christ, considéré par les chrétiens comme le Messie mort et ressuscité, a introduit des concepts révolutionnaires pour l'époque. Par son enseignement, le Christ a proclamé que la vie sur terre n'était qu'« une vie » et que la vraie vie était de gagner le Ciel afin de contempler

Dieu face à face. Et comble de la stupéfaction pour un monde antique imprégné de l'existence des dieux aisément identifiables, la nouvelle religion issue de la Révélation indiquait l'existence d'un Dieu unique mais aussi trinitaire : une unité de substance, la seconde engendrée par la première, la troisième procédant des deux autres ; Dieu le Père, Dieu le Fils et Dieu le Saint-Esprit. L'impossibilité pour la nature humaine de concevoir et de voir ce mystère peut être surmontée avec un don gratuit de Dieu appelé grâce sanctifiante. Cette élévation de l'homme vers Dieu ne peut se faire qu'à partir du baptême, véritable tremplin greffant la nature humaine sur une vie surnaturelle. Toujours dans la logique du christianisme – et nous demandons au lecteur, peu importe ses conceptions personnelles, de comprendre au moins le déroulement du raisonnement proposé par cette religion sans oublier les conséquences politiques – les vertus surnaturelles infusées par le baptême se développent à condition que le baptisé mène une vie conforme aux commandements édictés par le Christ et ses vicaires, les papes. La notion d'amour du prochain et de son ennemi, ainsi que la notion de pardon furent des éléments distinctifs par rapport au monde païen. Fort de ces caractéristiques, le baptisé nourri par la grâce pareille à une respiration entre le Ciel et sa vie terrestre pourra, après sa mort, jouir pour l'éternité de la vision béatifique. Il va de soi que ce concept était absolument étranger au monde païen, d'autant plus que le christianisme introduisit un autre élément révolutionnaire : la distinction entre le spirituel et le temporel. Par la suite, le catholicisme s'est enraciné dans l'Empire romain. Il eut à subir les foudres des empereurs romains, qui s'acharnèrent sur les premières communautés chrétiennes en les martyrisant à Rome et dans de nombreuses régions de l'Empire. Cette opposition des chrétiens aux préceptes des païens venait aussi du fait, comme l'affirment les Saintes Écritures au psaume 95, 5, que « *Tous les*

dieux des païens sont des démons. » L'incompatibilité entre ces deux mondes était donc complète. Malgré ces tribulations, les communautés catholiques se répandirent en particulier en raison du dévouement et de l'exemplarité de la plupart des chrétiens face aux épreuves. La reconnaissance officielle du catholicisme comme une des religions de l'Empire en 313 par l'édit de Milan fut un tournant décisif. Cet édit permettait aux chrétiens de ne plus adorer l'empereur comme un dieu. Le concept de distinction du spirituel et du temporel commençait ainsi à imprégner l'appareil politique romain.

Le christianisme s'est développé et a monté en puissance malgré les invasions barbares. Du chaos engendré par la disparition de l'Empire romain, il ne restait plus qu'un rocher solide : l'Église incarnée par la papauté. Peu à peu, l'Église a pu imposer ses concepts à tout l'Occident grâce à l'évangélisation mais aussi à la conversion des princes au christianisme. Le baptême de Clovis en 496, la configuration d'une autorité politique légitimée par l'Église et le choix de Paris comme capitale de son royaume en 510 posaient les fondements de la première nation catholique : la France. Sous la direction de l'évêque saint Rémi, rappelant au fier prince franc ses devoirs pour sa personne et son royaume du fait de sa conversion sous l'égide du Christ « Roi des nations », la personne royale est à part, considérée, de par son sacre, comme le « lieutenant du Christ ». Sa mission première est d'assurer à ses sujets un cadre politique, en liaison avec l'Église, leur permettant de gagner le Ciel. De par ce baptême, la France devient le fer de lance de « l'Israël du Nouveau Testament ». Son obéissance aux préceptes de l'Église conduira à l'obtention de grâces. En revanche, son obstination dans une politique non conforme aux préceptes indiqués par l'Église conduira à des châtements. Ces avertissements ne sont pas sans rappeler ceux intimés à l'Israël de l'Ancien Testament. C'est ainsi, dans cette

même optique, que sainte Jeanne d'Arc viendra rappeler au dauphin Charles les obligations issues du baptême de Clovis, après l'extraordinaire événement de la « Triple donation » du 21 juin 1429⁽¹⁾. Et c'est là où nous devons évoquer le point central d'où tout découle : la non-reconnaissance par les Juifs du règne social du Christ et de son Église.

La non-reconnaissance du caractère messianique du Christ par les Juifs a conduit ces derniers à continuer d'attendre « leur » véritable messie. Le judaïsme talmudique considère le Christ comme un imposteur qu'il faut abattre en tant qu'objet de scandale. Pour les représentants de la synagogue, le véritable messie doit apporter à Israël la gloire et une dignité au-dessus des autres peuples. Cette vision religieuse, qui est aussi matérielle et charnelle avec ses conséquences politiques (point capital à ne pas oublier), est diamétralement opposée à celle du christianisme. D'un point de vue catholique, l'action du Christ a révoqué définitivement l'Ancienne Alliance (*épître aux Hébreux* VIII-XI) en ouvrant le chemin du Salut à l'ensemble de l'humanité divisée en nations dans le cadre d'une Nouvelle Alliance. En dehors de quelques Juifs à reconnaître la messianité du Christ, notamment les premiers chrétiens, le refus obstiné de la majorité d'accepter le Christ comme Fils de Dieu fait que, selon la Tradition de l'Église, le peuple juif mené par la synagogue est sous l'emprise de Satan. Ce prince déchu se sert de ce peuple rebelle pour combattre l'Église, ses œuvres et les États s'inspirant du catholicisme. Ce fait a été clairement affirmé par le Christ quand Il lance : « *Vous êtes du diable, votre père, et ce sont les désirs de votre père que vous voulez accomplir* » (Jean VIII, 44). Ces propos ont été réitérés d'une manière formelle par saint Jean qui, dans l'Apocalypse, réaffirme deux fois les méfaits de la « *synagogue de Satan* » (*Apocalypse* II, 9 ; III, 9). Nous demandons toujours au lecteur, même choqué, de conserver le fil de ces

propos factuels afin de comprendre la logique des comportements des uns et des autres dans cette affaire.

En raison de cette opposition systématique à l'Église, la synagogue a produit le Talmud, sorte de code juridique, régissant la vie des Juifs afin de les conforter dans leurs convictions face à un monde temporel et spirituel catholique. En réaction, les autorités de l'Église ont combattu ce Talmud considéré comme une menace profonde en raison aussi de passages cachés aux chrétiens. La première condamnation eut lieu en 1244 avec le document *Impia Judaeorum perfidia* (« La perfidie impie des Juifs ») du pape Innocent IV. Elle faisait suite au premier procès du Talmud qui eut lieu en 1240, à Paris, sous l'égide de Saint Louis opposant des rabbins, en particulier Yehiel de Paris, face à des ecclésiastiques comme le franciscain Nicolas Donin. Le résultat de ce procès aboutit à brûler 24 charrettes de manuscrits talmudiques le 20 juin 1242 en place de Grève (actuelle place de l'Hôtel de Ville). Les condamnations papales du Talmud vont se multiplier avec, par exemple, Clément VIII (*Cum hebraeorum malitia*, 1593). La Tradition de l'Église a toujours été théologiquement anti-judaïque mais jamais antisémite. Au contraire, la promotion de l'antisémitisme entraîne obligatoirement des théories racialistes, darwiniennes et politiques qui ont toujours été réprouvées par les Pères de l'Église.

Cette opposition systématique s'est traduite pour la synagogue par un contre-projet spirituel et politique pour le peuple juif et pour les non-juifs (« Les Gentils »). Cette vision du monde s'appelle le noachisme. Une répartition définie de la mission des Juifs et du rôle attribué aux Gentils à l'échelle planétaire consiste à mettre un terme définitif au message traditionnel du Christ et de son Église, ainsi qu'à renverser la politique des États s'inspirant de son enseignement. Il s'agit de revenir à l'antique vision du mosaïsme (la religion de Moïse) pour les Juifs seuls et à

attribuer aux Gentils les sept lois du noachisme, commandements imposés aux fils de Noé : 1) l'obligation d'avoir des magistrats (chargés de surveiller la bonne application des mesures) ; tandis que les six autres lois condamnent 2) le sacrilège, 3) le polythéisme, 4) l'inceste, 5) l'homicide, 6) le vol et 7) l'usage d'un membre d'un animal vivant (pas de cruauté à l'égard des animaux). Dans cette structure politique et spirituelle émanant de la synagogue, les non-juifs, constituant l'humanité avec ses subdivisions ethniques, sont sous la direction d'un peuple prêtre (le peuple juif), ce dernier étant l'intermédiaire, et le seul, entre le genre humain encadré religieusement et politiquement d'un côté, et le Dieu unique de l'autre. Cependant, la concrétisation de cet idéal ne peut se faire qu'à la condition expresse de procéder à une révision complète des dogmes catholiques. Parmi les sept lois du noachisme, la condamnation du polythéisme est formelle et s'applique au catholicisme. Cette religion qui est monothéiste, mais aussi trinitaire, est considérée par la synagogue comme une religion polythéiste (un tri théisme). Elle doit être réformée afin d'aboutir, comme l'explique un des grands porte-parole de cette pensée, le rabbin Élie Benamozegh, au « catholicisme d'Israël(2) » Il s'agit de faire disparaître le caractère messianique du Christ, la Sainte Trinité et le dogme de l'immaculée Conception. L'Église catholique réformée et vidée de sa substance pourra ainsi être réintégrée dans les structures régissant la synagogue, cette dernière se considérant comme la seule héritière du message du Dieu unique dans le cadre d'une religion universelle.

Point capital à relever, la mission du peuple prêtre placé entre les non-juifs et le Dieu unique ne peut être totale qu'avec la disparition de tous les autres intermédiaires. Seule la religion catholique défend le principe des intermédiaires avec la reconnaissance d'un clergé qui est ordonné (le prêtre est le « transparent du Christ »), le tout couronné par un

intermédiaire suprême en la personne du pape, le vicaire du Christ. Dans le domaine temporel, les rois de France étaient des intermédiaires en tant que « lieutenants du Christ ». L'accomplissement de l'idéal de la synagogue ne pourra se faire qu'avec l'effacement complet d'un ordre spirituel et politique issu de la Rédemption. La mise à mort de Louis XVI, intermédiaire entre le Christ et son peuple le 21 janvier 1793, fut une avancée décisive dans la longue marche permettant la concrétisation de la doctrine issue du judaïsme talmudique. Comme l'affirme le rabbin Isserles : « À mon humble avis, toute la Loi est en péril par le fait d'introduire un médiateur entre Dieu et nous ; il y a un prétexte à nier Dieu en disant que le médiateur seul nous suffit, comme cela s'est vu d'ailleurs à l'origine du polythéisme(3). » Fort de ces propos, le catholicisme traditionnel n'a pas sa place. Et ce qui est vrai dans le domaine temporel avec la mort de Louis XVI est valable pour l'Église qui, depuis Vatican II, s'engage à reconnaître les Juifs comme leurs frères aînés. Ce concept est en complète opposition avec la Tradition de l'Église qui enseigne au contraire que le judaïsme post-biblique, d'esprit démoniaque, est réprouvé et rejeté par Dieu d'une manière irrévocable.

La doctrine issue du judaïsme talmudique consistant à installer une religion universelle selon ses codes propres a obligatoirement des conséquences politiques. Afin de mener à bien les points défendus par la synagogue, il s'avère nécessaire de parfaire les structures politiques favorisant une gouvernance mondiale. Ces structures régissant l'humanité unifiée doivent épouser parfaitement les canons spirituels du mosaïsme pour les Juifs et du noachisme pour les non-juifs. Comme le rapporte avec raison le rabbin Benamozegh : « Cette place particulière accordée à Israël n'est donc pas, comme on l'a trop souvent reproché aux Juifs, un égoïste privilège ; c'est le complément religieux nécessaire à la constitution de la grande famille humaine [...]. Dans ce monde

des nations qui constituent une grande famille, Israël apparaît comme le cœur de l'humanité avec une fonction toute particulière, et la glorieuse mission de travailler à l'unité future de tout le genre humain(4) ».

Dès les débuts du christianisme, une bataille s'engage entre les agents de la synagogue et de l'Église. Cette dernière réussit à imposer son modèle et sa vision du monde à tout l'Occident. Du I^{er} siècle jusqu'au XIII^e siècle, l'Église et les États catholiques tiennent la dragée haute face à toutes les menaces. En effet, durant cette période, on observe une floraison d'hérésies qui menacent de subvertir le monde chrétien. Toutes les hérésies qui parsèment cette période (l'arianisme, les bogomiles, les nestoriens, les cathares... et autres mouvements) se caractérisent toujours par une influence du judaïsme cherchant à mettre à bas les sociétés de cette époque construites sur l'enseignement de l'Église. Par exemple, le principe du « gilgoul » (principe de la métempsycose), propre à la Kabbale(5), se retrouve dans le catharisme quand ce dernier professe sa croyance dans la migration des âmes. Ce concept est absolument rejeté dans la Tradition de l'Église. Ces hérésies n'étaient que les paravents de la synagogue. On retrouve ces influences du judaïsme talmudique même dans l'orthodoxie. Comme le rappelle Alexandre Soljenitsyne dans son livre *Deux Siècles ensemble* la fin du XV^e siècle en Russie connut un assaut de la synagogue pour modifier les structures religieuses de l'orthodoxie et le cadre politique. Cette tentative fut appelée « l'hérésie des judaïsants ». À cette époque, un Juif appelé Skharia aidé de ses coreligionnaires réussit à convaincre les dirigeants orthodoxes que la Loi de Moïse était la seule divine. Il niait la divinité du Christ, la Sainte Trinité et rejetait la Sainte Vierge. Il poussa même le clergé à prendre des prénoms juifs. Ainsi, le pape Alexis à Novgorod prit le nom d'Abraham et sa femme celui de Sarah. Du noachisme à l'état

pur ! Cette tentative de soumission de l'orthodoxie à la synagogue alla très loin puisque l'archimandrite Zosime, acquis à l'hérésie, fut nommé à la tête de l'Église russe tandis que certains membres de la famille impériale succombaient aussi aux nouveaux concepts. Le monde spirituel et temporel russe était presque dans la main de la synagogue. Il fallut attendre l'action efficace de l'archevêque de Novgorod, Gennadius, pour décapiter l'hérésie lors d'un concile tenu en 1490⁽⁶⁾.

Ce combat mené victorieusement par l'Église et les États face aux tentatives d'inversion de la synagogue a connu ses premiers revers au tournant du XIV^e siècle et XV^e siècle. L'époque du « Grand Schisme » qui se produisit en pleine guerre de Cent Ans aboutit à la présence de deux papes, l'un à Avignon, l'autre à Rome, de 1378 à 1417. Le relâchement théologique de certains membres du clergé, la débauche pour d'autres et l'amour des biens de ce monde furent des fêlures qui profitèrent à la partie adverse. Dans ce rapport de force, les hommes d'Église avaient perdu des convictions amoindrissant les capacités de résistance et de réplique des États et des peuples. Ces faiblesses permirent à la synagogue de s'engouffrer dans la brèche. Décadence de la théologie scolastique, et désordre de la vie politique et civile conduisirent les élites à se tourner vers des œuvres brillantes vues comme des remèdes parmi les auteurs païens. Le principe en lui-même n'était pas mauvais. On oublie trop souvent que les dirigeants de l'Église ont encouragé l'étude de ces textes. Cependant l'étude des classiques grecs et latins n'était pas une fin en soi. Ils devaient servir de marchepied pour approfondir la connaissance du christianisme permettant d'établir le contraste entre les écrivains païens et le plus apporté par la Révélation. En raison du désordre provoqué par le Grand Schisme et de l'anarchie générale due à la guerre de Cent Ans, le concept du « plus » ne fut pas observé. Les intellectuels de cette époque restèrent fixés à la lettre de

leurs lectures. Certes, ce fut progressif comme c'est le cas avec Pétrarque (1304-1374). Mais l'étude des idées païennes, aux dépens des principes émanant de la Révélation, fit tache d'huile. L'idée de l'homme déchu et racheté par le christianisme se substitua en faveur du principe de l'homme s'élevant par les seules forces de sa raison et de son libre arbitre. C'est le principe nietzschéen avant l'heure du « surhomme ». La marche et le progrès du genre humain de plus en plus déifiés prirent le dessus. L'idéal de jouissance offerte par la vie terrestre se substitua à la finalité du Ciel prescrite par l'Église. Le surnaturel fut placardisé. La diffusion de ces idées bénéficièrent de l'action d'hommes de talent comme Comenius (né Amos Komensky, 1592-1670, membre de la branche protestante des Frères moraves). Convaincu de la nécessité de la pédagogie pour tous, il développa tout un programme éducatif, en particulier en faveur des enfants pour formater leurs esprits selon ses vues rationalistes. Dans le rationalisme, seule la raison humaine est en mesure de connaître et d'établir la vérité. Il n'est donc pas étonnant qu'un institut comme l'Unesco, émanation direction de la mystique mondialiste, ait lancé un « Prix Comenius » en 1992.

La conséquence de tout ce travail en amont, coupé de plus en plus de l'enseignement de l'Église, se référant systématiquement aux auteurs païens fit que le nouvel état d'esprit toucha les arts et la littérature puis, de proche en proche, la sphère du religieux, annonçant ainsi la Réforme et ses dérivés comme le gallicanisme et le jansénisme ; l'ensemble aboutissant à la laïcisation des principes constituant l'État. 1789 était en germe dans la Renaissance. Depuis cette date, la Révolution avec un grand « R », c'est-à-dire le renversement complet d'un monde hérité de la Rédemption, était en marche.

La Réforme insufflée par Martin Luther et Jean Calvin (sans oublier Philipp Melanchthon ou encore Thomas Cranmer) institua une plus

grande liberté de conscience religieuse parmi les fidèles convertis au protestantisme. Le croyant, même commettant des actes délictueux, peut être sauvé à condition d'émettre un acte de foi intérieur par l'imputation des mérites du Christ. Une telle conception des choses ouvre de larges portes et permet des combinaisons multiples d'arrangement. L'acte se faisant sans intermédiaire (sans le prêtre pour la confession), le pasteur n'est qu'un fonctionnaire comme le rabbin. Là aussi, on peut reconnaître la tendance du protestantisme qui, outre la diversité de chaque individu voyant « midi à sa porte », n'est qu'un christianisme judaïsé. Cette évolution des pensées et la mainmise du protestantisme sur l'Europe du Nord n'ont fait qu'accélérer la désacralisation des sociétés. Dans cette affaire, la franc-maçonnerie joua un rôle supplémentaire. Officiellement créée en 1717 par deux protestants anglais à Londres, James Anderson et Théophile Desaguliers (fils de huguenot émigré en Angleterre), sa philosophie première repose sur le triptyque : le nominalisme (pas de vérité éternelle), le naturalisme (pas de religion révélée d'où une opposition foncière au catholicisme) et la primauté de l'homme. Ces principes sont dans la continuité des idées de la Renaissance. Elles n'ont fait que prendre de l'ampleur et s'affirmer avec le temps. Bien entendu, la maçonnerie a des racines profondes dont on peut retrouver des traces dans des documents émanant de groupes discrets luttant contre la mission de l'Église et son modèle de civilisation. C'est le cas d'un document, la Charte de Cologne, datant de 1535 comme le rapporte le livre prophétique de monseigneur Delassus *La Conjuration antichrétienne*, paru en 1910(7). La maçonnerie, véritable Golem de la synagogue (créature humanoïde de la mythologie juive qui assiste et protège son créateur), a trouvé au XVIII^e siècle auprès des philosophes des Lumières (Voltaire, Diderot...) un appui capital. Ces derniers ont façonné l'esprit des élites en faveur d'une désacralisation totale de la société avec la

promotion des droits de l'homme, qui ne sont qu'un noachisme laïcisé. La proclamation du Tiers État comme assemblée constituante, le 17 juin 1789, renverse complètement l'édifice de la France née du baptême de Clovis. Selon les nouveaux « dogmes » instituant la République, l'autorité vient de l'homme seul qui est son propre juge, son propre maître, sa propre loi, sa propre référence(8).

La Révolution de 1789 est l'an I d'un nouveau baptême qui, si on s'en tient aux travaux émanant de laïcs catholiques et d'ecclésiastiques du XIX^e siècle et d'une partie du XX^e siècle (Joseph de Maistre, Louis de Bonald, monseigneur Gaume, monseigneur Delassus, monseigneur de Ségur, Louis Veuillot, cardinal Pie...), fut d'essence satanique. Cependant, il ne faut pas voir les événements de 1789 comme une fin. C'est tout l'inverse. C'est un passage vers un niveau supérieur pour aboutir en fin de course à une gouvernance mondiale. 1789 a été une étape décisive dans la mise en forme du mondialisme. D'ailleurs, le révolutionnaire Anacharsis Cloots (1755-1794) dans son ouvrage *La République universelle* avait bien compris que 1789 n'était qu'un tremplin vers l'établissement d'une humanité unie dans un cadre politique planétaire sous l'égide des droits de l'homme. Qui plus est, les événements révolutionnaires étaient dans la conformité du judaïsme talmudique puisqu'ils détruisaient un intermédiaire, le lieutenant du Christ en la personne de Louis XVI. Ils faisaient entrer les Juifs dans la société française, devenus de plein droit français en septembre 1791, permettant ainsi de préparer l'avenir. Les propos d'Adrien Duport à la séance de l'Assemblée du 27 septembre 1791, membre du club des Jacobins, furent déterminants pour l'accession à la citoyenneté française après quelques échecs enregistrés au début de la Révolution. Son discours résume parfaitement cet œcuménisme mettant toutes les religions sur le même pied et permettant ainsi de poser les fondements d'une religion

universelle encadrée par le noachisme : « *Je crois que la liberté des cultes ne permet plus qu'aucune distinction soit mise entre les droits politiques des citoyens à raison de leur croyance. La question de l'existence politique (des Juifs) a été ajournée. Cependant, les Turcs, les musulmans, les hommes de toutes les sectes sont admis à jouir en France des droits politiques. Je demande que l'ajournement soit révoqué et qu'en conséquence il soit décrété que les Juifs jouiront en France des droits de citoyen actif.*⁽⁹⁾ » Ces propos cadrant parfaitement avec l'esprit de la Révolution sont à mettre en parallèle avec ceux très profonds de Samuel Cahen qui, dans la revue *Archives israélites* en 1847, n'hésitait pas à afficher ses sentiments où se mêlent unité du genre humain et messianisme juif : « *Et nous aussi, nous soutenons, à l'exemple de célèbres talmudistes, qu'il ne faut pas entendre l'arrivée du Messie dans le sens grossier des soi-disant conservateurs. Le Messie est venu pour nous le 28 février 1790 avec la Déclaration des droits de l'homme. Le Messie que nous attendons, c'est la diffusion des lumières, c'est la reconnaissance de tous les droits, c'est l'émancipation de l'humanité entière [...]*⁽¹⁰⁾. »

Après la tempête de 1789 et la diffusion du nouvel évangile des droits de l'homme en Europe grâce aux conquêtes napoléoniennes, un nouveau cadre spirituel et politique s'impose pour la France. Le monde politique ancien ayant été déraciné, les nouveaux principes diffusent à partir du XIX^e siècle des nouveaux codes en France, mais aussi en Europe comme dans le Nouveau Monde afin de procéder au passage par étape à l'étage supérieur (« étape » : terme capital dans la promotion du mondialisme). En lisant tout le programme condensé dans l'ouvrage du rabbin Élie Benamozegh, *Israël et l'humanité*, on se rend compte qu'il s'agit ni plus ni moins de réaliser l'antique idéal de la synagogue consistant, d'une part, à régenter l'humanité dans un cadre politique unifié (une République

universelle) et, d'autre part, de remettre à l'honneur la Jérusalem de l'Ancien Testament porte-glaive du messianisme triomphant(11) sur les ruines du trône de saint Pierre. Cette politique de très longue haleine a été poursuivie entre autres par « l'Alliance israélite universelle », fondée en 1860 par Adolphe Crémieux, dont la mission est de continuer l'œuvre de la Révolution. Parmi la liste des présidents, notons la présence du juriste René Cassin lié au général de Gaulle dès la Seconde Guerre mondiale.

Cette volonté de faire aboutir les principes issus de la Révolution a été très bien résumée par un historien juif J. Salvador auteur d'un livre sur le Christ et sa doctrine(12). Son ouvrage a fait l'objet d'une recension dans les colonnes des « Archives israélites » sous la plume de Maurice Hess en 1864 qui, tout en donnant largement son avis, n'hésite pas à citer directement l'auteur : *« L'auteur s'efforce ici à démontrer qu'il ne suffit pas de faire la critique de Jésus, pas plus que de faire un roman de sa vie, pour répandre la lumière sur la naissance, la croissance et la décadence du christianisme, mais que, pour faire comprendre ce mouvement qui nous entraîne encore aujourd'hui, il faut remonter plus haut, embrasser des horizons plus étendus, expliquer comment les dix-huit siècles de la foi sont sortis des dix-huit siècles de la loi, pourquoi l'antique Jérusalem fut matériellement vaincue par l'antique Rome, en même temps que la ville universelle, par son contact avec la ville éternelle, fut transformée elle-même en ville éternelle, – par quel enchaînement d'événements historiques enfin cette dualité de centre religieux est devenue, depuis la décadence du catholicisme, une véritable pluralité indéfinie, ayant la tendance manifeste de se replier au centre unique qui les a engendré tous ; en d'autres termes, pourquoi il devient aujourd'hui une nécessité historique :*

Que les inspirations de la Judée et son levain originel interviennent

encore une fois ;

C'est ce que l'auteur s'est efforcé à démontrer, et en voici la conclusion dernière :

Tel Jésus-Dieu et non pas homme, s'est substitué d'autorité aux dieux établis et a trouvé sa plus haute manifestation dans le sein de Rome : tel un messianisme des nouveaux jours doit éclore et se développer ; telle une Jérusalem de nouvel ordre, saintement assise entre l'Orient et l'Occident, doit se substituer à la double cité des Césars et des Papes.

Or, je ne m'en cache point : depuis une longue suite d'années, je n'ai nourri d'autre pensée que l'avenir de cette œuvre. – Autant que mes forces ont pu me le permettre, j'en ai dressé le drapeau. Il ne tardera pas à flotter avec efficacité entre des mains plus jeunes que les miennes ».

Et Maurice Hess de conclure : « *Nous sommes heureux de nous trouver en parfaite communion de sentiments avec les conclusions de l'auteur*[\(13\)](#). »

Cet idéal n'a fait que se poursuivre dans l'action menée par la politique anticatholique de la III^e République en France, la destruction de l'Autriche-Hongrie catholique après la Première Guerre mondiale et la suprématie du monde anglo-saxon judéo-protestant imposant son modèle à partir du traité de Versailles (1919). Les idéologies nazies et communistes sont apparues comme des oppositions face au modèle général gérant le monde occidental. En fait, ces idéologies n'ont été que les branches rebelles, des dissidences « protestantes » si l'on peut dire, de la philosophie maçonnique. Cette dernière se consacre à la primauté de l'homme en général. Le nazisme et le communisme se sont focalisés sur une catégorie d'homme. Dans le cas allemand, ce fut la promotion ethnique du Germain, de l'Aryen paré de toutes les qualités par rapport

aux autres peuples de la terre. On retrouve en particulier les germes de cette théorie dans la Société de Thulé. Dans le cas russe, le communisme a misé sur l'aspect sociétal, le travailleur (l'ouvrier et le paysan) aux dépens d'autres catégories sociales, essentiellement bourgeoises et aristocratiques. Ajoutons que ces branches furent faussement dissidentes, car elles ont été appuyées dans leur avènement par les grands financiers de Wall Street et de la City comme l'a prouvé d'une manière irréfutable le grand historien Antony Sutton(14). Outre le fait d'être d'excellents laboratoires pour étudier les effets de la dictature au niveau d'un pays et de la manipulation des foules (Edward Bernays, 1891-1995, neveu de Freud en savait quelque chose) – en attendant d'en élargir l'expérimentation à l'échelle planétaire dans le cadre du nouvel ordre mondial en cours de réalisation –, ces idéologies favorisées à l'origine par l'oligarchie ont été de parfaits allume-feux pour provoquer les chaos permettant le passage d'un monde ancien à un monde nouveau. N'oublions jamais que ces passages violents obéissent aux règles de la nature. Par exemple, la mutation de la chenille en papillon passe par une zone intermédiaire, l'élaboration d'un cocon, qui autorise par une violente révolution tissulaire, le climax, la transformation en chrysalide. Les docteurs Frankenstein du monde oligarchique expérimentent le même procédé sur les États et le genre humain.

La révolution de Vatican II, qui n'est que 1789 dans l'Église, a été l'estocade décisive conduisant le vicaire du Christ à plier le genou devant le Sanhédrin. Depuis ce moment, l'Église est « éclip­sée ». Comme le rapporte Radio Vatican, recevant le président du Congrès juif mondial en septembre 2013, Ronald S. Lauder, le pape François s'est plu à rappeler que « *pour être un bon chrétien, il est nécessaire de comprendre l'Histoire et les traditions juives* », tout en affirmant que les Juifs et les chrétiens ont les mêmes racines. Une telle déclaration s'inscrivant dans la

tradition du noachisme se comprend en raison de l'ouverture de l'Église au monde depuis Jean XXIII. Le président du Congrès juif mondial, parfaitement conscient de la revanche en cours de la synagogue sur l'Église, s'est fendu d'une déclaration qui sonne l'hallali ou plutôt le chofar(15) : « *Le pontificat de François a non seulement relancé l'Église catholique, mais aussi donné un nouvel élan aux relations avec le judaïsme. Jamais ces 2000 dernières années, les relations entre l'Église catholique et le peuple juif n'ont été si bonnes. L'œuvre des papes successif au cours des cinq dernières décennies a contribué à surmonter beaucoup de préjugés. Cela nous permet maintenant de travailler ensemble pour défendre la liberté religieuse partout où elle est menacée et quelle que soit la communauté affectée*(16) » Cette situation et ces propos révèlent que les autorités de l'Église conciliaire se soumettent aux principes de la synagogue aboutissant à la logique progressive du triptyque juif : techouva (le processus de repentance), tikkounolam (la réparation) et tsedaka (le principe religieux de l'aumône et de la justice – en termes plus directs une « amende » – pour demander pardon de ses péchés).

Cent ans après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, qui fut le lancement de tout un processus de mutations, l'année 2014 s'annonce comme une accélération d'un compte à rebours qui s'emballe. Unification de blocs continentaux (l'Union européenne, l'Union eurasiennne, l'Union africaine, le marché transatlantique...), rivalités féroces dans le contrôle de zones d'influences, recherches de terres rares (groupe de métaux), guerre des monnaies, endettement himalayen des États dont certains sont en cours d'éclatement, effondrement inévitable de l'économie américaine dont le « roi » dollar et paupérisation croissante s'entrechoquent pour créer les tensions nécessaires nourrissant les guerres et les politiques d'anéantissement. La création du « Georgia

Guidestones » en 1980, réunissant un ensemble monumental de six blocs en granit faisant suite à une commande anonyme, affiche en plusieurs langues la volonté d'aboutir à une humanité de moins de 500 millions d'individus. Un véritable programme gravé sur la pierre présente les plus strictes mesures d'une gouvernance mondiale dictatoriale(17). Ce monument ne doit pas être vu comme un simple élément décoratif. Enfin, il faut ajouter ce fait majeur qui est la destruction de la cellule familiale classique, conséquence logique des principes de 1789. Théorie du genre et mariage pour tous ne sont que les premières étapes pour dissoudre ce qui constitue le socle même de la civilisation. Associée à cette volonté de mélanger les populations, cette philosophie du « glocal » (combinaison du local et global) consiste à installer partout des populations hétérogènes et déracinées sur tous les continents. La finalité de cette utopie est de créer un bloc humain planétaire indifférencié allant de pair avec la promotion du transsexualisme stade suprême fusionnant le corps de l'homme et de la femme.

Ce livre, *Chroniques du mondialisme*, recueil de nombreux articles, poursuit l'objectif de commenter et d'expliquer les phénomènes en cours qui se précipitent. En effet, il est tout à fait possible de comprendre, à partir de nombreux textes officiels et en les agençant, que les événements politiques, économiques, militaires et religieux constituent un tout permettant la concrétisation du nouvel ordre mondial. Commencant par un rapport détaillé traitant de la construction européenne liée à la régionalisation et à l'aménagement du territoire dans le but de favoriser la création d'un bloc euro-atlantique, ce document paru sur le site de géopolitique « Diploweb » en novembre 2003 annonçait dans quelle voie les blocs européen et américain s'engageaient. L'insulte suprême de la « théorie du complot » balancée à l'époque par une multitude de personnes à l'esprit déstructuré, empoisonné et subjugué par les sirènes

du système(18) montre à ces « fruits secs » ne s'appuyant pas sur l'expérience de l'Histoire que la possession de documents dûment répertoriés suffisaient à connaître et à cadrer les grandes lignes engageant l'Europe et l'Amérique comme l'a officialisé le porte-parole du système, le Président Obama, dix ans plus tard lors de son discours sur l'état de l'Union, en février 2013. Par la suite, la présentation de 43 articles parus sur le site « Boulevard Voltaire » passent en revue les points clés des événements qui s'étalent d'octobre 2012 à décembre 2013. Reproduits *in extenso* avec les notes de bas de page lors de leur parution, nous avons ajouté parfois d'autres informations en note afin de compléter l'article. Nous avons voulu présenter ces textes, avec les annexes qui les accompagnent, pour les générations futures. En ce début d'année 2014, les maux sont trop profonds pour être réglés d'une manière pacifique. Nous croyons fermement au renouveau sur des bases saines raccordées au Ciel. Pour ceux qui liront cet ouvrage, qu'ils sachent que le témoignage apporté par l'auteur est celui d'un témoin honnête vivant une sale époque. Que le lecteur de l'avenir jetant un regard sur les premières années du XXI^e siècle puisse comprendre les causes anciennes du mal qui ont saisi l'humanité et le prix qu'elle aura à payer pour se relever... avant l'assaut final.

Paris, le 31 janvier 2014

La régionalisation et l'aménagement du territoire en Europe : une révolution politique en faveur d'un partenariat transatlantique ?

En 2003, l'élaboration d'un projet de constitution européenne sous l'égide de Valéry Giscard d'Estaing accélère considérablement l'émergence d'un pôle continental. Certes, de nombreuses étapes sont encore nécessaires afin d'aboutir à une Europe unifiée. Cependant, des éléments clés permettent déjà de cerner l'ampleur du projet comme la coopération transfrontalière, la régionalisation et l'aménagement du territoire. En effet, de nombreux documents ont été élaborés au sein de divers instituts européens posant ainsi les fondements d'une Europe fédérale des régions. Le système obéit à une logique. Chaque texte pris isolément présente certes un intérêt majeur, mais il ne prend toute sa mesure qu'associé à un ensemble de décisions. La réunion de l'ensemble nous aide à mieux saisir l'enjeu qui anime les partisans d'une Europe unie selon le modèle fédéral. Inévitablement, se pose la question du degré de partenariat avec les États-Unis qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ont été favorables à l'émergence d'une entité européenne forte capable de s'opposer à l'Union soviétique. L'effondrement de l'Union soviétique, en 1991, a conduit à repenser ce partenariat. En effet, tout le problème est de savoir si l'Europe doit s'intégrer encore plus à une

architecture transatlantique resserrée ou si elle doit définitivement rompre avec le Nouveau Monde. La politique des acteurs européens et américains doit nous permettre de répondre à cette question.

1. Vers la disparition des frontières en Europe.

Actuellement, la volonté d'aboutir à un marché unique en Europe conduit au démantèlement des frontières nationales. L'inspiratrice de cette politique s'appelle l'Assemblée des régions frontalières européennes (l'ARFE) s'appuyant sur document européen : la Convention-cadre sur la coopération transfrontalière ou charte de Madrid. Créé en 1971, cet institut européen est en réalité allemand par ses fondateurs et ses dirigeants. Située en Allemagne à Gronau, l'ARFE poursuit l'objectif d'effacer de plus en plus les frontières étatiques afin de pouvoir procéder à des coopérations transfrontalières et interrégionales renforcées. Environ 160 régions frontalières (ou eurorégions : entités territoriales de part et d'autre de la frontière) sont sous l'autorité de cet institut. Son but est, selon des textes officiels, le suivant : « *L'objectif de l'action menée au sein des régions frontalières et le but poursuivi au travers de la coopération transfrontalière sont la suppression des obstacles et des facteurs de distorsion existant entre ces régions, ainsi que le dépassement de la frontière, tout au moins la réduction de son importance à une simple frontière administrative*⁽¹⁹⁾ ». Cet objectif dont les conséquences politiques, géopolitiques et sociales sont énormes touche toute l'Europe et en particulier, depuis les années 1990, les pays

d'Europe centrale qui doivent intégrer l'Union européenne le 1^{er} mai 2004. La carte de la coopération transfrontalière de l'ARFE élaborée en 2000 révèle toute l'étendue de cette politique en Europe(20). Pour une vision plus précise d'un exemple type d'eurorégions, la carte concernant les territoires frontaliers autour de l'Allemagne est particulièrement significative(21). Elle montre entre autres que les eurorégions le long des frontières germano-polonaises et germano-tchèques mordent en partie sur des territoires allemands en 1945. Il est bon de souligner que les eurorégions du côté tchèque correspondent au territoire des anciennes implantations sudètes, population germanique expulsée en 1945 et en 1946 suite aux décrets Benes.

Quelles conséquences ?

Dans cette dissolution des frontières, les conséquences sont doubles : D'abord, en raison de la reconnaissance du phénomène ethnolinguistique au sein des instances de l'UE (charte des langues régionales ou minoritaires, convention-cadre pour la protection des minorités et charte des Droits fondamentaux – en particulier les articles 21 et 22 – incluse dans la future constitution européenne), les groupes ethniques n'auront plus à subir une partition due à l'existence d'une frontière nationale inamovible. Ce n'est d'ailleurs pas l'effet du hasard si l'ARFE est dirigée depuis 1996 par un Espagnol ou plus, exactement, par un Catalan : Joan Vallvé. Ce dernier, président de l'intergroupe langues minoritaires du Parlement européen, poursuit une politique des « langue moins répandues(22) ». Ensuite, dans la volonté de créer un marché économique unique, la levée des barrières frontalières permet d'approfondir les échanges (économiques, technologiques, les transports, mais aussi de favoriser l'uniformisation administrative et fiscale, par exemple entre

l'Alsace et le Pays de Bade(23) ou encore de favoriser la création d'un eurodistrict Strasbourg/Kehl...) comme le promeut l'ARFE dans son rapport intitulé « Principes fondamentaux d'une opération-cadre régionale par INTERREG IIIC(24) (sigle allemand : RPO).

Trois axes

Ce projet, consistant à promouvoir la coopération entre régions et communes frontalières et transfrontalières en Europe et à effacer progressivement les problèmes d'ordre administratif ou législatif, s'articule autour de trois axes : l'opération-cadre régionale, des projets ciblés et des réseaux. Comme le souligne le rapport de l'ARFE lors de son trentième anniversaire : « *Il faudra toutefois considérer les multiples structures et particularités régionales comme la richesse de l'Europe, les maintenir et les développer. L'introduction cohérente de l'idée de régionalisation dans la constitution des États d'Europe profite aussi directement à la collaboration transfrontalière régionale. C'est pourquoi une meilleure coordination et une collaboration intensive des décideurs locaux, régionaux, nationaux et européens restent indispensables pour résoudre les problèmes des régions frontalières et transfrontalières. La collaboration transfrontalière contribue à la suppression des déséquilibres et obstacles économiques dans les régions frontalières voisines, en partenariat avec les Etats nationaux et les instances européennes, dans le cadre régional appréciable. Il s'agit de contrer les effets centralisateurs croissants du travail, des services et du capital dans les centres industriels d'Europe par des politiques régionales et d'aménagement du territoire nationales et européennes adaptées(25).*

Comme le souligne justement ce document, cette coopération

transfrontalière n'est possible qu'à la condition de favoriser la régionalisation et l'aménagement du territoire en Europe. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre l'inscription du principe régional et le renforcement de la décentralisation par le vote du Congrès réuni à Versailles le 17 mars 2003. En réalité, la montée en puissance du fait régional et de son corollaire, l'aménagement du territoire, est orchestrée partout en Europe.

2 – La région, l'acteur incontournable de la construction européenne.

Le 26 juin 2003, le Premier ministre français Jean-Pierre Raffarin a rencontré le chancelier allemand Gerhard Schröder à Berlin, accompagné de quatre présidents de régions (trois de droite et un de gauche) dont Gérard Longuet, président de l'Association des régions de France (l'ARF)[\(26\)](#). L'objectif affiché était de renforcer la coopération entre les régions françaises et les *Länder* allemands. Affirmant que la stratégie franco-allemande devait s'appuyer sur une légitimité populaire, le Premier ministre a ajouté que : « *C'est très important pour la construction de la Grande Europe [...]. C'est le début d'une coopération annuelle entre les régions et les Länder* ». Une telle déclaration en faveur du fait régional ne peut se comprendre qu'en raison du lancement de la recommandation 34 (1997) du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux d'Europe[\(27\)](#).

Qui était le ministre-président ?

En effet, ce texte fondateur de la régionalisation en Europe a été présenté pour la première fois, à l'initiative du gouvernement du Land de Basse-Saxe, à Hanovre le 22 mars 1996. Le ministre-président à cette époque s'appelait Gerhard Schröder. Par ailleurs, le rapporteur Peter Rabe, député socialiste au Land de Basse-Saxe, avait pour président du groupe de travail Llibert Cuatrecasas, ministre délégué aux Affaires de Catalogne. L'Allemagne, cherchant à mettre en place une régionalisation proche de son système politique, s'entoure de politiques rebelles à l'autorité centralisatrice. Dans cette affaire, la présence d'un ministre catalan se comprend fort bien. Constitué de 28 articles, le projet de Charte de l'autonomie régionale fait la part belle aux régions qui sont en mesure de s'émanciper politiquement de l'autorité nationale au profit des instances supranationales de Bruxelles. À la lecture de ce projet, on relève entre autres l'octroi aux régions d'un « *pouvoir de décision et de gestion dans les domaines qui relèvent de leurs compétences propres. Ces pouvoirs doivent permettre l'adoption et l'exercice d'une politique propre à chaque région* » (art. 4), ou encore l'adoption d'un « *système de financement fournissant un montant prévisible de recettes proportionnelles à leurs compétences, leur permettant de mener une politique propre* » (art. 14). Cette montée en puissance de la région se double du renforcement des liens entre l'autorité politique régionale et les instances supranationales de Bruxelles. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2003, la représentation régionale d'Alsace peut traiter directement avec Bruxelles pour la gestion des Fonds structurels sans en référer à Paris. Ce principe devrait être étendu à l'ensemble des régions françaises.

En France, la recomposition du mode de scrutin en sept grandes

régions (la huitième concerne l'outre-mer) accentuera la primauté de la région dont le député européen sera l'élu direct contournant ainsi l'autorité nationale. Ce projet présenté par Michel Barnier (commissaire européen) en 1998(28) a recueilli les faveurs du gouvernement Raffarin. Cependant, ces profondes mutations prendront une dimension nouvelle avec l'application de l'article 8 du projet de Charte de l'autonomie régionale intitulé : « Relations interrégionales et transfrontalières ». Cet article stipule que : « *Dans les domaines qui relèvent de leurs compétences, les régions sont fondées, le cas échéant dans le respect des procédures établies par le droit interne, à entreprendre des actions de coopération interrégionales ou transfrontalières [...]. Les régions appartenant à un espace transfrontalier peuvent se doter, dans le respect du droit de tous les ordres juridiques nationaux concernés et du droit international, d'organes communs de type délibératif et/ou exécutif* ».

« Amollir » la frontière nationale en une frontière administrative

On comprend mieux l'importance de l'ARFE qui préalablement, « amollissant » la frontière nationale en frontière administrative et favorisant l'unification fiscale, administrative transfrontalière etc..., ouvre la voie à des refontes de frontières régionales en fonction de critères ethniques (le préambule du projet de Charte de l'autonomie régionale reconnaît l'obligation de protéger les minorités) ou économique, les deux se confondant parfois. D'ailleurs l'article 16 intitulé « Protection des limites territoriales des régions » autorise ces déplacements de frontières régionales en des termes très nets : « La modification du territoire d'une région ne peut intervenir qu'après que celle-ci ait marqué son accord,

sans préjudice des procédures de démocratie directe qui peuvent, le cas échéant, être prévues à cet égard par le droit interne. Dans le cas d'un processus général de redéfinition des frontières régionales, l'accord exprès de chaque région peut être remplacé par une consultation de l'ensemble des régions concernées, le cas échéant selon les procédures prévues par le droit interne ». Jean-Pierre Raffarin a donné la possibilité d'organiser des référendums locaux qui autorisent la mise sur pied de cet idéal⁽²⁹⁾.

Au sein des instances européennes, le regroupement des régions en fonction d'intérêts économiques est déjà un fait accompli comme le révèle la carte élaborée par la Commission européenne en liaison avec l'ARFE et décrivant les actions de coopération transnationale⁽³⁰⁾. Comme le stipulent les textes officiels : « Interreg IIIB regroupe désormais toutes les actions de coopération transnationales impliquant les autorités nationales, régionales et locales et les autres acteurs socio-économiques. L'objectif est de promouvoir l'intégration territoriale au sein de grands groupes de régions européennes y compris au-delà de l'Union des Quinze, de même qu'entre les États membres et les pays candidats ou autres voisins, et à favoriser ainsi un développement durable, équilibré et harmonieux de l'Union. Une attention particulière est accordée notamment aux régions ultrapériphériques et insulaires. »⁽³¹⁾.

En résumé

Récapitulons le fil de cette politique :

1) Disparition progressive de la frontière nationale au profit d'une frontière administrative « amovible » ;

2) Montée en puissance des régions à qui il est transféré une autorité politique où émerge un président ayant le poids, toute proportion gardée, d'un gouverneur d'un État américain, mais traitant de plus en plus avec Bruxelles, autorité supranationale, et non avec l'autorité nationale ;

3) Possibilité de regroupement de régions en fonction de critères économiques ou ethniques. Dans cette affaire, le regroupement en France des régions en sept grandes zones métropolitaines pour les élections régionales et européennes offrent déjà un cadre fort attractif.

3 – Une régionalisation à l'échelle continentale.

Cependant cette régionalisation ne concerne pas uniquement les Quinze États de l'Union. En réalité, c'est toute l'Europe qui se fragmente en vue de permettre l'extension à l'est de l'Union européenne. Cet objectif est largement défini au sein d'un institut européen, l'Assemblée des régions d'Europe (l'ARE). Créé en 1985 par des Français, des Espagnols et des Portugais, cet institut a été repris en 1987 par les Allemands, qui procédèrent à une refonte complète du système, en particulier sous l'égide de Heinz Eyrich qui fixa les nouveaux statuts de l'ARE à Mannheim en 1992⁽³²⁾. Désormais, des principes fédéralistes, régionalistes et ethnicistes ont été insufflés dans les structures de cet institut qui élaborera tout un corps de doctrine fidèle à la spiritualité

politique germanique. Tous les documents, tous les textes et tous les rapports élaborés par TARE constituent une base de travail qui a influé sur les travaux de la Convention en charge d'élaborer une constitution pour l'Europe grâce en particulier à l'action de sa présidente autrichienne, Lise Prokop, mais aussi en raison du soutien de son vice-président et président de la région Alsace, Adrien Zeller. Or l'ARE a élaboré en 2002 une carte de l'Europe entièrement régionalisée(33). Cette carte souligne d'abord que tout semble préparé d'avance. Cette régionalisation ne se contente pas de fragmenter l'Europe centrale, mais aussi la Russie dont les frontières régionales s'étendent vers la Sibérie.

Et la Turquie ?

Surtout, cette carte révèle que le projet d'intégration de la Turquie est déjà accompli. Indirectement, cette carte montre que les débats officiels pour ou contre l'intégration de la « Sublime Porte » sont vains aux yeux des autorités européennes, sauf retournement extraordinaire de la situation. S'obligeant à respecter les critères de Copenhague (État de droit, respect des droits de l'homme, protection des minorités...), la Turquie s'est engagée dans les réformes afin de montrer « patte blanche » en vue de son intégration à l'UE. En raison de ses nombreuses minorités, essentiellement kurde, les composantes ethniques de ce pays sont en mesure de réclamer des droits ethno-linguistiques. Il ne faut pas oublier aussi que des minorités comme les Kurdes peuplent également l'Iran, l'Irak et le nord de la Syrie. L'émergence de régions à l'est de la Turquie bénéficiant d'une autonomie politique large – indépendante d'Ankara, car elles traiteront, elles aussi, directement avec Bruxelles – et assurant une reconnaissance identitaire aux Kurdes risquent, en plus de détruire l'unité de l'État, d'attiser les volontés de ces populations éparées de se souder

en une seule entité. Par ailleurs, les peuples de Turquie seront en mesure de réclamer des droits religieux qui, compte tenu de la très forte majorité musulmane au sein de la population, risquent d'entraîner l'émergence du fondamentalisme. Malmené dans ses frontières et sa constitution, l'État laïc d'Atatürk sera déstabilisé par ses changements. Bien des troubles sont à prévoir et l'UE risque d'avoir pour longtemps un porteur de troubles à ses flancs si elle intègre ce pays. Cependant ces risques ne semblent pas perturber les dirigeants européens, qui poursuivent leur politique dans le cadre de l'aménagement du territoire.

4 – L'aménagement du territoire européen : une vision continentale.

L'aménagement du territoire est un concept largement méconnu mais dont les conséquences touchent les politiques économique, sociale, culturelle et écologique. Cet aménagement du territoire prend un relief extraordinaire à partir du moment où il s'additionne à l'effacement des frontières nationales et à la primauté donnée aux régions. D'une certaine manière, tout s'additionne.

C'est à partir des années 1960 que l'Assemblée parlementaire et la Conférence permanente (devenue Congrès en 1994) des Pouvoirs locaux et régionaux d'Europe (CPLRE) du Conseil de l'Europe ont décidé d'entreprendre une grande politique d'aménagement du territoire. L'Allemagne fut le moteur de ce projet. En effet, l'idée de convoquer une

Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire (CEMAT) a été lancée devant les États généraux des communes d'Europe, par M. Lücke, ministre fédéral allemand de l'intérieur(34). Ce dernier fit d'ailleurs remarquer que son gouvernement portait un grand intérêt à l'organisation de cette conférence.

Les objectifs

Par la suite, le rapport « Aménagement du territoire – Problème européen », sous la direction de Gerhard Flämig, rapporteur au nom de la commission des pouvoirs locaux, fut soumis à l'Assemblée en 1968(35). Ce rapport, résultat de trois ans d'enquêtes et de recherches, soulignait les grands objectifs d'une politique européenne de l'aménagement du territoire. Il s'ensuivit deux recommandations adoptées par l'Assemblée (recommandations 525 et 526) « *en instituant à cet effet une conférence ministérielle permanente chargée de donner les grandes orientations politiques et d'assurer l'harmonisation des politiques nationales* ». Un comité des Hauts fonctionnaires chargé d'organiser cette conférence posa les premiers jalons lors de la réunion à Strasbourg du 10 au 12 juin 1969. Le président de ce comité, M. Toyka, directeur au ministère de l'intérieur et chef de la délégation de la République fédérale d'Allemagne, proposa M. Essig, chef de la délégation française, comme vice-président, sur proposition de la délégation allemande(36). Enfin, le gouvernement allemand proposa que la première réunion de la CEMAT se tienne à Bonn les 9 et 11 septembre 1970. Ces réunions se sont succédé par la suite sous la direction de différents pays comme l'Autriche (1978), l'Espagne (1983), la Suisse (1988) ou déjà la Turquie (1991).

Le critère fédéral

Dans le cours de cette politique, une première étape fut franchie avec l'élaboration de la Charte européenne de l'aménagement du territoire (appelée aussi Charte de Torremolinos)⁽³⁷⁾. Cette Charte fut adoptée lors de la Conférence de la CEMAT en Espagne. Selon ce document, les principes retenus pour l'aménagement du territoire doivent être démocratiques, globaux, fonctionnels et prospectifs. Tout en poursuivant le développement socio-économique, l'amélioration de la qualité de vie, la gestion des ressources naturelles, la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle du territoire, cette Charte annonçait par avance les documents germano-européens (les Chartes de l'autonomie locale et régionale et la convention-cadre sur la coopération transfrontalière) qui sont en train de remodeler le corps européen selon le critère fédéral et régional. La Charte de Torremolinos rappelle qu'il convient de faire en sorte que « les diverses autorités concernées par la politique de l'aménagement du territoire soient dotées de compétences de décisions et d'exécution ainsi que de moyens budgétaires suffisants. En vue d'assurer une coordination optimale entre le niveau local, régional, national et européen, aussi en ce qui concerne la coopération transfrontalière, ces autorités doivent tenir compte dans leur action des mesures prises ou prévues à l'échelon inférieur ou supérieur, et par conséquent s'informer réciproquement et de manière régulière⁽³⁸⁾ ». Pour les promoteurs de cette politique, il se dégage quatre axes :

1) Au niveau local : coordination des plans d'aménagement des pouvoirs locaux devant tenir compte des intérêts de l'aménagement régional et national.

2) Au niveau régional : cadre le mieux approprié pour la mise en œuvre d'une politique d'aménagement du territoire : coordination

entre les instances régionales elles-mêmes, les instances locales, nationales et entre régions de pays voisins.

3) Au niveau national : coordination des différentes politiques d'aménagement du territoire et des aides aux régions et concertation entre les objectifs nationaux et régionaux.

4) Au niveau européen : coordination des politiques d'aménagement du territoire en vue de réaliser les objectifs d'importance européenne et un développement général et équilibré(39) ».

La Grande Europe jusqu'à Vladivostock

Cependant ces objectifs restaient limités du fait de la coupure de l'Europe partagée entre les États-Unis et l'URSS. En novembre 1989, la chute du mur de Berlin a bouleversé la donne. C'est lors de la réunion de la CEMAT à Hanovre (les 7 et 8 septembre 2000) qu'un nouveau et ambitieux chapitre a vu le jour. En effet, c'est sous le titre « *Principes directeurs pour le développement territorial durable du continent européen* » que cet institut a élaboré tout un ensemble de paramètres codifiés par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, le 30 janvier 2002, sous la forme d'une recommandation (REC (2002)1). L'aménagement du territoire atteint une ampleur sans précédent puisque les objectifs s'étendent jusqu'à Vladivostock comme le présente la carte élaborée par le Conseil de l'Europe(40). Il est vrai que la Russie a intégré le Conseil de l'Europe en février 1996, offrant des perspectives nouvelles. Cette vision continentale s'appuie sur un grand nombre de documents européens qui encadrent et prolongent la politique d'aménagement du territoire.

Comme le rappellent les textes, *Les principes directeurs tirent les*

enseignements d'un grand nombre de documents du Conseil de l'Europe : « Parmi eux figurent la convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales, la charte de Torremolinos de 1983, les travaux d'analyse pour un schéma européen d'aménagement du territoire (ndlr : adopté lors de la conférence de la CEMAT, à Lausanne, en 1988), la charte de l'autonomie locale et le projet de charte européenne de l'autonomie régionale. Sont également pris en compte dans le document le Schéma de développement de l'espace communautaire (SDEC, ndlr : adopté lors du Conseil informel des ministres de l'aménagement du territoire à Potsdam, en Allemagne, en mai 1999), l'Agenda 21 pour la Baltique ainsi que les stratégies de développement territorial élaborées actuellement pour des sous-ensembles du continent européen, telles que les conceptions territoriales pour le bassin de la Baltique, Vasab 2010 (coopération entre onze États), l'esquisse de structure du Bénélux (coopération entre trois États) et la stratégie pour un développement territorial intégré en Europe centrale, adriatique et danubienne (Vision Planet – coopération actuellement entre douze États, adopté lors du 4^e séminaire des groupes de projets, Vienne, janvier 2000(41) ».

L'accumulation d'un si grand nombre de documents révèle l'arrière-fond de cette politique fédéralo-régionale tendant à créer un pôle européen soudé. Désormais, la question majeure que l'on doit se poser est la suivante : forte d'un partenariat transatlantique né au lendemain de la Seconde Guerre mondiale l'Europe doit-elle approfondir ce lien ou le rompre afin d'apparaître aux yeux du monde comme une force incontournable, désignée par certains sous l'expression « Europe puissance » ?

5 – *Le partenariat transatlantique, « je t'aime, moi non plus »*

Au cours de l'année 2002 et durant les premiers mois de l'année 2003, les relations transatlantiques ont connu une forte houle au sujet de l'intervention militaire américaine et anglaise en Irak. La France et l'Allemagne ont manifesté une opposition qui a rallié la Russie et la Chine. Dans cette affaire, la France a été la figure de proue et a recueilli un soutien très large chez les Français comme dans de nombreux pays de par le monde. Pourtant, à y regarder de plus près, on se rend compte que la France s'est trouvée bien isolée.

En effet, la Russie et la Chine ont louvoyé pour, finalement, adopter une politique plus conciliante à l'égard des États-Unis après la chute de Bagdad. Mais c'est notre voisin d'outre-Rhin qui a eu le comportement le plus insolite. À l'origine, au cours de sa campagne électorale durant l'été 2002, le chancelier Schröder n'a pas hésité à refuser tout engagement de l'Allemagne en Irak « *avec ou sans mandat de l'ONU* ». Cette attitude a permis de rallier les voix de nombreux pacifistes qui lui ont permis de gagner les élections d'une courte tête, c'est-à-dire avec l'appoint de 6000 voix. Par la suite, le chancelier Schröder a continué à manifester son refus de toute intervention en Irak. Cependant la position allemande n'a pas été aussi franche que l'on pense. Il est même possible d'évoquer le terme de « *duplicité* ».

Quelques exemples

En effet, des troupes allemandes NBC (nucléaire, biologique, chimique) stationnaient au Koweït depuis janvier 2002. Ces troupes NBC furent renforcées début mars 2003(42), alors qu'on était en pleine crise irakienne, appuyées par la présence de blindés allemands Fuchs (*Fuchs-Spürpanzer*) stationnés au Koweït(43). À cela, il fallait ajouter l'existence de drones (appareils de reconnaissance sans pilote : *Luna-Aufklärungsdrohnen*). Des équipages allemands ont servi dans des avions Awacs d'observation au niveau de la frontière turco-irakienne avec un sauf-conduit de la Cour constitutionnelle(44). Le gouvernement de Berlin a livré plus de 100 missiles *Patriot*, fournis officiellement à Israël, mais servis par un personnel américain(45). Enfin, depuis la fin de la guerre en Irak, un groupe d'élite paramilitaire allemand, le GSG 9 (*Grenzschutzgruppe 9*), directement sous les ordres du ministre de l'intérieur d'Allemagne dirigé par Otto Schilly, s'active à protéger les diplomates et les centres d'intérêts allemands. Le GSG 9 est utilisé comme « *source d'information indispensable* » au service des missions d'espionnage(46). Force est de constater que la position allemande pratiquait et pratique encore la politique du grand écart entre les États-Unis et la France.

Un rapprochement entre L'Allemagne et les États-Unis ?

Cependant, on observe depuis quelques mois un rapprochement significatif entre Berlin et Washington. Le coup d'envoi officiel fut lancé le 9 mai 2003 lors du centième anniversaire de la fondation de la Chambre de commerce américaine à Berlin. Lors de son discours, le chancelier Schröder s'est employé à exprimer la fidélité totale de l'Allemagne à l'égard des États-Unis, désignée sous le terme « *d'amitié vitale* » (*vitale Freundschaft*). Pour le chancelier, l'initiative de son pays ainsi que de la

France, de la Belgique et du Luxembourg en faveur d'une coopération militaire étroite ne remet absolument pas en cause l'Otan. Fait capital dans ces relations germano-anglo-saxonnes, Gerhard Schröder a évoqué la nécessité d'établir une nouvelle répartition du travail (*eine neue Arbeitsteilung*) au sein de l'Alliance atlantique(47). Cette « répartition du travail » est élément capital à retenir. En effet, du fait de l'extension de l'UE et de l'Otan à l'Est, de la réussite de la politique allemande à insuffler son modèle fédéral et régional dans la construction européenne, un nouveau réglage au sein du partenariat transatlantique s'avère indispensable. Cela est d'autant plus vrai qu'au cœur de la brouille transatlantique durant l'hiver 2002/2003, le gouvernement américain a dépêché un émissaire républicain auprès du gouvernement allemand pour traiter de la politique de sécurité en Europe.

Échéances pour l'Otan et l'UE.

Selon le *Financial Times Deutschland*, les États-Unis souhaitent un plus grand engagement de l'Allemagne dans cette politique d'extension. Le projet d'une « *Europe libre et unie* » doit obéir aux modalités suivantes. Les préparatifs permettant l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan doivent commencer en 2004, suivis de la Serbie en 2005 et de la Croatie et de l'Albanie en 2007. Pour 2007, les États-Unis souhaiteraient l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Selon le *Financial Times Deutschland*, « *l'intégration complète des Balkans et de l'Ukraine dans les institutions euro-atlantiques doit être achevée pour 2010(48)* ». Cette politique commence à se matérialiser puisque le secrétaire d'État américain, Colin Powell, a signé le 2 mai 2003 à Tirana, une « *Charte de l'Atlantique* » avec l'Albanie, la Macédoine et la Croatie, destinée « à faciliter l'intégration de ces trois pays balkaniques

aux institutions euro-atlantiques ». Comme le précise Colin Powell : « *cette Charte servira comme un guide pour leur intégration euro-atlantique, ainsi que comme un guide pour nos efforts collectifs visant à les aider à atteindre leur objectif. Elle (la charte,) souligne l'importance que (les États-Unis,) accordent à leur éventuelle intégration complète à l'Otan et à d'autres institutions européennes [...], (elle) permettra le renforcement des liens à la fois entre les peuples de la région et avec les États-Unis*⁽⁴⁹⁾ ». Cette volonté américaine d'amorcer l'extension de l'UE et de l'Otan vers l'est en liaison avec Berlin accompagne les projets européens de régionalisation de toute l'Europe comme le prouve la carte de l'Assemblée des régions d'Europe (l'ARE).

Une Europe fragmentée au service des États-Unis.

La classe politique américaine est largement au courant du processus de fragmentation régional du continent européen. Ce fait fut manifesté officiellement par le président Clinton, le 2 juin 2000, lorsqu'il reçut la plus haute distinction eurofédéraliste : le « Prix Charlemagne ». Ce prix remis pour la première fois en 1950 à Richard de Coudenhove-Kalergi (fondateur de la Paneurope), fut par la suite attribué par exemple à Jean Monnet (1953), Winston Churchill (1955), Georges C. Marshall (1959), Henry Kissinger (1987), Tony Blair (1999) ou encore à Valéry Giscard d'Estaing (2003). Au cours de son discours, le président américain a rappelé la nécessité d'une relation transatlantique étroite en soulignant les mutations profondes en Europe. Le président américain a dit en effet ceci : « *L'unité de l'Europe est en train d'engendrer quelque chose de véritablement neuf sous le soleil : des institutions communes plus vastes que l'Émanation parallèlement à la délégation de l'autorité*

démocratique aux échelons inférieurs. L'Écosse et le pays de Galles ont leurs propres parlements. L'Irlande du Nord, dont ma famille tire son origine, a retrouvé son nouveau gouvernement. L'Europe est pleine de vie et résonne à nouveau des noms d'anciennes régions dont on reparle – la Catalogne, le Piémont, la Lombardie, la Silésie, la Transylvanie, etc... – non pas au nom d'un quelconque séparatisme, mais dans un élan de saine fierté et de respect de la tradition. La souveraineté nationale est enrichie de voix régionales pleines de vie qui font de l'Europe un lieu garantissant mieux l'existence de la diversité [...](50) ».

Dans cette affaire, les États-Unis ont tout intérêt à voir l'émergence politique des régions traitant directement avec Bruxelles, mais aussi avec tous les lobbies anglo-saxons, sans passer par les États nationaux. Le processus de démantèlement des États est bien engagé puisque le journaliste Peter M. Huber de *Die Welt* n'a pas hésité à donner comme titre à son article, commentant le projet de constitution de Valéry Giscard d'Estaing, « *la destitution des États nations*(51) ».

Un partenariat transatlantique mieux réglé.

Malgré les différends violents qui ont pu exister des deux côtés de l'Atlantique, il est utile de rappeler que le très emblématique ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, Joschka Fischer, prône un renforcement du lien transatlantique. Même si certains obstacles demeurent comme par exemple l'obligation de recourir à l'unanimité des membres d'une Europe à 25 dans les domaines touchant la politique étrangère et la fiscalité, il n'en reste pas moins qu'il se dégage une volonté affirmée de la part de Berlin d'aboutir à un resserrement du lien transatlantique. Les propos de Joschka Fischer sont particulièrement significatifs à ce sujet : « *Pour*

nous Européens, l'objectif est clair : nous voulons une Union européenne économiquement et politiquement intégrée qui, en partenariat avec les États-Unis, garantisse à l'Europe sa stabilité intérieure et apporte une contribution substantielle au développement de la paix et de la justice dans le monde. Nous voulons un partenariat étroit avec une présence durable de l'Amérique en Europe. L'Union de l'Europe et le partenariat entre l'Europe et l'Amérique ne sont pas des processus opposés, mais complémentaires et cumulatifs. Plus d'Europe est la condition préalable du partenariat de l'avenir(52) ».

Think tanks

Cette affirmation relaie les volontés exprimées au sein des *think tanks* germaniques comme la Fondation Bertelsmann, la Fondation Sciences et Politiques (*Stiftung Wissenschaft und Politik*, SWP) et le Centre de recherche de politique appliquée (*Centrum für angewandte Politikforschung*, CAP). Ces *think tanks* allemands pèsent lourds dans le paysage politique outre-Rhin pour deux raisons. D'abord, les résultats de leurs travaux décidés en amont se retrouvent, sauf exceptions, en aval dans les décisions du gouvernement Schröder. Ainsi, il est très intéressant d'évoquer le séminaire organisé par la Fondation Bertelsmann en juillet 2003 en liaison avec le CAP. Parmi les nombreux participants, on peut citer : Walter Stützel, secrétaire d'État au ministère allemand de la Défense, John Hamre, président du *Center for Strategie and International Studies* (CSIS) États-Unis, Caio Koch-Weser, secrétaire au ministre allemand des Finances, Fred Bergsten de l'*Institute for International Economics*, États-Unis, le conseiller pour les Affaires économiques et extérieures du président Poutine, Andrei Illarionov et

Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France.

« USA-UE : recommandations stratégiques pour une nouvelle alliance globale »

C'est sous le titre *« USA-UE : recommandations stratégiques pour une nouvelle alliance globale »* que ce séminaire a débattu des relations transatlantiques. Comme le rapporte la Fondation :

« Le symposium transatlantique de la Fondation Bertelsmann exclut tout retour au statu quo ante. Au vu des défis globaux, il n'y a pas d'autre alternative qu'une alliance transatlantique. Le diagnostic est posé et la thérapie doit commencer. Qui veut positivement changer le monde, doit utiliser le potentiel transatlantique. Le partenariat transatlantique reste la force décisive qui façonne la politique mondiale(53) ». Telle est la conclusion de ces experts réunis au sein de deux groupes : « Sécurité » et « Économie, Commerce et Finance ». Werner Weidenfeld, président du CAP et membre du praesidium de la Fondation Bertelsmann a résumé la situation en insistant sur le fait que *« Nous ne pouvons pas nous permettre une érosion continue de ce partenariat si nécessaire. Une rupture civilisationnelle avec l'Amérique aurait des conséquences catastrophiques dans les domaines politiques, de la sécurité et économiques »*. Fait particulièrement révélateur, les représentants lors de ce séminaire ont bien fait comprendre à Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France et prochain président désigné de la Banque centrale européenne (BCE), que *« L'Europe a la chance de se positionner en tant qu'acteur global sérieux uniquement comme partenaire et non comme rivale des États-Unis. »*

À bon entendeur... salut !

– Le renforcement de la coopération entre les Américains et les Européens

Au cours de ces débats, les différents experts se sont tous finalement engagés dans la même voie, celle du renforcement de la coopération entre les Américains et les Européens : développement en commun du droit international, du principe interdisant l'emploi de la violence au sein d'une architecture globale de sécurité, de la nécessité de développer une convention transatlantique sur l'emploi de la force dans les relations internationales, ainsi qu'un système de contrôle international luttant contre les armes de destruction massive et leur dispersion... Selon ces experts : *« Un engagement commun dans les secteurs de crise doit être pris en compte à côté des aspects de politique de sécurité comme à côté des aspects financiers et économiques. Les États-Unis et l'Union européenne devraient poursuivre de ce fait un but commun, provoquer une transformation démocratique profonde qui s'appuierait sur des fondamentaux sociaux et économiques solides. »*

Conclusion

Finalement, nous assistons à la volonté de mettre en place un pilier américain et un pilier européen unis sur des principes communs. En réalité, nous devrions plutôt dire un pilier européen assujéti à l'*Imperium* américain car, dans cette affaire, les États-Unis et leurs alliés anglais restent les maîtres-d'œuvre d'une vision planétaire. Pour la réalisation de cette politique, on comprend donc mieux la nécessité pour l'Europe d'amoindrir le rôle des États et de favoriser l'émergence des régions au profit d'une autorité supranationale dont la légitimité, dans les affaires internationales, trouve déjà sa racine dans l'article 6 du projet de

constitution de Valéry Giscard d'Estaing : « *L'Union est dotée de la personnalité juridique.* » L'Allemagne, à l'origine des textes fondateurs de la construction européenne (charte des langues régionales ou minoritaires, convention-cadre pour la protection des minorités, chartes de l'autonomie locale et régionale, convention-cadre sur la coopération transfrontalière, aménagement du territoire dans le cadre de la CEMAT, projet de code civil européen unique sous la direction du juriste Christian von Bar) est en mesure d'atteindre un niveau lui permettant de jouer un rôle majeur. Cependant, l'Histoire nous enseigne que sur terre *rien n'est acquis, rien n'est éternel*. Minée par une démographie suicidaire, comme partout en Europe, l'Allemagne connaît de graves difficultés économiques. Certes, elle souffre d'une trop grande rigidité dans son organisation économique à laquelle le gouvernement Schröder tente de remédier. Cependant, aucune politique aussi subtile soit-elle, s'appuyant sur des rêves de partenariats mondiaux, ne peut perdurer si les décès l'emportent sur les naissances. L'hiver démographique qui touche toute l'Europe lui interdit à plus ou moins long terme toute « politique puissance », à moins d'un réveil brutal de l'instinct de survie. Enfin, le partenariat germano-anglo-saxon qui semble s'affirmer doit affronter la réalité du terrain et les menaces qui ne manquent pas : le terrorisme islamiste, une Russie aux problèmes économiques, sociaux, démographiques, de santé, etc... Les divorces font partie de la vie humaine. Tout le problème est de savoir si les élites de ces deux mondes sauront s'entendre dans la répartition des rôles et tenir le choc afin d'aller jusqu'au bout de cet idéal prométhéen.

Novembre 2003

Espagne et Catalogne, les préparatifs d'un divorce⁽⁵⁴⁾

L'État espagnol craque. Outre la crise financière qui étrangle le pays au point de le contraindre peu à peu à se placer sous la tutelle de Bruxelles et de la BCE, des régions irrédentistes appellent à se détacher de l'autorité de Madrid. C'est le cas de la Catalogne à la suite de la manifestation monstre du 11 septembre⁽⁵⁵⁾. Des centaines de milliers d'habitants ont appelé à l'indépendance. L'autorité politique catalane reproche au gouvernement de Madrid d'être financièrement spoliée. L'échec des pourparlers le 20 septembre entre Artur Mas, président de la communauté autonome catalane, et le Premier ministre Mariano Rajoy, a poussé le dirigeant catalan à annoncer des élections anticipées pour le 25 novembre. L'espoir caressé est d'obtenir une majorité absolue de son parti Convergencia i Uno (CiU) afin de lancer la Catalogne sur la voie de l'indépendance même si son président se garde bien de prononcer le mot. Parallèlement à ces volontés sécessionnistes du côté catalan, les élections du 21 octobre au Pays basque prévoient une large victoire des nationalistes désireux de s'émanciper de l'autorité de Madrid. Bref, la balkanisation de la péninsule ibérique s'accroît de plus en plus.

Ces événements ne sont pas fortuits. Ils ne sont que la conséquence d'un long travail de sape mettant à mal l'unité des États. Dans le cadre de la construction européenne, trois strates se dessinent : l'Union européenne, les États et les régions. La politique de Bruxelles favorisant, d'un côté, une autorité supranationale de l'Europe (une fédéralisation)

tout en octroyant, de l'autre, des droits politiques, économiques, financiers et ethnoculturels aux régions conduit à la marginalisation des États européens qui se retrouvent pris entre le marteau et l'enclume. L'Espagne est le parfait laboratoire. Ce phénomène de promotion des régions dans un cadre européen supranational et fédéral correspond typiquement à la vision du Saint Empire romain germanique. Il est vrai aussi que tous les textes de la construction européenne promouvant l'autonomie (locale et régionale), charte européenne des langues régionales, convention-cadre en faveur des ethnies, coopération transfrontalière, aménagement du territoire (CEMAT) ou encore code civil européen sont tous d'inspiration allemande. En fait, les élites germaniques dans la promotion de ces textes ont toujours cherché à s'associer à des groupes ethniques rebelles à l'autorité de leurs États (Flamands, Basques...). Ainsi, la recommandation 34 (1997) du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux d'Europe (CPLRE) à l'origine de la montée en puissance du fait régional en Europe est due à l'action du gouvernement du Land de Basse-Saxe qui en 1996, sous l'égide de son ministre-président Gerhard Schröder, a su propulser cet idéal de « landerisation » de l'Europe grâce au rapporteur socialiste de ce Land, Peter Rabe, sous l'autorité du président du groupe de travail, le Catalan Llibert Cuatrecasas. Nous assistons donc à la mise en forme d'une Europe fédérale des régions(56) correspondant parfaitement à l'idéal des pangermanistes du XIX^e siècle : « *Il faut dégager le substrat ethnique de sa gangue étatique avant de procéder à de nouvelles combinaisons [...]. Tout Reich est une sorte de fédération et toute fédération mérite le nom de Reich.* »

1^{er} octobre 2012

Le fédéralisme européen au grand galop

Le débat autour du traité budgétaire européen (TSCG) en France consistant à transférer à l'autorité supranationale de Bruxelles notre autonomie budgétaire renforce la fédéralisation de l'Union européenne (l'UE). Le processus galope puisque le site de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* révèle que les chefs d'États et de gouvernements se rencontreront mi-octobre pour discuter de la mise en forme d'un budget unique pour toute la zone euro. Cette évolution très rapide en raison de la crise financière qui, décidément, rend bien des services aux partisans du fédéralisme, fait suite à un rapport publié le 17 septembre 2012. Sous l'égide du ministre des Affaires étrangères allemand, Guido Westerwelle, et d'une kyrielle de ministres réunissant la Belgique, l'Autriche, l'Italie, le Portugal, l'Espagne, la Pologne, les Pays-Bas et la France (qui n'avait qu'une position d'observateur), ce rapport est une véritable feuille de route permettant l'édification d'une Europe fédérale.

Il y est affirmé la volonté de renforcer l'union monétaire et économique, d'affermir la gouvernance économique en coordonnant les politiques entre les États avec création d'un budget intégré tout en améliorant les capacités d'intervention du Parlement européen. L'ensemble se doit d'être couronné par un président de la Commission européenne directement élu et nommant les membres d'un gouvernement européen, le tout encadré par un Parlement européen doté du droit d'initier les lois et secondé par une seconde Chambre représentant les

États-membres. Dans cette affaire, les autorités politiques allemandes mènent le bal et, qui plus est, depuis longtemps.

Dans le *Spiegel* du 30 avril 2001, le chancelier Schröder présentait déjà des buts similaires : fédéralisation de l'Union européenne selon les normes de la spiritualité politique germanique avec une Commission européenne transformée en gouvernement tout en étant épaulée par la création d'une Chambre d'États (*Staatenkammer*) véritable duplicata du *Bundesrat* (Haute Chambre réunissant les 16 Länder). Ces affirmations ne sont que la conséquence d'un travail de longue haleine commencé en 1987.

Comme le rappelle le professeur en science politique Rudolf Herbek(57), c'est une résolution des ministres-présidents réunissant tous les Länder à Munich qui fixa en octobre 1987 un objectif intitulé *Une Europe aux structures fédérales*. Créant un groupe de travail chargé d'élaborer les structures politiques inspirées du modèle allemand, ces représentants surent poser les fondations permettant de préparer l'édification d'une Europe fédérale avec son premier marchepied : le traité de Maastricht (1992).

En fait, pour comprendre la politique de l'Allemagne imposant – via la crise – son modèle politique et social en Europe, on peut établir un parallèle avec l'unification des Allemagnes au milieu du XIX^e siècle. La Prusse du chancelier Bismarck, première puissance économique et démographique du monde germanique, sut imposer son modèle à la Bavière, à la Saxe ou encore au Pays de Bade non pas au nom de la Prusse, mais sous le couvert de l'État allemand en cours de construction. La création du II^e Reich, en 1871, ne fut que la mise en forme d'une Prusse agrandie qui, se coulant dans les habits du jeune État allemand, fut en mesure de régenter ces royaumes et ces duchés germaniques devenus de simples provinces. Conservons le même raisonnement, mais à une

échelle plus large. L'Allemagne, profitant de ses atouts économiques et démographiques, impose son modèle à des « royaumes » affaiblis français, italien, espagnol, portugais, polonais etc... qui, adoptant le modèle germanique, ses normes et ses règles officiellement européennes – mais en fait germano-européennes – basculent pour devenir progressivement des *Länder* du corps politique européen en cours d'unification.

Le processus en cours très éloigné de toute légitimité démocratique a pour but final de créer un bloc continental uni s'intégrant dans une gouvernance planétaire chère aux tenants du nouvel ordre mondial.

5 octobre 2012

Victoire de l'oligarchie

Le lancement, le 8 octobre à Luxembourg, du mécanisme européen de stabilité (le MES)[\(58\)](#) remplaçant le FESF est véritablement une victoire pour les tenants du nouvel ordre mondial. L'instrument de torture de l'oligarchie est fin prêt pour essorer les peuples et assujettir les États. Porté sur les autels par les 17 ministres des Finances de la zone euro et du président de la Banque centrale européenne et ancien de Goldman Sachs, Mario Draghi, cet outil est appelé à recapitaliser les banques de la zone euro. Officiellement et, naturellement, pour le bien des Européens, il s'agit d'un fonds de secours chargé de lutter contre la dette qui étouffe les États. En fait, en étudiant quelques articles clés établissant le MES, on se rend compte que l'oligarchie a remporté une victoire décisive. Qu'on en juge plutôt.

L'article 1 stipule que : « Par ce traité, les parties contractantes instituent entre elles (ndlr : souligné par nous) une institution financière internationale appelée Mécanisme européen de stabilité. » On remarque tout de suite que le peuple dit souverain n'a pas été invité à l'aimable sauterie qui engage une mise de départ à hauteur de 700 milliards d'euros (article 8). Toujours dans le même article, les dirigeants du MES peuvent littéralement claquer dans les doigts, car les membres de la zone euro doivent contribuer « irrévocablement et inconditionnellement » à leurs engagements financiers. Comme l'hubris est la marque de fabrique du monde de la finance, le Conseil des gouverneurs à la tête du MES peut modifier le montant de ce capital en liaison avec les États membres du

MES (article 10). Nous nous doutons qu'il ira à la hausse.

L'article 32 est particulièrement savoureux si l'on peut dire. Intitulé « Statut légal, privilèges et immunités », cet article présente une batterie de mesures rendant les dirigeants du MES « intouchables » (ndlr : souligné par nous). Disposant de la pleine personnalité juridique pour acquérir des biens mobiliers et immobiliers, assurés que « ses statuts, privilèges et immunités sont reconnus et mis en vigueur », ces potentats se protègent dans leur bunker en affirmant que « Le MES, ses biens, fonds et avoirs, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité et de toute forme de procédure judiciaire, sauf dans la mesure où le MES renonce expressément à son immunité dans le cas de toute procédure ou par les conditions de tout contrat, y compris la documentation sur les instruments financiers. Les propriétés, les fonds et les actifs du MES, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de saisie ou de prise par l'exécutif ou par des actions judiciaires, administratives ou législatives. Les archives du MES et tout document appartenant au MES ou détenu par lui sont inviolables. Les locaux du MES sont inviolables [...]. » Il est même ajouté que pour exécuter ses activités, « les propriétés, fonds et actifs du MES doivent être libres de toutes restrictions, régulations, contrôles et moratoires en tout genre ». Al Capone à côté, c'est de la petite bière.

Et si vous n'avez pas encore compris qui sont les maîtres, l'article 35 se charge de vous rappeler que les hommes ne sont pas égaux entre eux : « Dans l'intérêt du MES, le président du Conseil des gouverneurs, les gouverneurs, les gouverneurs suppléants, les directeurs, les directeurs suppléants, comme le directeur général et membres du personnel doivent être à l'abri de poursuite à l'égard des actes accomplis par eux dans leur qualité officielle et jouissent de l'inviolabilité à l'égard de leurs papiers

officiels et documents. »

À la lecture de ces quelques articles, on ne peut que constater qui est le maître. Nous sommes convaincus que les ardents défenseurs de la souveraineté nationale vont occuper tous les plateaux de télé et saisir tous les micros pour dénoncer l'instauration de cette dictature financière nous rangeant à l'état d'esclaves taillables et corvéables à merci. C'est curieux, je n'entends rien.

11 octobre 2012

La Flandre s'émancipe en faveur d'une Europe ethnique(59)

À la suite des élections communales en Belgique, le 14 octobre, le parti indépendantiste flamand classé bien à droite de l'échiquier politique(60), la NVA de Bart De Wever, rafle la mise avec des scores allant de 20 % à 30 % et prend la direction de la mairie d'Anvers avec près de 38 %. Ce véritable coup de bélier met à mal la coalition gouvernementale déjà bien affaiblie de Di Rupo car composée de partis flamands et wallons. Sentant le vent tourner et ne voulant pas être largué, les autres partis flamingants vont être tentés de se radicaliser aux dépens de l'unité belge. Défendant le principe d'une Flandre indépendante au sein d'une Europe des régions, Bart De Wever savoure sa victoire qui lui permet de se rapprocher de cet idéal promu par les autorités européennes où les régions à forte identité pour certaines (Catalogne, Pays basque, Écosse...) ou des « régions technocratiques » pour d'autres (ex : Rhône-Alpes) échappent à la tutelle nationale pour se greffer à l'autorité supranationale de Bruxelles. Le phénomène s'emballe pour toutes les régions de France qui vont obtenir le droit de gérer les Fonds structurels (manne financière) directement en liaison avec l'UE sans passer par l'intermédiaire de l'autorité nationale. C'est déjà le cas de l'Alsace, véritable laboratoire, qui depuis 2003 échappe à l'autorité politique française pour s'adresser directement à Bruxelles ainsi qu'aux lobbies. Cette féodalisation en cours détricotant l'unité nationale va dans les moindres détails puisque le Conseil régional alsacien a une adresse

Internet se terminant en “.eu(61)” et non “.fr” comme c’est (encore) le cas pour les autres Conseils régionaux français.

Ce phénomène en Europe s’accélère dans le cas belge ce qui fait dire, avec raison, à Bart De Wever que « *La Belgique finira par s’évaporer entre l’Europe et les régions* ». Cette formule résume l’évolution générale en cours pour tous les États de l’UE, car la promotion d’un régionalisme supranational et technocratique en liaison avec son corollaire ethnique conduit directement au démantèlement des États considérés comme des fossiles par les tenants du mondialisme bruxellois favorables à l’instauration d’une gouvernance mondiale. La crise qui frappe l’Europe n’est que l’accélérateur d’un long processus de décomposition des États voulue par l’oligarchie. Ces caractéristiques communautaristes vont très loin puisqu’elles ont abouti à l’inauguration, le 16 février 2012, d’un Parlement juif européen composé de 120 membres dans les locaux mêmes du Parlement européen de Bruxelles(62).

Cette promotion de l’ethno-régionalisme est un principe ancien. Déjà le traité de Versailles en 1919 promouvait cet idéal de parcellisation ethnique comme l’a prouvé la magnifique thèse de Nathan Feinberg (« La question des minorités à la Conférence de la paix de 1919-1920 », thèse de 1929 et disponible sur Internet) qui explique textes officiels à l’appui le rôle des B’nai B’rith(63), du président de la cour suprême des États-Unis, Louis Brandeis, en liaison avec le président Wilson pour instaurer un ordre ethnique en Europe. Cet idéal n’a fait qu’être repris par les tenants du mondialisme bruxellois, en particulier, la Paneurope Allemagne par l’intermédiaire de supplétifs comme Herbert Kohn, Theodor Veiter, Rolf Gossman, Alfons Goppel, le comte Ludwig von Stauffenberg ou encore Siegbert Alber (charte des langues régionales(64) et convention-cadre pour la protection des minorités) en liaison avec des Catalans, des Galiciens, des Basques, des Flamands ou des Friouls-Vénitiens.

Les féodaux à la tête des régions s'en donnent désormais à cœur joie pour asseoir leur autorité aux dépens des États. Ils sont prêts aux alliances les plus incroyables pour parvenir à leurs fins. Le cas est particulièrement révélateur avec le parti gauchiste mondialiste « les Verts » de Daniel Cohn-Bendit au Parlement européen. En fait, les Verts sont associés à un autre parti regroupant une trentaine d'organisations régionalistes indépendantistes : l'Alliance libre européenne (ALE). Dans cette liste, on y trouve des partis indépendantistes(65) qui sont déjà au pouvoir dans leurs régions comme le SNP écossais ou particulièrement actif comme l'ERC au Parlement régional de Catalogne. Le président de l'ALE s'appelle Eric Defoort(66) qui, en liaison avec les Verts, est tout simplement le cofondateur de la NVA de Bart De Wever(67), parti qui est inscrit dans la liste des membres adhérents de l'Alliance libre européenne. Comme on peut le constater, les étiquettes politiques « droite, gauche » n'ont plus de sens pour le plus grand bonheur du mondialisme triomphant.

16 octobre 2012

Les États européens se désintègrent

L'arrivée au pouvoir des partis nationalistes basques (PNV et BH Bildu) aux élections du 21 octobre est révélatrice de la tournure des événements en Europe. La victoire de la NVA de Bart De Wever en Flandre, le 14 octobre, prônant l'évaporation de la Belgique et fragilisant le gouvernement Di Rupo ; la signature d'un accord, le 15 octobre, entre le Premier ministre anglais David Cameron et le dirigeant écossais du *Scottish National Party* (SNP et membre du parti les Verts/ALE) Alex Salmond prévoyant un référendum à l'automne 2014 sur l'indépendance de l'Écosse (avec d'inévitables répercussions sur le pays de Galles et l'Irlande du Nord) et les préparatifs de la Catalogne aux élections du 25 novembre, où tout annonce une majorité absolue des partis indépendantistes, démontrent l'ampleur du phénomène. Les États européens se délitent, pris en tenaille entre l'Union européenne à structures fédérales s'arrogeant de plus en plus de pouvoirs régaliens et des régions disposant de pouvoirs multiples (administration, éducation, impôts, justice...).

La crise financière ne fait qu'accélérer le processus en avivant les oppositions entre régions riches et régions pauvres. Cette dislocation en cours n'est que la résultante d'un long travail des instances oligarchiques européennes où les élites germaniques se sont activées pour diffuser dans le corps de l'Union européenne des documents inspirés de la spiritualité politique propre à l'Allemagne, c'est-à-dire l'ethno-régionalisme. Cette politique trouve sa traduction dans les efforts du parti européen

mondialiste les Verts/ALE promouvant l'éclatement des États comme le révèle cette carte élaborée par ses dirigeants en 2004(68). De prime abord utopique à son époque, elle apparaît de plus en plus plausible au vu des événements récents. Au cœur de l'Europe, le poids lourd germanique s'affirme.

L'indépendance tôt ou tard de la Catalogne, de l'Écosse ou de la Flandre ne doit pas nous cacher l'évolution similaire dans cette Europe des régions prônée par l'Assemblée des régions d'Europe (ARE)(69). En fait, on observe le même processus avec des régions dénuées de toutes revendications identitaires comme Rhône-Alpes, les Pays de la Loire ou encore la région Centre. En effet, la gestion des Fonds structurels (et l'argent est toujours le nerf de la guerre) octroyée directement au Conseil régional alsacien depuis 2003 en liaison directe avec Bruxelles va être étendue progressivement à l'ensemble des régions françaises à partir de 2013 comme l'a annoncé le président Hollande dans son discours du 5 octobre 2012. Le président a même appelé à un pouvoir d'adaptation locale de la loi. Dans la pratique, c'est une véritable révolution : jusqu'ici la loi est la même pour tous les citoyens et sur tout le territoire français, à l'exception de quelques dérogations comme la Nouvelle-Calédonie. Nous assistons à la montée en puissance d'une véritable féodalité. Elle touchera les citoyens dans leur vie de tous les jours (salaires, impôts, remboursements de soins médicaux, etc...). Cette situation s'aggravera puisque le programme présidentiel de François Hollande prévoyait la ratification de la charte des langues régionales ou minoritaires (engagement n° 56) qui inclut la reconnaissance et l'utilisation des langues régionales dans tous les domaines (justice, administration, éducation, etc...), sans oublier les inévitables coûts financiers qui accompagneront la ratification de cette charte. Ajoutons que les populations extra-européennes, au nom de la non-discrimination (article 14 de la

Convention européenne des droits de l'homme), voudront bénéficier de la reconnaissance de leurs langues et de leurs particularismes. Avec de telles mesures, la France est appelée à se disloquer.

23 octobre 2012

L'énergie pour unir l'Europe et les pays musulmans

L'interdépendance s'accélère entre l'Europe et les pays Sud-méditerranéens en matière énergétique. Sous l'impulsion du prince jordanien Hassan bin Talal, ancien président du Club de Rome, un « Livre Blanc » fut présenté au Parlement européen en 2007. Il s'agit de réaliser un immense projet consistant à couvrir de panneaux solaires le Maghreb et le Machrek afin d'approvisionner l'Europe en électricité. En contrepartie, ces pays méditerranéens profiteraient de cette technologie pour leur propre consommation énergétique. Des coopérations scientifiques et des transferts de technologies permettraient le développement des industries sud-méditerranéennes encore balbutiantes.

Sous l'impulsion de la branche allemande du Club de Rome, de la Fondation hambourgeoise pour la protection du climat (*Hamburger Klimaschutz-Fonds*, HKF), du *National Energy Research Center* de Jordanie (NERC) et en liaison avec le Centre aéronautique et spatial allemand, la « Fondation Desertec »⁽⁷⁰⁾ vit le jour en janvier 2009. Basée à Hambourg, cette Fondation bénéficie de soutiens financiers et techniques essentiellement germaniques comme M+W Group, Flabeg, Gallehr, Nissenconsulting, Jungmut...

La mise en œuvre de ces ambitions énergétiques à finalité politique doit s'étaler jusqu'en 2050 pour un coût évalué à près de 400 milliards d'euros, chiffre sous-estimé par certains. L'ampleur du projet révèle la mission de Desertec qui se calque avec celle de la Commission

européenne. Cette dernière défend depuis 2003/2004, dans le cadre de la « Politique européenne de voisinage » (la PEV), l'objectif d'ancrer le monde Sud-méditerranéen à l'Europe(71). Il s'agit, selon les documents officiels de la Commission, de permettre à ces pays du Sud en liaison avec son voisin du Nord, « *une relation de plus en plus étroite allant au-delà de la coopération, c'est-à-dire impliquant un niveau d'intégration économique et politique important* ».

Dans cette affaire, Desertec entre parfaitement dans cette politique de soudure et d'interdépendance des rives Nord et Sud de la Méditerranée(72). Le nouvel ordre mondial passe par les routes de l'énergie. Même si le « Printemps arabe » a quelque peu perturbé le projet ; celui-ci poursuit son cours(73). Ces ambitions correspondent parfaitement à cette spiritualité mondialiste consistant à unir l'Occident et l'Orient en une seule entité permettant le mélange des populations. Finalement, rien de bien nouveau. Un tel projet d'union de ces deux mondes était déjà défendu par le premier chef d'État mondialiste de l'ère chrétienne... Frédéric II de Hohenstaufen (1194-1250).

26 octobre 2012

Vers le marché transatlantique

Dans son édition dominicale, la *Neue Osnabrücker Zeitung*[\(74\)](#) a révélé par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, les objectifs profonds de la construction européenne : l'instauration vers 2015 d'un marché transatlantique sans entraves. En fait, ce ministre n'est que le porte-voix d'une politique préparée en amont depuis longtemps. En effet, l'objectif consistant à créer un bloc transatlantique unifié est clairement affiché sur le site de la Commission européenne. On y découvre l'élaboration de toute une série de documents appelant à l'instauration d'un bloc euro-atlantique unifié dans tous les domaines. Chronologiquement, nous relevons : la « Déclaration transatlantique » (1990), le « Nouvel agenda transatlantique » (1995), le « Partenariat économique transatlantique » (1998) et le « Conseil économique transatlantique » (2007)[\(75\)](#)

Tous ces documents sont relayés par le très puissant institut euro-américain, le *Transatlantic Policy Network* (TPN)[\(76\)](#). Bénéficiant de l'appui financier d'une multitude de multinationales (Boeing, Microsoft, Nestlé, IBM...) et d'une myriade de *think tanks* (Chatham House, CFR, Bruegei...), le TPN est dirigé par le député anglais au Parlement européen, James Elles[\(77\)](#). Ce Parlement européen, véritable courroie de transmission, est à l'origine de l'élaboration de nombreux textes appelant entre autres à la création d'une assemblée transatlantique.

Près de deux milliards de dollars de marchandises et de prestations de services transitent chaque jour de part et d'autre de l'Atlantique. À

l'échelle mondiale, cela représente environ un tiers du volume des échanges commerciaux et 40 % du volume des prestations de services. Ce bloc de 800 millions d'habitants, un « G-2 »⁽⁷⁸⁾ pour reprendre l'expression de la Fondation Bertelsmann, serait en mesure de faire le poids face à ses concurrents chinois ou indiens selon ses promoteurs⁽⁷⁹⁾.

Cette idée d'unité transatlantique était déjà magnifiée par le Président Kennedy qui, le 4 juillet 1962, appelait à une « *Déclaration d'interdépendance* » entre l'Europe et les États-Unis. Rendant hommage à ces paroles prophétiques dans un discours prononcé à la *School of Advanced International Studies* (SAIS) le 18 octobre 2005, le président de la Commission européenne, José-Manuel Barroso, en a profité pour appuyer les travaux euro-américains œuvrant dans cette voie et condensés dans l'ouvrage « *Deep integration, how transatlantic markets are leading globalization* »⁽⁸⁰⁾.

Finalement, toute cette politique élaborée depuis longtemps par les élites était déjà résumée par le fondateur de la très mondia-liste Paneurope, Richard de Coudenhove-Kalergi qui, recevant en 1950 la plus haute distinction en faveur de la construction européenne, le « Prix Charlemagne », appelait à une « *Union atlantique* », véritable « *Fédération à trois* » où le Royaume-Uni ferait « *le pont entre l'Amérique et l'Europe* »⁽⁸¹⁾.

31 octobre 2012

De la dictature en Amérique

La victoire de Barack Obama comble de joie les partisans d'un monde où la diversité et les droits de l'homme sont défendus. Pourtant, passé les flonflons et les grandes sorties dithyrambiques humanistes, le réel revient au galop. En effet, en observant l'évolution des structures politiques américaines, on remarque une mutation de « l'État profond » selon l'expression de Peter Dale Scott⁽⁸²⁾. Il n'est pas exagéré de parler d'une mise en forme de structures dictatoriales prêtes à fondre sur la population des États-Unis. Des signes avant-coureurs avaient été dénoncés par le Président Eisenhower, lors du discours du 17 janvier 1961, évoquant « le complexe militaro-industriel » gangrénant l'Amérique⁽⁸³⁾. Cependant, les événements du 11 septembre 2001 ont amplifié la menace dictatoriale.

Le lancement du *Patriot Act* dès octobre 2001, au nom de la lutte contre le terrorisme, a permis une surveillance généralisée de la population américaine avec violation de leur vie privée. Ce texte, renouvelé depuis par chaque administration, a été prolongé par le Président Obama jusqu'en 2015. Cette violation constante des droits des citoyens au nom de la sécurité interne du pays s'accompagne d'une série de textes annihilant l'équilibre des rapports entre l'État américain et les États fédérés. Sous l'impulsion de la *Federalist Society* (association de juristes), le principe de « l'exécutif unitaire », instaurant un exécutif omnipotent, est singulièrement renforcé par la présence de ses partisans à la Cour suprême des États-Unis avec son président John Roberts et son bras droit Samuel Alito.

Cette évolution s'accompagne, depuis 2001, de toute une série de textes adoptés mais suspendus (pour le moment) donnant les pleins pouvoirs au président des États-Unis dans une situation d'urgence (économique, climatique, terroriste, violences urbaines, etc...) : le paragraphe 1076 du NDAA 07 (octobre 2006), les NSPD 51 et HSPD 20 (mai 2007)(84). Capable d'instaurer la loi martiale à la suite à d'événement grave, le président des États-Unis aura tous les pouvoirs face aux citoyens et aux États fédérés dépouillés de leurs droits politiques. Qui plus est, le Président Obama a signé, le 31 décembre 2011, le NDAA HR 1540 permettant, sous prétexte d'une menace, l'arrestation de tout citoyen américain et sa détention illimitée « *sans procès* » (*without trial*) selon le bon vouloir des autorités du pays (voir *Sec. 1021 et 1022*)(85). C'est tout simplement la mise à mort du *Bill of Rights* (*Déclaration des droits*).

Toutes ces mesures ressemblent furieusement à cet ouvrage d'anticipation *Philip Dru, Administrator* paru en 1912(86) du très élitiste colonel House et conseiller du Président Wilson, racontant un coup d'état aux États-Unis avec abolition de la constitution américaine, la mise sous tutelle du pays sous la férule d'un seul homme, la création d'un bloc nord-américain unifié (chapitre 52) et l'instauration d'un socialisme de marché. Un siècle plus tard, les États-Unis n'en sont plus très loin.

10 novembre 2012

Les États-Unis en cours de désintégration

Alors que de nombreux textes dictatoriaux et – certains l’oublient – applicables sans limite de durée (à la différence de l’article 16 de la constitution de la V^e République) sont prêts à fondre sur la tête des Américains (cf. *De la dictature en Amérique*), un autre événement prend forme aux États-Unis. En effet, au lendemain de la victoire électorale de Barack Obama qui a vu près de la moitié du corps électoral s’abstenir, on observe une floraison de pétitions de plus de 30 États fédérés demandant à faire sécession des États-Unis.

Selon les termes juridiques américains, chaque pétition de chaque État fédéré doit obtenir au moins 25 000 voix en l’espace de 30 jours pour obliger l’administration Obama à lui répondre. C’est déjà chose acquise pour le Texas qui a largement dépassé les chiffres requis. Une telle tendance est révélatrice des mouvements profonds lézardant la société américaine (crise économique et financière, conflits raciaux avec une hispanisation galopante du pays, etc...). Force est de reconnaître que les scores atteints par ces pétitions n’atteignent pas des chiffres mirobolants. Cependant, le fait de pouvoir consulter sur le site de la Maison-Blanche la liste des États fédérés souhaitant faire sécession sous la bannière « *We the people* » n’est pas anodin⁽⁸⁷⁾. Pour le moment, nous sommes dans l’ordre du symbolique. Mais quel symbole !

Les signataires de ces pétitions sont variés. Cela passe du citoyen lambda à des représentants des administrations des États fédérés. Déjà,

en 2009, le gouverneur de l'État du Texas, Rick Perry, menaçait de faire sécession des États-Unis affichant ses idées dans un livre intitulé *Fed up ! Our fight to save America from Washington*(88) (« Ras le bol ! Notre lutte pour sauver l'Amérique de Washington »). Le Texas est à la pointe de ce mouvement qui a déjà dépassé les 25 000 voix. Proclamant dans sa pétition que la situation économique sous l'égide de Washington est désastreuse, la pétition de cet état du Sud précise que les diverses mesures comme le NDAA(89) (textes niant les droits des États fédérés et du citoyen) et le TSA (*Transportation Security Administration*, texte évoquant la sécurité dans le trafic aérien) violent les droits des Américains(90).

Cette situation est le reflet d'un mal profond. Les problèmes touchant l'appareil militaire américain avec l'affaire Petraeus en liaison avec le mort de l'ambassadeur américain à Benghazi entraînent une valse de démissions parmi les généraux. La « falaise fiscale » va obliger l'État américain à des économies drastiques sous peine de subir une coupe brutale et automatique d'environ 1000 milliards de dollars au début de l'année 2013. Tout cela s'apparente à la situation digne du Bas-Empire romain. Après tout, comme l'affirmait l'historien Jean-Baptiste Duroselle, « *Tout empire périra.* »

17 novembre 2012

États-Unis : une bombe aux effets dévastateurs

Tout s'accélère. L'instauration d'un bloc euro-atlantique (cf. *Vers le marché transatlantique*) prend de la hauteur en raison de l'action de Ron Kirk, représentant américain au Commerce, et de Karel de Gucht, commissaire européen au Commerce, dans l'élaboration d'un « Accord de croissance économique transatlantique » (ACET) permettant une libéralisation totale des marchés entre les deux rives de l'Atlantique. Selon ces dirigeants et malgré un calendrier serré, cette vaste zone de libre-échange(91) devrait voir le jour dès la mi-2014.

L'accélération s'observe aussi dans l'élaboration aux États-Unis de lois dictatoriales et sans limite de temps. Outre certaines mesures déjà mentionnées dans un précédent article (cf. *De la dictature en Amérique*), nous pouvons relever celle signée par le Président Obama, le 21 novembre 2012 (*Presidential Memorandum – National Insider threat Policy and minimum standards for executive branch insider threat programs*)(92) donnant de larges pouvoirs à des services chargés de lutter contre des menaces graves à l'intérieur du gouvernement (espionnage, actes de violence...)(93). « L'État profond » s'agite et il ne manque plus que l'événement majeur pour justifier l'application de toutes ces lois.

À tout cela, il faut ajouter un élément majeur : la volonté de créer une Communauté nord-américaine qui serait le pendant de l'Union européenne. Ces deux piliers constitueraient l'armature de ce bloc euro-

atlantique en formation capable de rivaliser avec la Chine. Dans cette affaire, la Grande-Bretagne ferait le pont entre ces deux mondes. Présentées par les chefs d'États américain, canadien et mexicain à Waco au Texas, en mars 2005, dans le cadre du « Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité » (PSP), ces ambitions ont été affinées par le très puissant *think tank* américain, le *Council on foreign Relations* (CFR), dans un rapport en mai 2005(94). Les médias américains l'ont rapporté très officiellement comme CNN en utilisant le terme d'« Union nord-américaine » (*North American Union*, NAU)(95). Admirons le vide de l'information du côté des médias français.

Membre du CFR, Robert Pastor, mène la danse pour achever cette unité nord-américaine comme le montre son livre *Toward a North american Community*(96). Appelant au lancement d'une monnaie unique pour tout le continent, son ouvrage, émanation officielle du système, indique indirectement que cette création ne peut aboutir qu'après des événements bouleversant les structures internes des États-Unis, en particulier avec la création d'une Banque centrale nord-américaine remplaçant la Fed. Pour ce basculement, il ne reste plus qu'à allumer la mèche d'une bombe aux effets dévastateurs.

3 décembre 2012

« Printemps arabes » : qui tire les ficelles ?

Les relations entre l'Europe et le monde musulman sont anciennes. Les croisades ou la *Reconquista* ont marqué les esprits. À la fin du XIX^e siècle, les rivalités entre la thalassocratie anglo-saxonne et le II^e Reich de Guillaume II avec la tentative par ce dernier de créer une voie de chemin de fer (le *Bagdad Bahn*)⁽⁹⁷⁾ partant de Hambourg, traversant l'Autriche-Hongrie, la Serbie (le talon d'Achille de Berlin), l'Empire ottoman pour aboutir jusqu'au golfe Persique (l'actuel Koweït) ont conduit à la Première Guerre mondiale. Les Anglais ne supportaient pas l'idée de voir cette zone géographique, productrice de pétrole, contrôlée économiquement par l'Allemagne wilhemienne⁽⁹⁸⁾.

À partir de 1918, la victoire anglaise en liaison avec les Américains permit le contrôle de toute la péninsule Arabique. Par la suite, cette mainmise perdura malgré des oppositions comme en Iran avec l'affaire Mossadegh (victoire américaine avec l'opération AJAX en 1953). Poursuivant le renforcement dans cette région, les Anglo-Saxons sont passés à la vitesse supérieure. Le principe du « choc des civilisations » dont l'expression remonte à 1957 sous la plume de l'islamologue Bernard Lewis dans son ouvrage *Islam*⁽⁹⁹⁾ a été renforcé par une multitude d'initiatives au service du monde anglo-américain et israélien. Nous pouvons relever les travaux de Richard Perle en 1996 avec le rapport « *A clean break : a new strategy for securing the realm* » (texte appelant à un départ de Saddam Hussein, une action de la Turquie

et de la Jordanie contre la Syrie...). Ajoutons la revue militaire américaine AFJ qui a publié en juin 2006 sous la plume du lieutenant-colonel Ralph Peters un article prônant la balkanisation des États musulmans(100) et la refonte de l'Islam avec la création d'un « État *sacré de islam* » autour de La Mecque et de Médine (« *un Vatican musulman* », selon son expression) doté d'un « *Conseil représentatif tournant issu des principales écoles et mouvements de l'Islam* ». Cette politique correspond à une sorte de Vatican II de l'Islam qu'on cherche à adapter à l'esprit mondialiste.

Cependant, c'est l'article de Yoded Yinon, ancien fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères israélien, paru en 1982 dans le *World Zionist Organisation* et reproduit dans la revue *Confluences méditerranée* (n° 61, printemps 2007)(101) sous le titre « *Une stratégie persévérante de dislocation du monde arabe* », qui s'avère être le plus « percutant ». Après une description minutieuse, ethnique et religieuse, du monde musulman du Maroc au Pakistan, l'auteur appelle à une dislocation de l'Irak (en trois zones, kurdes, chiïtes et sunnites), du Liban, de l'Égypte, du Soudan, de la Libye et de toute la péninsule Arabique(102). Même si le népotisme et la corruption sont la marque de fabrique des gouvernements arabes, au vu de ces quelques textes susmentionnés, on ne peut pas croire que le fameux « Printemps arabe » soit un événement spontané. Méditons cette phrase du diplomate Charles-Maurice de Talleyrand : « Agiter le peuple avant de s'en servir. »

20 décembre 2012

Le Bottin de l'aristocratie mondialiste.

Parler du mondialisme – mysticisme reposant sur un idéal messianique d'unification du genre humain – nous oblige à évoquer des acteurs peu connus du grand public. C'est le cas de la Paneurope créée en 1923 par Richard de Coudenhove-Kalergi. Dès le début, elle fut soutenue financièrement par la banque germano-juive Warburg(103). Son dirigeant, Max Warburg(104), bénéficiait d'un vaste réseau de relations internationales. Son frère, Paul Warburg de nationalité américaine, fut à la tête de la Banque fédérale (la Fed) dès sa création en 1913, ainsi que le dirigeant en 1921 du très puissant *think tank* traitant de la politique étrangère des États-Unis, le *Council on Foreign Affairs* (CFR). Fort de cet arrière-fond, Coudenhove-Kalergi sut profiter de toutes ces relations pour faire avancer la cause : la création des États-Unis d'Europe. Cet idéal présenté dans un mémorandum adressé à la SDN, en juillet 1925, préconisait, outre l'unification européenne, l'émergence de « *continents politiques* ». C'était le programme d'une gouvernance mondiale avant l'heure.

C'est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que la Paneurope prit son essor. Préconisant un « *patriotisme européen, couronnement des identités nationales* », elle a toujours prôné *l'autodétermination des peuples et le droit des groupes ethniques au développement culturel, économique(105) et politique*. Son rôle fut déterminant dans l'élaboration de la charte des langues régionales et de la convention-

cadre pour la protection des minorités. Ces principes foncièrement antirépublicains n'ont pas empêché Jacques Chirac, Alain Juppé ou encore Philippe Seguin de faire partie du Comité d'honneur de la Paneurope France(106). Il est vrai aussi que, dès le début, la branche française de la Paneurope a bénéficié des plus grands noms et soutiens. Ainsi, Georges Pompidou, ancien directeur général de la Banque Rothschild, fut le trésorier de la Paneurope France dans les années 1960(107). Par la suite, il joua un rôle décisif dans l'élection du successeur de Coudenhove-Kalergi à la tête de la Paneurope : Otto de Habsbourg.

La Paneurope a toujours su profiter de tels relais. En raison de tous ces liens au sein de l'aristocratie mondialiste, on comprend mieux la loi Pompidou/Giscard de janvier 1973 devenue, par la suite, article 104 du traité de Maastricht, puis article 123 du traité de Lisbonne. En effet, jusqu'en 1973, l'État se finançait auprès de la Banque de France sans intérêts. Depuis, l'État a dû s'adresser au privé moyennant des intérêts prohibitifs en grande partie à l'origine de la dette actuelle. Élargie aux États européens ayant ratifié le traité de Lisbonne, cette mesure permet à l'oligarchie financière de vampiriser l'Europe. Ajoutons que l'un des auteurs de cette loi inique, Valéry Giscard d'Estaing, a participé au X^e Congrès paneuropéen à Vienne pour y préconiser l'instauration d'une monnaie européenne. C'était en... 1966(108). Comme on peut le constater, les maux sont anciens.

4 janvier 2013

Un plan sioniste contre le monde arabe ? [\(109\)](#)

Dans notre article *Printemps arabes : qui tire les ficelles ?*, nous avons cité l'influence de différents protagonistes comme Bernard Lewis, Richard Perle ou encore Ralph Peters prônant la dislocation des pays arabes en une multitude d'entités ethniques et religieuses. Nous évoquions le texte d'Oded Yinon, extrait de la revue *Confluences Méditerranée* (n° 61, printemps 2007) sous le titre « *Une stratégie persévérante de dislocation du monde arabe* », acquis lui aussi à un émiettement généralisé de cet ensemble géographique. Pêle-mêle, l'auteur appelle, en 1982, à l'éclatement en trois zones de l'Irak (chiïtes, sunnites et kurdes) et à une balkanisation complète du Liban, de l'Égypte, du Soudan, de la Libye, de la péninsule Arabique etc... Pour certains « naïfs », il est impossible qu'un « simple » journaliste israélien puisse élaborer un tel plan. Cependant, précisons qu'Oded Yinon a été rattaché au ministère des Affaires étrangères de l'État hébreu. Est-ce une coïncidence si son programme ressemble étrangement aux événements secouant les pays arabes depuis 2011 ?

C'est Israël Shahak (1933-2001), professeur de chimie et président de la ligue israélienne des droits de l'homme de 1970 à 1990, qui a levé le lièvre en traduisant en anglais le texte d'origine d'Oded Yinon [\(110\)](#) paru en hébreu dans la revue Kivunim. Nous avons la chance de posséder un exemplaire de la traduction anglaise paru dans le cadre de « *The Association of arab-american University Graduates* » (AAUG)

publié en juin 1982. Se présentant sous la forme d'un livret de 26 pages – sans compter une présentation par l'AAUG de la politique sioniste et d'un avant-propos sous la plume d'Israël Shahak –, ce précieux document intitulé « *The Zionist plan for the Middle East* » relate précisément la politique prônée par Oded Yinon dans le cadre de la stratégie sioniste. Ce livret précise les références parues à l'origine en hébreu qui sont : « *This essay originally appeared in hebreu in KIVUNIM (Directions), A journal for Judaism and Zionism ; Issue N°14 – Winter, 5742, February 1982. Editor : Yoram Beck. Editorial Committee : Eli Eyal, Yoram Beck, Amnon Hadari, Yohanan Manor, Elieser Schweid. Published by the Department of Publicity/The World Zionist Organization, Jerusalem.*

L'intérêt majeur de ce document est de souligner que le projet de balkanisation des États arabes est ancien. Israël Shahak, dans son avant-propos, cite le correspondant militaire du journal Haaretz, Zeev Schiff, qui dans son édition du 2 juin 1982 affirmait que la meilleure chose qui pourrait arriver à Israël serait de voir la dislocation de l'État irakien en trois zones (chiïtes, sunnites et kurdes). Les événements actuels dans le monde arabe doivent réjouir certains du côté des rives du Jourdain. Cette politique de dislocation prône aussi, comme le souhaitent les Pères du sionisme⁽¹¹¹⁾, un « Grand Israël⁽¹¹²⁾ » comme le montre cette carte issue de ce document présentant les frontières de l'État hébreu allant du Nil à l'Euphrate. Une chose est sûre : une telle politique ne peut conduire les dirigeants sionistes et les dirigeants arabes qu'à un chaos complet. N'est-ce pas le prix à payer, pour certains, pour atteindre au-delà de ces événements douloureux un nouveau jardin d'Éden ?

21 janvier 2013

David Cameron : le coup de poker de l'oligarchie

Le discours du Premier ministre britannique, David Cameron, promettant d'organiser d'ici à 2017 un référendum pour ou contre l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne, indique que nous sommes à la croisée des chemins. En effet, plusieurs éléments se télescopent. L'idée circule que le Parlement européen s'autoproclamerait « Constituante » dans la foulée des élections européennes de 2014. Ainsi, l'équivalent d'une *Grundgesetz* (« la Loi Fondamentale »), régentant l'Europe selon les principes du fédéralisme germanique, s'imposerait. Le Royaume-Uni devrait soit y adhérer – et se fondre complètement dans un cadre supranational – soit se retirer. Or les cinq principes défendus dans le discours de Cameron au sujet de l'Europe (compétitivité, flexibilité, subsidiarité, démocratie et justice) ne sont valables que dans le cadre d'un marché unique. Pour le reste, le Royaume-Uni veut échapper au pouvoir supranational de Bruxelles. Les propos du Premier ministre anglais(113) annoncent une nouvelle architecture de l'Europe en liaison avec le gendarme œuvrant en faveur d'une fédéralisation du vieux continent : l'Allemagne.

D'ici à 2017, des pourparlers vont s'engager pour remodeler les structures liant la Grande-Bretagne à l'Europe. Il faut bien avoir à l'esprit que les élites britanniques, en particulier issues de la *Fabian Society*, sont acquises à l'idée d'unification continentale à la condition expresse que cela se fasse sous direction et selon les normes anglo-saxonnes.

L'institut anglais *Fédéral Union* créé en 1938 par l'oligarchie britannique, en particulier par Lord Lothian(114) et Lionel Curtis(115), est membre de l'*Union of Europe an Federalists* (UEF). Le but de l'UEF est de promouvoir le fédéralisme européen. Son dirigeant est le député anglais au Parlement européen Andrew Duff, membre entre autres du très influent « Groupe Spinelli ». C'est le même Andrew Duff qui a joué un rôle déterminant, en liaison avec la Fondation Bertelsmann, pour relancer « la constitution Giscard » devenue le traité de Lisbonne.

Le Royaume-Uni ne quitte pas véritablement l'UE, il se repositionne par rapport au continent. Dans la stratégie mondialiste, il a été décidé de créer un bloc euro-atlantique réunissant l'UE et l'Amérique du Nord (théoriquement entre 2014/2015). Le très puissant *think tank*, le *Transatlantic Policy Network* (TPN), dirigé par un autre député britannique au Parlement européen, James Elles, agit à marche forcée pour respecter l'échéance. L'objectif est d'aboutir à un « Accord de croissance économique transatlantique » (ACET) instaurant une zone de libre-échange levant toutes les barrières protectionnistes. Le débat lancé par David Cameron n'est que la conséquence d'un marchandage entre les élites américaines, européennes et britanniques qui cherchent à se répartir la manne financière de la première zone économique du monde en cours de construction : le marché transatlantique. Nous assistons à la réalisation d'un projet énoncé, dès 1950, par Richard de Coudenhove-Kalergi, président de la Paneurope et porte-parole d'une élite silencieuse et efficace, appelant dans son discours à « *la réunion d'une Constituante par des élections généralisées pour élaborer une constitution fédérale* » assurant du coup la création d'une « *Union atlantique* », véritable « *Fédération à trois* » permettant au Royaume-Uni de faire « *le pont entre l'Amérique et l'Europe*(116) ». Les événements actuels montrent que nous sommes en train d'assister à un

coup de poker magistral de la part de l'oligarchie.

26 janvier 2013

Une monnaie commune aux États-Unis et à l'Union européenne ?

« *We are going to kill the dollar.* » C'est ainsi que Kyle Bass, fondateur de « Hayman Capital », s'est prononcé, lors d'une conférence fin 2012(117), après une discussion avec un membre de l'administration Obama. Exprimant son inquiétude au sujet des exportations américaines, K. Bass s'était vu entendre cette réponse de la part d'un haut représentant du gouvernement des États-Unis. Cette affirmation va dans le même sens que celle de Peter Schiff président d'*Euro Pacific Capital* (société de courtage). Ce dernier, qui avait prédit la crise des *Subprimes* en 2006/2007 face à des spécialistes moqueurs(118), n'a pas hésité à affirmer que : « *Un Krach va se produire aux États-Unis. En 2013, 2014 ou un peu plus tard... Cet effondrement fera passer celui de 2008 pour une balade dans un parc(119)* ».

De telles prédictions s'expliquent en raison d'une situation économique et financière américaine catastrophique. Depuis fin 2012, le plafond légal de la dette de l'État fédéral américain (16 394 milliards de dollars) a été franchi. Ce plafond devrait être relevé sous condition de réduction du déficit. Cependant, républicains et démocrates s'écharpent au sujet des secteurs de dépenses à réduire. La tension est si grande que le Président Obama a décidé de se passer temporairement, jusqu'au 18 mai 2013, de l'autorisation du Congrès pour dépasser le plafond de la dette en signant, le lundi 4 février, un document intitulé *No budget, nopay Act 2013* (HR. 325)(120). En réalité, l'état du malade va encore empirer.

La situation étant sans issue, il faut s'attendre à un effondrement complet du système financier américain avec, en premier lieu, l'écroulement du roi dollar. Cet événement sera un excellent catalyseur permettant de procéder à une mutation gigantesque. En effet, les élites ont prévu, en 2005 et de la manière la plus officielle, la création d'une « Communauté nord-américaine » dans le cadre d'un « Partenariat nord-américain pour la prospérité et la sécurité ». L'aboutissement du projet était prévu pour 2010. Comme pour toutes les ambitions de grande envergure, ces dates ne sont qu'approximatives. À l'instar du lancement d'une fusée, elles indiquent une période de fenêtre de tir. C'est le cas de la revue *The Economist* qui, en janvier 1988, annonçait une monnaie mondiale appelée « Phoenix » pour... 2018. Là aussi, la date n'est qu'indicative.

L'instauration d'une « Communauté nord-américaine » avec une banque centrale nord-américaine (sorte de super Fed) et une nouvelle monnaie (certains évoquent les noms « d'amero », de « dollar nord-américain »... mais l'appellation n'est pas encore assurée) est indispensable pour faire le pendant à l'UE. Pareil au tablier d'un pont (déjà visible sur les billets de 10 ou 20 euros), il s'agit d'assurer la jonction des deux piliers (UE et Communauté ou Union nord-américaine) permettant l'émergence d'un marché transatlantique reconnu officiellement par le gouvernement français⁽¹²¹⁾. Les élites germano-anglo-saxonnes évoquent même la création d'une « *arène monétaire* »⁽¹²²⁾ au sein d'un G-2 transatlantique, expression ouatée pour désigner une monnaie commune ou unique entre ces deux mondes. Forts de tous ces éléments, les mois et années à venir seront sûrement passionnants mais aussi éprouvants.

6 février 2013

États-Unis/UE : ce que les médias n'ont jamais dit

L'annonce par le Président Obama lors de son discours sur l'état de l'Union, le 12 février 2013, du lancement d'une zone de libre-échange transatlantique a déclenché une série d'articles et de commentaires dans les médias français. Ces derniers découvrent subitement l'existence d'un projet permettant l'émergence d'une zone représentant 40 % du PIB mondial et assurant environ 700 milliards de dollars d'échanges de biens et de services entre l'Ancien et le Nouveau Monde. Bien entendu, cette presse française est incapable de relever les acteurs véritables à l'origine de la déclaration du Président américain. N'oublions pas que ces dirigeants politiques ne sont que les porte-voix plus ou moins efficaces de l'oligarchie. Le Président Obama, dans sa course à l'investiture présidentielle, préparait déjà le terrain en appelant à « *l'unité transatlantique* » dans un discours à Berlin en juillet 2008⁽¹²³⁾.

Outre le rôle de la Commission européenne, du *Transatlantic Policy Network*, des déclarations du Président Kennedy et de Richard de Coudenhove-Kalergi appelant à une « Union atlantique » évoqués dans notre article (« *Vers le marché transatlantique* »)⁽¹²⁴⁾, il est utile de rappeler que l'accélération du processus s'est produite en 2002/2003 grâce à l'action de groupes de travail germano-anglo-américain sous l'égide de la Fondation Bertelsmann. Notons qu'en dehors de ce milieu germano-anglo-saxon, nous trouvons quelques participants apatrides comme Mario Monti, Pascal Lamy, Jean-Claude Trichet ou encore Jean-

Louis Gergorin. La parution de notre livre *La Décomposition des nations européennes* avec le sous-titre *De l'union euro-atlantique à l'État mondial*, en 2004, annonçait pour la première fois le processus d'unification euro-américain. Cet ouvrage n'a reçu aucun écho.

Véritable maître d'œuvre, la Fondation Bertelsmann a mis en place en liaison avec le *Center for Applied Policy Research* (CAP)[\(125\)](#), dès juillet 2002 à Berlin, deux groupes de travail : « Le groupe stratégique transatlantique pour l'économie, la finance et le commerce » et « le groupe stratégique transatlantique pour la sécurité ». Toutes les recommandations résultant des travaux de ces experts, introduisant le concept de G-2, ont nourri la Commission européenne et les propos de l'administration et du Président Obama. L'ensemble de ce travail révolutionnaire a été publié dans un ouvrage de la Fondation Bertelsmann dont la couverture – une photo montage – représente les véritables protagonistes de l'affaire : les drapeaux américain, allemand et européen avec le bâtiment du Reichstag en arrière-fond[\(126\)](#).

En dehors de l'élaboration des structures économiques, financières, commerciales et politiques gérant les rapports de ce bloc euro-atlantique, ces travaux ont permis de mettre un terme à la zizanie entre dirigeants européens et américains après l'invasion de l'Irak en 2003. Le fameux axe Paris-Berlin-Moscou fut torpillé par l'Allemagne de Schröder qui, le 27 février 2004, signa avec le Président Bush « *L'Alliance germano-américaine pour le XXI^e siècle* », appelant entre autres à un axe euro-américain renforcé[\(127\)](#). À notre connaissance, il n'y eut aucun mot dans la presse française. Le journaliste John Vinocur a su parfaitement expliquer les raisons de cette réconciliation germano-américaine, véritable coup de poignard dans le dos de la France[\(128\)](#).

Enfin, rappelons que cette zone de libre-échange transatlantique, devant théoriquement aboutir en 2014/2015[\(129\)](#), se renforce au fur et à

mesure que la régionalisation démantèle les États européens. Ces régions traitant de plus en plus avec Bruxelles – aux dépens des États nationaux – où se concentrent tant de lobbies américains, permettent à l'UE de parler d'une seule voix tout en démantelant les services publics. En 2000, le Prix Charlemagne accordé aux personnes œuvrant en faveur de la construction européenne fut attribué au... Président Clinton. Est-ce un hasard si le Président des États-Unis a évoqué avec enthousiasme et chaleur la nécessité de voir le processus de régionalisation se renforcer en Europe(130) ? Quand on pense que pendant des années, les européistes ont clamé que l'UE ferait contrepoids aux États-Unis, c'est vraiment l'hôpital qui se f... de la charité.

17 février 2013

Mais qui est le nouveau patron de la Banque vaticane ?

L'argent est avec le sexe un des éléments essentiels du pouvoir... et le Vatican n'échappe pas à cette loi vieille comme le monde. La nomination du nouveau président de la Banque vaticane⁽¹³¹⁾ le 15 février (appelée « Institut pour les œuvres de la religion, (IOR) »), l'aristocrate allemand Ernst von Freyberg en est la parfaite illustration. Prenant la suite d'Ettore Gotti Tedeschi démis de ses fonctions en mai 2012, Freyberg a reçu l'accord du pape dont la fonction s'apparente désormais à un CDD. La question automatique que nous devons nous poser est : qui est ce Ernst von Freyberg ? Et selon l'adage « dis moi qui tu fréquentes, je dirai qui tu es », il est possible de cerner dans quelles eaux la barque de saint Pierre glisse.

Après des études de droit et des techniques administratives, Ernst von Freyberg a travaillé pour différentes entreprises comme *TCE Europe Limited*, *Three Cities Research* et *DC Advisory Partners* (sociétés d'investissements) à Londres et à New York. Ses activités se sont élargies en prenant la présidence du conseil de surveillance de Blohm & Voss (B & V) début 2012. Peu de temps avant son arrivée, cette entreprise navale encadrée par *Thyssen Krupp Marine System* (TKMS) a été scindée entre activités civiles et militaires. Ernst von Freyberg a hérité de la partie civile. Rappelons qu'avant cette mutation, B & V fabriquait du matériel de guerre, en particulier des sous-marins (type « Dolphin ») vendus à Israël⁽¹³²⁾. Une partie du capital de B & V

(pourcentage non connu) a été vendue à la société anglaise d'investissement *Star Capital Partners*. La transaction s'est faite par l'intermédiaire de Freyberg en tant que conseiller de *DC Advisory*. L'opération sûrement lucrative n'a pas été communiquée(133). Comme l'indique *DC Advisory*, les activités financières de Freyberg sont variées(134).

Une société de gestion financière basée à Cologne se fait remarquer dans la galaxie mondialiste. Son logo représente un décagone contenant un pentagone symbolisant les cinq principes fondamentaux de la société *Flossbach von Storch*, principes regroupés sous la dénomination de « *Pentagramme* » terme qui, s'il en était besoin, renforce la forte valeur symbolique de cette figure géométrique (*Flossbach von Storch Pentagramm*)(135). Ses dirigeants ont fait une partie de leur carrière chez Goldman Sachs(136) et sont encadrés par un comité de surveillance dont un des représentants s'appelle Ernst von Freyberg(137). Ajoutons que cet aristocrate est membre du conseil de surveillance et trésorier de la branche allemande de l'ordre de Malte(138) dirigée par le prince Erich von Lobkowitz... citoyen américain(139). Précisons que cet ordre n'est que la façade mondaine de l'idéologie maçonnique déiste à l'instar de la société de Cincinnati.

Fort de ce CV, Freyberg à la tête de la Banque vaticane est secondé par un vice-président allemand, Ronaldo Hermann Schmitz, qui a fait une partie de sa carrière au sein du comité directeur de la Deutsche Bank au même titre qu'Elmar Pauke membre du comité de direction de l'ordre de Malte allemand. Cette présence de la Deutsche Bank permet toutes les collusions possibles avec l'appareil politique, économique et financier allemand très lié au monde anglo-saxon. Aussi, il n'est pas étonnant de trouver au sein de l'équipe dirigeante de la banque vaticane l'Américain Cari A. Anderson, président des « chevaliers de Colomb ». Ce dernier,

après avoir été l'assistant du sénateur Jesse Helms, a travaillé dans les années 1980 au sein de l'administration Reagan(140). Au vu de ces exemples, nous pouvons conclure que le dieu Mammon a de dignes serviteurs au sommet de la hiérarchie financière vaticane.

24 février 2013

Aurons-nous affaire à un simple laïc déguisé en pape ?

Alors qu'il fuyait Rome par la *via Appia*, Saint-Pierre rencontra le Christ qui allait en sens inverse. À la célèbre question : « *Quo vadis Domine ?*, Celui-ci répondit qu'il allait se faire crucifier une deuxième fois. Comprenant sa faiblesse, saint Pierre fit demi-tour pour offrir le reste de sa vie terrestre en sacrifice pour le bien de l'Église. Il semblerait que les traditions se perdent. Benoît XVI, préférant terminer sa vie en pèlerin, vient de démissionner(141). Par là même, il désacralise la fonction. Son départ fera désormais jurisprudence. En raison des rivalités profondes entre cardinaux, le nouveau pape pourra être « remercié » aussi vite qu'un président du Conseil de la III^e République. Les raisons officielles (santé, âge...) et surtout les raisons officieuses seront utilisées pour changer d'employé. L'Église se démocratise et le naturalisme s'impose. Cette tendance est héritée en droite de ligne de Vatican II. Ce concile, dont le but a été d'adapter l'Église au monde, a permis de reconnaître dans des formules lourdes de conséquences les droits de l'homme comme la référence incontournable. Ce fait fut reconnu clairement par le pape Jean XXIII qui, dans son encyclique *Pacem in terris* en 1963, rappela l'importance d'une « autorité publique de compétence universelle » ainsi que la Déclaration des droits de l'homme de 1948 : « Nous considérons cette Déclaration comme un pas vers l'établissement d'une organisation juridico-politique de la communauté mondiale(142) ». Les hommes d'Église s'engageaient dans le nouvel ordre mondial et les

principes d'une religion universelle.

Cependant, dans la foulée de Vatican II, un autre événement d'une importance inouïe fut décidé par Paul VI. Ce dernier, dans un document du 18 juin 1968, fabriqua sans souci de la Tradition un nouveau rituel des ordinations pour les prêtres et des sacres pour les évêques : le *Pontificalis Romani*. Depuis des siècles, le rituel permettant le passage de l'état de laïc à celui de prêtre, comme celui de prêtre à l'état d'évêque a été codifié. Il n'a jamais soulevé le moindre problème. Cerise sur le gâteau, Pie XII usant de son pouvoir suprême et infaillible affirma, par la Constitution apostolique du 30 novembre 1947, le caractère définitif et irréfutable du rite d'ordination. On peut déjà s'étonner de vouloir modifier radicalement un rituel qui a fait ses preuves d'autant plus que le nouveau ressemble comme deux gouttes d'eau au rituel d'ordination des prêtres anglicans. Or ce dernier fut condamné d'une manière infaillible par Léon XIII dans son encyclique *Apostolicae Curae*(143) en 1896(144). Même si le nouveau rituel a désormais cours, des théologiens réputés affirment l'invalidité du nouveau rite d'ordination en raison des liens avec l'anglicanisme. Quand d'éminents théologiens s'opposent pour affirmer ou infirmer la validité d'un rituel, le catholique peut être désorienté car ne possédant pas les connaissances théologiques nécessaires pour y voir clair. Dans ce cas, la sagesse de l'Église enseigne que le doute invalide.

En effet, si on prolonge le raisonnement sur la validité du nouveau rite, on peut constater que l'essentiel du clergé mondial existe selon la nouvelle forme. Or, s'il est faux, cela veut dire que nous avons affaire à de simples laïcs déguisés en prêtres, en évêques ou en cardinaux. Plus exactement, nous observons un dégradé : Jean-Paul II (ordonné en 1946 et sacré évêque en 1958 selon le rituel classique), Benoît XVI (ordonné en 1951 selon le rituel classique mais sacré évêque selon le nouveau rite

en 1977)... n'est pas évêque. Si nous continuons dans cette voie, le nouveau pape choisi par les cardinaux – à condition d'avoir été ordonné et sacré par le nouveau rite après 1968 – ne sera ni prêtre ni évêque. Nous aurons affaire un simple laïc déguisé en pape. Dans ce cas, cela sera l'extinction de la succession apostolique inaugurée par saint Pierre. Même si la Sainte Vierge à la Salette (1846) a affirmé que « *Rome perdra la foi et deviendra le siège de l'antéchrist* », et que « *l'Église sera éclipsée* », nous devons nous rappeler qu'après de nombreuses épreuves, selon les paroles du Christ : « *les portes de l'enfer ne prévaudront point contre Elle (l'Église)* »... Ouf !

4 mars 2013

Connaissez-vous le noachisme ?

Notre article consacré aux modifications du rite d'ordination de 1968 (*Pontificalis Romani*) montrait, à partir de textes officiels qui devraient faire réfléchir, la probable extinction de la succession apostolique. La nature ayant horreur du vide, celle-ci doit être remplacée par une autre forme de spiritualité appelée le noachisme ou religion universelle (loi de Noé)⁽¹⁴⁵⁾ allant de pair avec une politique universelle. Issu directement du judaïsme talmudique, le noachisme s'applique uniquement aux Gentils (les non-juifs). Cette religion universelle se subdivise en sept commandements : le premier prescrit l'obligation d'avoir des magistrats (pour faire respecter les lois) tandis que les autres lois interdisent ; 2) le sacrilège ; 3) le polythéisme ; 4) l'inceste ; 5) l'homicide ; 6) le vol et 7) l'usage d'un membre d'un animal vivant. Tandis que les Gentils sont encadrés par cette religion, le peuple juif régi par le mosaïsme (la Loi de Moïse) est considéré comme le peuple prêtre. Ce sacerdoce israélite, constituant le cœur de l'humanité, est l'intermédiaire entre les Gentils et le Dieu unique (le monothéisme). Dans cette pensée, le catholicisme est considéré comme un polythéisme en raison du concept de la Sainte Trinité (idolâtrie ou trithéisme selon les rabbins talmudiques).

Afin de correspondre au schéma du noachisme, la religion catholique doit procéder à une refonte complète rejetant la Sainte Trinité et la divinité du Christ. Cette mutation doit aboutir au « *catholicisme d'Israël* » selon l'expression du livre du rabbin Élie Benamozegh (*Israël et l'humanité*)⁽¹⁴⁶⁾, ouvrage recensant la pensée talmudique. Comme le

précise logiquement l'auteur : « *Quiconque abjure l'idolâtrie est un véritable Juif. Quiconque rejette le polythéisme confesse toute la loi.* » Dans le prolongement de cet idéal, le judaïsme talmudique(147) reconstruit l'unité de la famille humaine afin de la mener vers un nouveau jardin d'Éden – la perfection étant à la fin – dans l'attente de l'arrivée du Messie. Logiquement, le rabbin Benamozegh précise : « *De là cette belle théorie de la Kabbale qui fait de l'union et de la concorde des esprits ici-bas le moyen de réaliser la descente et l'établissement de la divinité sur la terre.* » Cette espérance du bonheur purement terrestre reposant sur l'idée du « Progrès », que nous retrouvons sous des formes variées dans le marxisme et le libéralisme, est en contradiction complète avec le catholicisme. La religion trinitaire, considérant le passage sur terre comme une série d'épreuves et comme un tremplin, a une espérance céleste. Ces deux universalismes sont incompatibles. Cela n'a pas empêché les autorités de l'Église, depuis Vatican II, d'affirmer dans un ouvrage *Le peuple juif et ses saintes Écritures dans la Bible chrétienne*, que « *L'attente juive messianique n'est pas vaine* » (chapitre II, A5)(148). D'un point de vue catholique, cette affirmation est une hérésie car le Christ est le Messie, passé il y a 2000 ans. Cette contradiction flagrante n'a pas empêché ce livre, paru en 2001, d'avoir comme préfacier le... cardinal Joseph Ratzinger(149).

Ce noachisme s'impose de plus en plus dans les structures mentales. Ainsi, le Congrès des États-Unis a adopté dans le cadre de l'Éducation Day, le 26 mars 1991, la reconnaissance des lois noachides comme socle de la société américaine(150). Il semblerait que les choses s'accélérent. En effet, le 23 septembre 2012, toutes les communautés juives du monde ont appelé, par une courte prière, à l'arrivée du Messie (Mashia'h)(151). Pour les catholiques, cela équivaut à appeler l'antéchrist(152). Compte tenu de la déliquescence de l'Église depuis

Vatican II, cette prière est comme un appel à une mutation profonde. Il est vrai que le mondialisme est un messianisme pressé.

10 mars 2013([153](#))

Les Français l'ignorent : les *think tanks* sont le pouvoir

Le secrétaire d'État John Kerry en visite à Paris, le 27 mars, s'est plu à présenter les avantages d'un accord transatlantique, sorte d'Otan économique, devant un parterre d'hommes d'affaires français. Selon lui, la mise en forme de cet accord permettrait de revitaliser les économies européenne et américaine. Du côté de l'administration Obama comme du côté de la Commission européenne, l'affaire est conclue. Il faut aboutir au plus vite à ce marché transatlantique même si des difficultés surgissent comme celles de l'agriculture française. Au-delà des discussions officielles traitant de ce sujet, il s'agit d'aller plus loin afin de mieux comprendre les liens étroits unissant les grands responsables économiques et politiques européens à leurs homologues américains. Les instituts de recherche ou *think tanks* sont les vrais centres du pouvoir, de la réflexion et de l'élaboration de travaux conditionnant l'avenir des peuples à leur insu. Les Français, croyant encore naïvement à l'importance du bulletin de vote, en ignorent l'existence et se font joyeusement rouler dans la farine. Qu'on en juge plutôt en étudiant le rôle et l'action de l'*Atlantic Council of the United States* (ACUS).

Fondé en 1961 par d'importants hommes politiques américains comme Dean Acheson qui joua un rôle central dans la création de l'Otan, la mission de l'ACUS consiste à élaborer des documents de travail ou à animer des centres de réflexion chargés de revitaliser les liens politiques et économiques euro-américains. Son action consiste aussi à définir une

politique à l'égard de la Russie, de la Chine ou des pays musulmans. Elle est soutenue financièrement par de multiples sponsors comme l'ensemble des armées américaines (terre, air, mer), la Fondation *Canergie*, Areva, BAE systems ou encore IBM(154). L'ACUS a été dirigé de 2009 à 2012 par Chuck Hagel devenu secrétaire à la Défense de l'administration Obama le 27 février 2013(155). Cependant, c'est l'étude des différents groupes structurant cet institut qui révèle l'étroite collusion euro-américaine sur des sujets clés. En dehors du comité directeur américain réunissant les incontournables Brent Scowcroft, Henry Kissinger, Madeleine Albright ou Frank Carlucci(156), l'ACUS se caractérise par des sections spécialisées dans le domaine économique, la politique internationale et la politique stratégique assurant un maillage qui réunit un panel d'hommes et de femmes animés du même idéal et œuvrant dans la même direction.

Le *Business and Economies Advisors Group* (BEAG)(157) est entre autres présidé par l'ancien vice-président de la *Deutsche Bank*, Caio Koch Weser. Ancien membre de l'empire médiatique et de la Fondation Bertelsmann, actif au sein du Forum économique mondial, de l'institut Bruegel ou de l'ECFR, il collabore au sein du BEAG avec de multiples experts dont Erika Mann(158), ancienne députée socialiste au Parlement européen, qui a joué un rôle décisif dans l'élaboration d'un marché transatlantique dans le cadre du Réseau politique transatlantique (*Transatlantic Policy Network*). L'action de ce groupe s'additionne à celle de l'*International Advisory Board* (IAB)(159). Outre la présence de l'ancien président du comité directeur de Bertelsmann, Gunther Thielen, nous pouvons relever les noms aussi variés que José Maria Aznar, ancien Premier ministre espagnol, ou Jean-David Lévitte, sherpa de l'ancien président Sarkozy. Enfin, le poids du *Stratégie Advisors Group* (SAG)(160) se doit d'être signalé, car il est dirigé par le patron

d'EADS (ancien patron d'Airbus), Thomas Enders. Etant membre également de l'LAB, Thomas Enders (ancien patron du think tank *Atlantik Brücke*), dont l'activité officielle à la tête d'EADS est de s'opposer à son concurrent Boeing, dirige un comité au sein d'un institut, l'ACUS, chapeauté par l'appareil militaire américain. Si après cela, vous avez encore envie de voter...

31 mars 2013

L'Alsace, véritable laboratoire de l'Empire européen

Par référendum le 7 avril, les Alsaciens sont appelés à fusionner le Conseil régional d'Alsace et les deux départements (Bas et Haut-Rhin) en une collectivité territoriale d'Alsace. Au-delà des aspects pratiques (financiers, administratifs...) avancés par les tenants du « oui », ce référendum, qui n'est pas une fin mais un moyen, s'inscrit dans le renforcement de l'Europe des régions (cf. « *Les États européens se désintègrent* »). En partant du général au particulier, nous pouvons observer l'évolution suivante.

À l'origine, la France monarchique des provinces et, selon une heureuse formule, « hérissée de liberté » a été broyée en 1789 pour être réorganisée en entités administratives abstraites : les départements. La folie des technocrates de l'époque a même pensé élaborer une France départementale en damiers(161). Le retour du principe des régions – bien que nous préférions l'expression plus conforme à l'histoire de « province » – s'est opéré au début des années 1970. Cependant, ce cadre conforme à la tradition politique française n'est valable qu'à la condition de maintenir ces entités sous l'autorité de l'État. Or l'Union européenne, octroyant de plus en plus de pouvoirs aux régions tout en vidant les États européens de leurs principes régaliens, pousse à une complète réorganisation politique du vieux continent. En effet, parallèlement à la montée en puissance des régions, il s'agit de favoriser une coopération transfrontalière. Cette politique se fait dans le cadre d'un

institut – « l'Association des régions frontalières européennes » (l'ARFE) [\(162\)](#) – créé en 1971 sur volonté et, pendant une longue période, sous direction allemande. Nous pouvons y relever le nom de Wolfgang Schäuble [\(163\)](#), actuel ministre des finances du gouvernement Merkel.

Le principe de la coopération transfrontalière cache, dans le cadre de l'Union européenne, un but destructeur. Il s'agit, comme le stipule la Charte transfrontalière de l'ARFE, de transformer les frontières nationales en frontières administratives [\(164\)](#). Même si les dirigeants affirment faussement ne pas vouloir remettre en cause la souveraineté des États, cette politique permet aux régions bénéficiant de pouvoirs accrus, de part et d'autre d'une frontière nationale devenue défunte, de procéder à un rapprochement ou, plus exactement, à une fusion territoriale appelée « eurorégion ». Ces entités territoriales artificielles sont créées dans toute l'Europe. Nous pouvons citer entre autres les eurorégions « Pyrénées-Méditerranée » [\(165\)](#), « Grande région » [\(166\)](#) ou « Alpes-Méditerranée » [\(167\)](#). Les eurorégions sont les départements de l'Union européenne ou, si l'on veut, l'organisation territoriale et philosophique de 1789 élargie à toute l'Europe. Cet aménagement du territoire encouragé à l'origine par l'Allemagne [\(168\)](#) ouvre la voie à toutes les combinaisons. Autorité des États en berne, autorité de la Commission de Bruxelles et de la BCE de Francfort en hausse, disparition des frontières nationales et régions dotées de pouvoirs politiques et financiers complets autorisent un remodelage total du corps européen. Ainsi, si le « oui » l'emporte lors du référendum alsacien, il permettra (et c'est le but recherché) de passer à la vitesse supérieure afin d'aboutir à une eurorégion avec le Pays de Bade et une petite partie de la Suisse (région de Bâle) [\(169\)](#), Strasbourg étant devenue une euro-métropole. Cette eurorégion Alsace/Pays de Bade (subdivisée en trois zones : Pamina, Centre et TriRhena), véritable laboratoire d'avant-garde [\(170\)](#), harmonisant tous les domaines

(administration, fiscalité, retraites...) et dépendant de Bruxelles ne sera qu'une parcelle de l'Empire européen, parmi d'autres eurorégions, reposant sur les dépouilles des États.

4 avril 2013

François, pape du nouvel ordre mondial ?

L'élection du pape François, le 13 mars 2013, est un pas de plus dans l'insertion de l'Église dans les instances mondialistes. Sitôt élu, il a reçu l'hommage des partisans du nouvel ordre mondial et du noachisme (voir notre article : « *Connaissez-vous le noachisme* » ?). Il est vrai que son action en Argentine a laissé de très bons souvenirs aux partisans d'un monde sans frontières. Ainsi, on peut relever l'engagement du cardinal Bergoglio en faveur de la fête juive *Hanoucca*(171). Nous pouvons citer aussi la joie de la franc-maçonnerie juive argentine, les B'nai B'rith(172), qui a salué l'élection de cet homme sur la chaire de saint Pierre(173).

Lors du concile Vatican II, il a été décidé d'entamer un dialogue et un rapprochement avec le judaïsme, politique renversant complètement l'attitude traditionnelle de l'Église. Celle-ci jusqu'à Pie XII a toujours considéré que les portes de la synagogue étaient définitivement fermées depuis l'arrivée du Messie et que les Juifs devaient se convertir au catholicisme et reconnaître le Dieu Trinitaire. L'adoption du document *Nostra aetate* (« De notre temps ») au début du pontificat de Paul VI a effacé d'un trait de plume l'enseignement bimillénaire de l'Église romaine. Ce changement a fait dire à Gerhard Riegner, secrétaire général du Congrès juif mondial et intervenant de premier plan lors des travaux de Vatican II : « *De plus, le cardinal Béa a souligné avec raison que, de tous les textes adoptés par le deuxième concile du Vatican, celui sur les Juifs est le seul qui ne contient aucune référence aux*

enseignements traditionnels de l'Église, qu'ils soient patristiques, conciliaires ou pontificaux. Cela démontre à l'évidence le caractère révolutionnaire de cet acte. »[\(174\)](#)

Toute la politique des papes depuis Vatican II s'inscrit dans cette logique révolutionnaire (liberté religieuse, œcuménisme, modification plus que douteuse du rite d'ordination, etc...). Pour parachever cette « œuvre de rénovation », le pape François s'est lancé, un mois après son élection, dans la réforme de la curie romaine. Pour lui, il s'agit de réorganiser celle-ci afin d'assurer une plus grande collégialité dans le gouvernement de l'Église. Ainsi, les évêques et les cardinaux du monde entier auraient leur mot à dire dans la gestion et la direction de l'Église. En fait, cette réforme de fond consiste à démocratiser la fonction du pape (naturalisme), à diluer son rôle de « vicaire du Christ » dans une forme d'assemblée parlementaire ecclésiastique mondiale.

La fonction surnaturelle du pape, intermédiaire entre le Ciel et les hommes, doit disparaître. C'est le même raisonnement qui a prévalu au cours de la Révolution française avec l'abolition du titre de « roi de France ». Le monarque, à l'origine « lieutenant du Christ » et intermédiaire entre le Christ « *vrai Roi de France* » et son peuple, selon l'heureuse formule de sainte Jeanne d'Arc (triple donation du 21 juin 1429 qui résume la science politique française), a vu son titre désacralisé et modifié en « roi des Français ». Comme pour la France et maintenant pour l'Église, nous assistons à une disparition des intermédiaires, à un effacement du lien surnaturel avec le Ciel. Cette évolution correspond exactement à la politique du noachisme qui consiste, selon les préceptes des rabbins talmudiques, à favoriser le peuple juif (le peuple prêtre) comme seul intermédiaire entre l'humanité (les Gentils) et le Dieu unique. Dans cette affaire, il ne doit avoir qu'un seul vainqueur et pas de concurrents.

En tout cas, les choses vont bon train dans l'instauration de cette religion universelle. Depuis les années 2000, il s'est mis en place au Kazakhstan un Congrès des religions mondiales et traditionnelles(175). Réunissant toutes les religions dans un bâtiment pyramidal, appelé « Pyramide de la paix », à Astana (l'anagramme n'est pas innocent), le président kazakh s'est plu à offrir une maquette très représentative d'un état d'esprit à Benoît XVI au cours de son passage au Vatican le 6 novembre 2009(176). Précisons que le cardinal Tauran, président du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux, a évoqué « *le rôle des religions pour l'unité de la famille humaine* »(177) lors du Congrès d'Astana en juillet 2009. Tous ces actes et tous ces propos participent à la tentative de restauration de la tour de Babel. Pareil au premier essai, la punition ne devrait pas tarder.

26 avril 2013

Le PS capitule : vers un Reich germano-européen

Le coup de sang du parti socialiste contre « *l'Europe de la rigueur* » menée par la chancelière Merkel crée des remous au sein du gouvernement Hollande. Craignant de trop blesser Berlin, Jean-Marc Ayrault s'est fendu d'un tweet rappelant dans des propos lénifiants le caractère indispensable de « *l'amitié franco-allemande* ». Nos incompetents politiques, peu importe l'étiquette, sont de véritables gribouilles. Ils oublient que l'engagement de la France dans la construction babélienne européenne, depuis le traité de Rome (1957), est un long couloir qui mène inexorablement à la soumission au fédérateur le plus puissant, comme le rappelait avec justesse le général de Gaulle dans sa conférence du 15 mai 1962.

Grâce entre autres à l'entregent de Jean Monnet, les États-Unis ont soutenu, dès le début, la mise en forme d'un bloc européen en finançant des partisans d'une Europe supranationale comme Robert Schuman, Joseph Retinger (l'organisateur du Congrès de La Haye de 1948) ou encore Paul-Henri Spaak. C'est l'universitaire américain Joshua Paul qui, en consultant des documents déclassifiés, a révélé le rôle de la CIA dans cette affaire(178). Cependant, nous devons nous rappeler qu'une hiérarchie dans le commandement gère l'ensemble. Les Anglo-Saxons ont toujours été favorables à l'unité européenne à la condition expresse que cela se fasse sous leur direction. Au cours de deux guerres mondiales, Washington et Londres se sont opposés à Berlin parce que le

monde germanique voulait contrôler l'Europe à lui seul. Après avoir mis l'Allemagne au pas, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont délégué au « sergent-chef » allemand le droit de réorganiser l'Europe selon sa spiritualité politique (fédéralisme, ethno-régionalisme, gestion économique, financière...).

L'Allemagne, première puissance économique et démographique du continent, à l'instar de la Prusse vis-à-vis des petits États allemands au XIX^e siècle, impose sa loi à une échelle plus large à l'Europe. Cette prééminence se fait d'autant plus aisément que les États du Sud, minés par un tour d'esprit laxiste en matière de gestion des finances et d'organisation en tout genre, sont obligés d'obéir aux lois de l'UE d'essence anglo-saxonne et germanique. Les « *combinazioni* » ne sont désormais plus possibles. Engagés pieds et poings liés à l'UE, les dirigeants des pays du Sud sont obligés de se soumettre au fédérateur allemand sous tutelle anglo-saxonne. À l'exception notable de Philippe Seguin, les politiciens français auraient dû comprendre dans quel guépier la France plongeait en adoptant le traité de Maastricht. Les propos de l'ancien ministre des Affaires étrangères Roland Dumas, à l'Assemblée nationale le 27 novembre 1991, sont une véritable sentence de mort : « *La France est déterminée à jeter les bases d'une Union à vocation fédérale... nous avons pris, pour Maastricht, le parti d'une mutation fondamentale vers une entité supranationale.* »

Après une période de tensions dans les relations entre l'Allemagne et le monde anglo-saxon à la suite de la crise irakienne (2003), les liens ont été normalisés grâce à un texte conclu le 27 février 2004 entre le président Bush et le chancelier Schroder : « *l'Alliance germano-américaine pour le XXI^e siècle* »[\(179\)](#). Réaffirmant la volonté de réussir l'intégration européenne et l'affermissement des liens transatlantiques, le monde germano-anglo-saxon s'est payé une bonne tranche sur notre

dos. Les récentes discussions entre la chancelière Merkel et le Premier ministre Cameron au château de Meseberg appelant à des réformes profondes de l'UE (plus de flexibilité, plus de discipline budgétaire, plus de compétitivité, positionnement de la Grande-Bretagne entre l'Europe et l'Amérique...) ne font que confirmer cet élan. L'appel récent d'Angela Merkel à l'abandon de leur souveraineté des États de la zone euro cadre parfaitement avec la mutation en cours⁽¹⁸⁰⁾. Cette politique élaborée depuis longtemps n'est là que pour préparer l'émergence de ce marché transatlantique sans entraves régi par la triade Washington – Londres – Berlin. Un Reich germano-européen intégré à un « Saint Empire transatlantique », voilà ce qui nous attend... Pauvre France !

28 avril 2013

Jeanne d'Arc contre le nouvel ordre mondial

Sainte Jeanne d'Arc est célébrée en France, chaque 1^{er} mai, comme la libératrice d'Orléans ayant bouté les Anglais hors de France. Si ce rappel historique est juste, il masque la véritable mission de Jeanne. En effet, on se garde bien d'expliquer la cause profonde poussant une jeune fille de 17 ans à secourir le dauphin Charles et la France prêts à succomber sous les coups de l'Angleterre.

L'âme de la France, sa civilisation et les caractéristiques propres de son peuple sont dus à un événement majeur : le baptême de Clovis dans la nuit de Noël 496. Cet événement capital permet de jeter les fondements du premier royaume catholique après la chute de l'Empire romain. Alors que l'hérésie arienne (du nom du théologien Arius mettant à mal, sous l'influence de la gnose, le principe de la Trinité) fait des ravages en Europe occidentale et en Orient, le pouvoir politique franc s'associe aux représentants de l'Église restés fidèles à l'orthodoxie de la foi fixée d'une manière définitive par le concile de Nicée (325). Ainsi, l'évêque saint Rémi put baptiser et oindre par la « sainte ampoule » Clovis selon la célèbre formule : *Courbe la tête, fier Sicambre, adore ce que tu as brûlé et brûle ce que tu as adoré.*

Cet acte spirituel et politique confèrait à tous les successeurs de Clovis une mission capitale. En effet, depuis la médiation de saint Rémi, le souverain est le « lieutenant du Christ » chargé de tenir le royaume en « *commende* », c'est-à-dire un bien consacré à Dieu qui doit être

défendu et administré afin de permettre aux sujets du royaume de France de gagner le Ciel. Au cours des siècles, les rois de France en tant qu'hommes ont été plus ou moins à la hauteur. En revanche, la fonction et la mission royale, elles, sont inaltérables.

Au début du XV^e siècle, alors que la France sombre dans la désolation, la naissance de Jeanne le 6 janvier 1412 est le premier clin d'œil de la Providence. La date du 6 janvier correspond à l'Épiphanie qui signifie « Manifestation », c'est-à-dire l'hommage rendu par les rois-mages représentant les pouvoirs terrestres devant le roi de l'univers et des nations : le Christ. La naissance de Jeanne à Domrémy est l'autre clin d'œil rappelant le lien avec l'évêque saint Rémi (« *Dominus Remigius* » : la maison de Rémi).

La ville d'Orléans sur le point de tomber allait être le coup de grâce permettant au royaume de France de devenir un *Dominion* anglais. Alors, il s'est produit un événement unique dans l'histoire du monde. Une jeune fille obtient du dauphin Charles de réunir une armée dont les soldats, après s'être confessés, reprennent Orléans. Cette victoire fait trembler sur ses bases la confiance des armées anglaises qui ne pourront pas empêcher les troupes françaises de reconquérir le territoire national. Le sacre de Reims, grâce à la clairvoyance de Jeanne, permet de rétablir la légitimité politique du dauphin. Devenu roi, son pouvoir n'est plus contesté.

Cependant, l'action de Jeanne ne s'arrête pas là. Outre son rôle politique et militaire, sa mission première fut de rappeler la signification du baptême de Clovis. Dans son esprit surnaturel, elle réaffirme que le véritable roi de France est le Christ déléguant au souverain, le « lieutenant du Christ », le droit de gouverner son royaume. Ainsi, par un acte notarié appelé la « Triple donation » du 21 juin 1429 à l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire, Jeanne demanda solennellement au dauphin de lui remettre son

royaume. Après avoir hésité, le dauphin accepta, ce qui fit dire à Jeanne qu'il était « *le plus pauvre chevalier de France* ». Puis, elle ajouta ces phrases hors norme qui résument toute la science politique française : « *Jehanne donne le royaume à Jésus-Christ. Jésus-Christ rend le royaume à Charles.* » Ce texte, véritables « Tables de la Loi » de l'Israël du Nouveau Testament, a été perdu. En revanche, l'authentification de cet événement extraordinaire relatant ces propos se trouve dans un document rédigé, au cours de l'été 1429, à l'intention du pape Martin V. Ce document d'une immense portée spirituelle et politique, appelé *Breviarium historiale*, est disponible aux archives de la Bibliothèque vaticane(181).

La proclamation par le Tiers État, le 17 juin 1789(182), de l'Assemblée constituante est la rupture avec le baptême de Clovis. D'une certaine manière, le Christ est détrôné au profit d'une souveraineté populaire, en fait, en faveur d'une oligarchie animée d'une *Agapè* inversée. Cependant, ne croyons pas que la mission et l'esprit de Jeanne soient finis...

2 mai 2013

La *City* de Londres, capitale de la mafia planétaire !

Depuis 2007, la crise ne fait que s'accroître. La récession s'impose et les États étouffent sous le poids de l'endettement. Cependant, il existe un monde parallèle qui agit comme une sève pour irriguer la gouvernance mondiale en formation : les paradis fiscaux. Ils sont définis par le journaliste économique Nicholas Shaxson(183) comme un : « *Lieu qui se propose d'attirer des activités économiques en offrant à des particuliers ou à des entités un cadre politiquement stable permettant de contourner les règles, les lois et les réglementations édictées dans les autres pays* ». Appelés aussi « *juridiction du secret* », ces paradis fiscaux s'emploient à manipuler les mouvements d'argent internationaux.

On dénombre environ une soixantaine de ces « *juridictions du secret* » au cœur de la globalisation qui se subdivisent en trois groupes : 1) Les paradis fiscaux européens comme le Luxembourg, le Liechtenstein ou Monaco. 2) Les États-Unis, ses États fédérés (en particulier le Delaware) et les dépendances sous influences américaines (les îles Vierges, Panama...) et 3) La City de Londres organisée en trois cercles concentriques : les dépendances de la Couronne (Jersey, Guernesey et l'île de Man), les quatorze territoires britanniques d'outre-mer (les îles Caïmans, les Bermudes, Gibraltar...) et des États entretenant des relations étroites avec l'ancien colonisateur : Hong-Kong, Singapour, Dubaï...). Ces centres *offshores* combinent le secret bancaire et la non-

imposition.

La capitale britannique est constituée de deux villes. La première est un vaste centre urbain de plusieurs millions d'habitants dirigé par un maire disposant de peu de pouvoirs. La deuxième est un espace de 3,16 km², appelé « *City of London Corporation* »⁽¹⁸⁴⁾ ou « *Square Mile* », subdivisé en 25 quartiers appelés « *wards* » dont seuls 4 sont réellement habités, tandis que les autres regroupent les bureaux. Dirigé par un lord-maire, véritable ambassadeur de tous les services financiers, la City est dotée d'un gouvernement (le « *Guildhall* »). Outre les 9 000 résidents de la City à voter, les représentants d'entreprises (23 000 personnes) ont aussi le droit de vote. Ainsi, Goldman Sachs, la banque Narodny de Moscou ou encore la *Bank of China* participent à la vie « démocratique » de la City. Ajoutons que des citoyens d'honneur anglais et étrangers appartiennent à ce corps électoral très particulier. Nous pouvons relever les noms de George Bush junior et de Vladimir Poutine. La famille mondialiste est très variée.

La City est un véritable État dans l'État disposant d'un pouvoir total sans avoir de compte à rendre au Parlement de Westminster. Cette politique est rendue possible entre autres grâce au rôle du *remembrancer* (« remémorateur »), véritable lobbyiste et non-élu, qui est un relais entre la City de Londres et le Parlement anglais. Il est chargé de vérifier que les représentants du gouvernement ainsi que les différents ministères n'élaborent pas de mesures pouvant contrer la toute puissance et l'indépendance de la City. Il est vrai que celle-ci concentre des intérêts jalousement gardés. Sur ce petit territoire, on y trouve près de 550 banques, la présence de la moitié des assureurs de la planète plus importante que ceux de New York, Paris et Francfort réunis, un volume d'affaires journalier cinq fois supérieur au PNB anglais, la moitié des entrées en Bourse dans le monde et près de 80 % des *Hedges Funds*

(Fonds spéculatifs) européens. Comme l'a résumé joliment le député anglais Tony Benn, la City « *est une île offshore amarrée sur la Tamise* ».

Sachant que la quasi-totalité des investissements internationaux se fait *via* les centres *offshores*, en profitant au passage d'avantages fiscaux et de contraintes juridiques bien allégées, les multinationales s'en donnent à cœur joie. Pareille à une araignée au milieu de sa toile, la City de Londres régenté tous ces flux financiers. La dérégulation des marchés qui s'est accélérée à partir des années 1980 a conduit à des volumes financiers colossaux transitant dans les paradis fiscaux. Selon l'économiste John Christensen, ils sont évalués à plus de 20 000 milliards de dollars⁽¹⁸⁵⁾. Une telle situation montre clairement que les politiques n'ont plus le pouvoir et que la finance a des atouts majeurs⁽¹⁸⁶⁾ en main pour imposer un monde se rapprochant de l'idéal orwellien.

27 mai 2013

L'Allemagne rêve d'une version moderne du STO

La visite du Premier ministre chinois Li Keqiang à Berlin, le 26 mai, exprime clairement les rapports de force en Europe. En effet, il a reçu le soutien complet de la chancelière Merkel pour empêcher l'instauration de barrières douanières pour les produits photovoltaïques venant de Chine. La Commission européenne qui, pour une fois, voulait instaurer un minimum de protectionnisme a été renvoyée dans ses buts par Berlin. Aux yeux de la Chine, l'interlocuteur européen est l'Allemagne. Il est vrai que presque la moitié des exportations de l'Union européenne vers la Chine est *made in Germany*. En étudiant plus précisément les chiffres, on constate que l'Allemagne exporte pour environ 66 milliards d'euros tandis que le chiffre des exportations côté français tourne autour des 15 milliards d'euros. La chancelière et, derrière elle, « l'état-major économique allemand » ne veulent pas se couper du marché chinois avide en machines-outils. D'ailleurs, le Premier ministre chinois ne s'y est pas trompé. Sa seule visite dans l'Union européenne, en dehors de la Suisse, a été en Allemagne. Bref, notre voisin d'outre-Rhin impose sa loi à la Commission et aux États membres de l'UE.

L'écrivain français Fontenelle avait coutume de dire que « *la politique comme le physique, se règle par nombre, poids et mesures* ». Cette maxime éternelle s'applique dans les rapports entre États. Première puissance économique au cœur du continent, l'Allemagne agit comme une grosse planète imposant un pouvoir d'attraction faisant tomber tous les

pays alentours dans son orbite. Le phénomène est révélateur concernant les flux migratoires venant des États sud-européens vers l'Allemagne.

Lors d'un discours de la chancelière Merkel consacré à la démographie, celle-ci a rappelé qu'en raison du non-renouvellement des générations, l'Allemagne verrait sa population diminuer de six millions d'actifs d'ici à 2025(187). Afin de conserver la compétitivité de l'économie allemande, il s'agit pour Angela Merkel de favoriser l'arrivée en Allemagne de personnes compétentes en provenance des pays du sud et de l'Est de l'Europe (Espagne, Italie, Pologne...) capables de remplacer plusieurs millions d'actifs allemands. Pour cette raison, elle a plaidé pour que les mesures régissant la mobilité des actifs à l'intérieur du marché du travail de l'Union européenne soient assouplies. D'une certaine manière, l'Allemagne cherche à installer pour toute l'Union européenne une version modernisée du STO (« Service du travail obligatoire », mesures contraignantes au début des années 1940).

La pompe économique aspirante allemande se fait sentir puisque, pour l'année 2012, 1,08 million de personnes dont 765 000 Européens se sont installées en Allemagne(188). Pour absorber ce flux humain à la recherche d'un emploi, Berlin lance à partir du 1^{er} juillet 2013 toute une série de mesures afin de faciliter l'embauche d'actifs qualifiés, « *priorité première pour le gouvernement fédéral* » comme se plaît à le rappeler Ursula von der Leyen, ministre du Travail du gouvernement Merkel. Cette tendance de fond risque de perdurer. En effet, avec l'instauration d'une régionalisation au détriment des États européens, ce sont les régions disposant de pouvoirs politiques et financiers les plus solides qui imposeront leur loi et le meilleur recrutement professionnel. Dans cette affaire, les Länder remportent largement la mise. Il suffit de comparer leurs budgets avec ceux des autres régions européennes pour se rendre compte du basculement économique au profit de l'Allemagne. Rien que

le budget annuel du Land du Bade-Wurtemberg (35 milliards d'euros) est supérieur à l'addition de tous les budgets des régions françaises (23 milliards d'euros). L'ensemble des budgets de tous les Länder tourne autour des 290 milliards d'euros soit 12 à 13 fois supérieurs au budget total des régions françaises(189). Cette comparaison valable pour tous les pays entourant l'Allemagne confirme bien que notre voisin d'outre-Rhin a vraiment surmonté sa défaite de 1945.

29 mai 2013

Vous ne connaissez pas le Bilderberg ? Vous avez tort !

Qui connaît en France le Bilderberg dont la réunion a lieu du 6 au 9 juin 2013 en Grande-Bretagne à Hertfordshire ? Ce n'est pas la presse française qui risque de s'y employer même si un site officiel existe(190). Bien entendu, des esprits chagrins vont tout de suite sortir l'arsenal des formules habituelles comme « théorie du complot », « conspirationnistes », « fanatiques », etc... à l'égard de ceux qui s'intéressent aux réunions de ses membres. Il est légitime de s'interroger sur le rôle du Bilderberg où se presse chaque année le gratin financier, journaliste et politique. Une telle concentration de puissance a obligatoirement des répercussions sur la vie du citoyen.

Comme le rappelle David Rockefeller dans ses *Mémoires*(191) le Bilderberg fut fondé en 1954 sous son égide en relation avec le très influent Joseph Retinger(192) très lié aux cercles mondialistes de son époque. C'est ce dernier qui joua un rôle primordial dans l'organisation du Congrès de la Haye (1948)(193) qui permis de poser les jalons de la construction européenne. Tout en connaissant les types de sujet abordés (politique, économique, militaire...), il n'est pas possible de connaître la teneur des débats et des échanges qui animent ces réunions. Les mesures régissant ces interventions obéissent au principe de la « règle de Chatham House ». Ce « think tank », équivalent anglais du *Council on Foreign Relations* (CFR) américain, fut fondé en 1919 par Lionel Curtis bras droit de personnages éminents comme Cecil Rhodes et Alfred Milner,

eux-mêmes figures de proue du mondialisme anglo-saxon au tournant des XIX^e et XX^e siècles. C'est ce même Lionel Curtis qui prônait une organisation planétaire unifiée dans le cadre d'un « *Commonwealth fédératif* ». Le Bilderberg a donc repris les traditions de discrétion de *Chatham House* concernant les débats entre les intervenants et les décisions prises. Le peuple dit souverain peut « aller se faire voir ».

C'est le prince Bernhard des Pays-Bas (grand-père du roi Willem-Alexander) qui fut le premier dirigeant du Bilderberg. Cet homme avait un *curriculum vitae* qui ne semblait pas déranger outre mesure Retinger, Rockefeller et consort. En effet, Bernhard fut un des membres actifs de l'empire I.G Farben (complexe pétro-chimique) qui, dans les années 1920, comptait dans son comité de surveillance le grand banquier Max Warburg (financier de la Paneurope). Son frère, Paul Warburg, a été le fondateur de la Fed (Banque fédérale américaine), le premier président du CFR, mais aussi membre de la branche américaine d'I.G Farben. C'est cet empire industriel qui joua un rôle décisif dans l'arrivée d'Hitler au pouvoir puis, par la suite, dans la guerre. Comme l'a dit le sénateur américain Homer Truett Bone le 4 juin 1943 : « *Farben était Hitler et Hitler était Farben.* » C'est donc dans ce milieu glauque que le prince Bernhard patageait. Précisons qu'il fut aussi pendant 18 mois membre de la SS (*Schutzstaffel*) comme l'a expliqué l'extraordinaire historien Antony Sutton(194). Complétons le CV du personnage en rappelant qu'il fut le premier président du *World Wildlife Fund* (WWF, institut promouvant dans sa finalité le panthéisme)(195), fondé par Julian Huxley(196) (premier président de l'Unesco et eugéniste) frère de sang et en esprit d'Aldous Huxley auteur du *Le Meilleur des mondes* (1931), véritable évangile du mondialisme largement mis en pratique depuis la chute du mur de Berlin.

L'action du Bilderberg est immense. Outre l'action de ses membres

occupant les postes politico-financiers et journalistiques, il faut rappeler l'action décisive de l'ancien président du Bilderberg et ancien vice-président de la Commission européenne, Étienne Davignon à l'origine du choix, en liaison avec Henry Kissinger, d'Hermann Van Rompuy comme président permanent du Conseil européen(197). Ce sont ces réunions qui influent sur notre quotidien et qui sont très rarement relatées par la presse officielle à l'exception notable du journal télévisé de RTL Belgique en 2000(198). Par conséquent, il est capital de connaître l'action de ce groupe dirigé par Henri de Castres (patron d'AXA group) qui, pour l'année 2013, accueille des « huiles » comme Thomas Enders (patron d'EADS), Jean-Claude Trichet (patron de la Trilatérale Europe(199) et du Groupe des Trente(200)), José Barroso (président de la Commission européenne), François Fillon (ancien Premier ministre), Mario Monti (ancien Premier ministre italien et ancien président de la Trilatérale Europe) ou encore Valérie Pécresse (député UMP)(201). Soyons conscients que ce sont ces instituts discrets qui agissent et martyrisent les peuples qui sont à des années lumière de l'existence de tels groupes d'influences.

8 juin 2013

L'économie mondiale au bord du gouffre

Le diplomate Charles-Maurice de Talleyrand se plaisait à répéter que : « *La vraie force est de savoir se limiter.* » Cela est vrai dans tous les domaines y compris l'économie. Cependant, l'esprit de lucre qui anime les hautes sphères de la finance conduit à accumuler des richesses complètement déconnectées de l'économie réelle. La bulle de la dette enfle atteignant un niveau jamais vu dans l'histoire du monde. Il est utile d'avoir à l'esprit quelques chiffres clés résumant la situation économique sans issue dans laquelle se trouve l'humanité. Cher lecteur, accrochez-vous quant au nombre de zéros.

On estime que le PIB total mondial tourne autour des 70 000 milliards de dollars tandis que le montant total des dettes est estimé à 190 000 milliards de dollars. Cette dette a doublé en une dizaine d'années. En y regardant de plus près, on constate que le cas américain est absolument explosif. En effet, les 25 plus grandes banques américaines détiennent pour 212 525 milliards de dollars de produits dérivés en 2013 (produits dérivés à l'origine de la crise de 2007-2008). Or le total des avoirs de ces banques atteint les 8 900 milliards de dollars. Le ratio est donc de 24 à 1. En élargissant ces produits dérivés à l'ensemble du monde, la fourchette va de 600 000 milliards à 1 500 000 milliards de dollars. En gardant l'estimation haute, le ratio par rapport au PIB mondial total est de 21 à 1. [\(202\)](#)

La situation américaine est révélatrice de l'effondrement en cours du

système. Le plafond de la dette avoisinant les 17 000 milliards de dollars (environ 1 000 milliards de dollars au début des années 1980), les républicains majoritaires à la Chambre refusent de relever le chiffre butoir. En procédant à des acrobaties financières pour éviter le défaut de paiement du pays (suspension de versement d'intérêts...), les mesures prises par le secrétaire au Trésor américain, Jacob Lew, permettent de prolonger « la bête » jusqu'au 2 septembre 2013. L'espoir d'un règlement temporaire réside dans une hypothétique entente entre Républicains et Démocrates. Il est symptomatique de rappeler que le premier mandat du Président Obama a accumulé plus de dettes au niveau du gouvernement fédéral que ne l'ont fait les 42 mandats des présidents américains de George Washington à Bill Clinton(203). En poursuivant l'auscultation, la compilation de tous les passifs des dettes américaines (État, États fédérés, local) est supérieure à 56 000 milliards de dollars pour 2013. Au début des années 1970, le chiffre était de moins de 2 000 milliards de dollars.

La paupérisation de la population américaine est un phénomène majeur. Comme le révèle le bureau de recensement américain (*US Center Bureau*)(204), 146 millions d'Américains pour une population de 315 millions d'habitants sont classés comme « pauvres » ou disposant d'un « revenu bas »(205). Cet organisme précise aussi que 49 % des Américains disposant d'une résidence sont bénéficiaires d'allocations en tout genre de la part du gouvernement fédéral américain. En 1983, le chiffre était moins d'un tiers. Alors que les médias officiels s'excitent sur les pourcentages du chômage (falsifiés) oscillant entre 7,6 % ou 7,7 % de la population active, les vrais chiffres révélant l'incapacité à vivre décemment en fonction d'un salaire sont les suivants : 47 millions d'Américains dépendent des coupons alimentaires. Quand Barack Obama est arrivé au pouvoir pour son premier mandat, le chiffre était de

32 millions d'Américains. Le corps économique américain est complètement métastaté. Sous l'impulsion de Bernanke(206), le patron de la Fed, on injecte chaque jour, dans le cadre du *Quantitative Easing* (assouplissement quantitatif), 4 milliards de dollars pour tenir à bout de bras une économie moribonde. Wall Street est devenu un immense casino et les États-Unis une « salle de shoot » à ciel ouvert. Si Bernanke débranche la perfusion, c'est l'effondrement ; s'il la maintient, c'est l'overdose. Deux manières de mourir.

Alors qu'en même temps, les économies chinoises et japonaises présentent des faiblesses de plus en plus visibles (contraction de la production manufacturière en Chine...) sans parler de l'UE et de l'euro, il faut garder à l'esprit que cet effondrement économique et du dollar américain en cours et, par répercussions, planétaire est un outil pour passer à la vitesse supérieure : les tentatives de création d'une gouvernance mondiale. Selon le bon vieux précepte *Ordo ab chao*, il s'agit de faire table rase du passé pour reconstruire sur des bases nouvelles. Dans le cas américain, l'objectif est la création d'un bloc unifié nord-américain (*North American Community*)(207) faisant le pendant à l'UE. Pareil à un pont constitué de deux piliers, le marché transatlantique est appelé à devenir le tablier réunissant les deux rives de l'Atlantique.

14 juin 2013

Le marché transatlantique, cimetière des nations

Après l'annonce par le président Obama, en février 2013, du lancement d'un marché transatlantique, les événements se sont accélérés les 17-18 juin lors de la réunion du G8 en Irlande du Nord. Avant de rentrer à Washington, le Président américain a fait un détour, comme par hasard, à Berlin afin de régler avec la chancelière Merkel les derniers points permettant l'assujettissement du vieux continent aux financiers de Wall Street. La France n'oppose plus de résistance. Des secteurs étant plus égaux que d'autres, nos responsables politiques n'hésitent pas à sacrifier des pans entiers du patrimoine (industrie, agriculture, secteur public, environnement, normes sanitaires...) à l'exception de la sacro-sainte « exception culturelle ». Nos artistes ont beau se proclamer « citoyens du monde », l'ouverture a ses limites. Tant pis pour l'ouvrier de Michelin ou l'agriculteur de l'Aveyron, ils devront goûter aux joies des normes transatlantiques standardisées *Made in USA* appelées à être les références pour le monde entier. C'est le point clé de l'affaire. Sans oublier les droits de douane en voie d'évaporation qui vont décapiter des secteurs clés de notre industrie et de notre agriculture. Il s'agit d'appliquer à toutes les strates des sociétés occidentales des mesures calquées sur les intérêts et les normes régissant le modèle américain. Ces normes édictées par l'activité intense des lobbies anglo-saxons à Bruxelles reposent toutes sur le principe du libéralisme le plus effréné(208). Cette situation n'est que la conséquence d'un long travail fait

en amont.

Les élites anglo-saxonnes ont toujours voulu assujettir l'Europe à leur profit. Un prince du mondialisme comme Cecil Rhodes (1853-1902), fondateur de l'industrie diamantaire *De Beers*, rêvait d'aboutir à cet idéal, marchepied vers la gouvernance mondiale. Il est à l'origine de la création des « bourses d'études Cecil Rhodes » permettant le recrutement d'étudiants animés d'un esprit sans frontières et capables d'occuper les postes clés de la société en vue de la promotion de cet idéal. L'Américain Clarence Streit (1896-1986), bénéficiaire de « la bourse d'études Cecil Rhodes » en 1920, fut pour le système une extraordinaire recrue(209). Journaliste au *New York Times* et taraudé par le dogme d'un monde démocratique sans frontières, il n'hésita pas à travailler étroitement avec les fils spirituels de Cecil Rhodes, membres actifs du mondialisme anglais, Lionel Curtis et Philip Kerr. Cette émulation – avec les relais et les soutiens financiers de haut vol qui vont de pair – permit à Streit la publication en 1939 d'un livre clé, véritable bible du transatlantisme, *Union now* et au sous-titre révélateur : *Proposition pour une union fédérale des démocraties de l'Atlantique Nord*(210). Son livre et ses activités multiples comme la création de « *The Association to unite the democracies* » influencèrent de nombreux dirigeants comme les Présidents Roosevelt et Truman, mais aussi le secrétaire d'État John Foster Dulles ou encore Jean Monnet. Cependant, son activité au lendemain de la Seconde Guerre mondiale prit une ampleur encore plus vive.

Outre sa contribution à la création du « Comité pour une union atlantique »(211) en 1949 qui joua un rôle important dans la création de l'Otan, Streit propulsa sa vision d'un bloc atlantique en favorisant la rédaction d'une *Déclaration pour une unité atlantique* en octobre

1954. Les objectifs défendus sont très actuels : élimination de tous les obstacles au commerce, tarifs douaniers réduits et instauration d'une économie propre à la Communauté atlantique. Les soutiens à cette Déclaration furent d'éminentes personnes comme le général William Donovan (patron des Services secrets américains, l'OSS, durant la Deuxième Guerre mondiale), le président Truman, le général George C. Marshall, Lionel Curtis, Julian Huxley (premier président de l'Unesco, fondateur du WWF et frère d'Aldous), Maurice Allais, Michel Debré, Edmond Giscard d'Estaing (père de Valéry) ou encore le général Maxime Weygand(212). Une deuxième *Déclaration pour une unité atlantique* vit le jour en novembre 1962. Renforçant les objectifs de la première, elle précisait, outre le partenariat commercial entre « *la Communauté économique européenne et l'Amérique du Nord comme socle d'une communauté économique atlantique* », qu'il fallait favoriser entre autres la création d'une *Haute Cour de Justice atlantique*(213). Parmi la liste des signataires, on trouve des gaullistes comme Jacques Rueff et Maurice Schuman, le socialiste Guy Mollet (partisan de l'union franco-anglaise en septembre 1956)(214) ou encore les fondateurs et les dirigeants de la très mondialiste Paneurope comme Michel Habib-Deloncle et Louis Terrenoire. Rappelons que le trésorier de la Paneurope France dans les années 1960 s'appelait Georges Pompidou.

Au vu des exemples du passé, nous comprenons mieux la vigueur du projet de marché atlantique(215) prêt à dissoudre la France et les nations européennes.

4 juillet 2013

Qui connaît Joseph Retinger ?

Dans le Panthéon du nouvel ordre mondial, des personnalités inconnues du grand public méritent une attention toute particulière. C'est le cas d'un être extraordinaire dont l'action a déterminé tout l'avenir de l'Occident. Cet homme, c'est Joseph Retinger (1888-1960) défini par certains comme le « *père d'ombre* » de l'Europe.

Jeune émigré polonais en France et bénéficiant de l'appui du comte Zamoyski proche de sa famille paternelle, il fait des études à la Sorbonne et décroche un doctorat de lettres. Sa fréquentation de l'intelligentsia polonaise au début du XX^e siècle à Paris lui permet d'entrer en contact avec le gratin littéraire et politique français. Par la suite, ses études le conduisent en Allemagne puis au Royaume-Uni. Il intègre la *London School of Economics* (LSE). Créée en 1895 par la Société fabienne (*Fabian Society*) grâce à l'entremise de Sidney et Beatrice Webb et de l'écrivain George Bernard Shaw, cette école prône la synthèse de l'économie de marché et de l'économie planifiée. Depuis sa création, de nombreux députés travaillistes en sont membres. L'expression « *troisième voie* » utilisée par l'ancien Premier ministre Tony Blair est directement issue de cette matrice mondialiste.

Représentant le Conseil national polonais à Londres avant 1914, son entourage lui permet de nouer des liens durables avec Lord Arthur Balfour, Lionel Curtis et Philip Kerr (fils spirituels de Cecil Rhodes), Chaïm Weizmann (président de la Fédération sioniste et futur président de l'État d'Israël) ou encore avec le Premier ord de l'amirauté, Winston

Churchill. Véritable acrobate politique, cet internationaliste passe la décennie 1920 au Mexique. Il contribue à la promotion de politiciens mexicains comme Luis Negrete Morones et Plutarco Calles. Ce dernier, président du Mexique, joue un rôle infernal lors de la guerre des Cristeros (les Vendéens mexicains). De retour en Grande-Bretagne à la veille de la Seconde Guerre mondiale, il devient par la suite le bras droit du gouvernement polonais en exil dirigé par le général Sikorski qui meurt fort opportunément, en juillet 1943, dans un accident d'avion à Gibraltar. En effet, des bruits couraient sur la volonté de ce général de prouver que les véritables auteurs du massacre des officiers polonais à Katyn étaient les Soviétiques et non les nazis. Retinger, qui accompagnait toujours Sikorski lors de ses déplacements, n'était pas à ses côtés le jour de l'accident.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le jour de gloire de Retinger prend forme lors d'un discours prononcé le 7 mai 1946 à Chatham House, *think tank* de la politique étrangère britannique, créé par son ami Lionel Curtis. Il défend le principe de l'unification politique du vieux continent. Dès lors, tout se précipite. En 1946, il est « l'initiateur », selon les termes officiels, de la ligue européenne de coopération économique (LECE)(216) se définissant comme « *un groupe de pression intellectuelle* ». Réunissant de nombreux responsables industriels et financiers, la LECE promeut l'intégration monétaire ou l'organisation des transports aboutissant à une Europe fédérée(217). Bénéficiant de relais nationaux, la LECE France fut présidée dès sa création par Edmond Giscard d'Estaing(218) qui fut signataire des deux déclarations de l'Unité atlantique en 1954 et 1962 (voir notre article *Le marché transatlantique, cimetière des nations*). Cherchant à fédérer les différents mouvements fédéralistes européens, Retinger organise le Congrès de La Haye en mai 1948(219) sous l'égide de W. Churchill. Il

lance ainsi le processus de la construction européenne. Dans la foulée de ce congrès, le « Mouvement européen » est créé en octobre 1948 sous la présidence de Duncan Sandys, gendre de Winston Churchill. Ce mouvement joue un rôle important dans la création du Conseil de l'Europe et du Collège européen de Bruges (formation des futurs fonctionnaires de l'UE)(220). Retinger pilote l'ensemble en étant le secrétaire-général du mouvement tandis que son alter ego voit le jour aux États-Unis avec la création du Comité américain pour une Europe unie (ACUE) en janvier 1949. Les Services secrets américains (OSS devenu CIA) dirigent ce comité : William Donovan (signataire de la Déclaration pour l'unité atlantique en 1954), Allan Dulles et Thomas Braden(221). Précisons que l'ACUE finance largement le Mouvement européen. Enfin, Retinger parachève son action en créant le Bilderberg, qui voit le jour en 1954 et dont la finalité est le resserrement des liens euro-atlantiques.

Joseph Retinger meurt à Londres d'un cancer des poumons en 1960. Il laisse derrière lui une « œuvre » qui explique largement la dissolution en cours des nations dans le parachèvement du marché transatlantique.

8 juillet 2013

Quand l'Église conciliaire se met au service du nouvel ordre mondial

Le dernier ouvrage de Jacques Attali, « Urgences françaises », développe l'idée d'une nécessité pour la France de s'adapter au plus vite aux contingences du nouvel ordre mondial en marche. Il est vrai que de nombreuses mesures fleurissent dans ce domaine. C'est particulièrement le cas de l'ONU qui, depuis quelques années, s'est lancée dans la mise en forme d'une « Assemblée parlementaire des Nations Unies » (APNU) [\(222\)](#). Il faut bien comprendre que la situation politique actuelle est le résultat d'un long travail de fond. Un idéal messianique promouvant la mise en commun de toutes les ressources des pays au sein d'une gouvernance planétaire nécessite l'instauration d'un Parlement mondial.

À l'origine, le projet fut lancé par le *World Federalist Movement* (le WFM), en 1992, sous la plume du Canadien Dieter Heinrich : « *The case for a United Nations Parliamentary Assembly* » [\(223\)](#) (« Les arguments en faveur d'une Assemblée parlementaire des Nations Unies »). Cet institut, créé en 1947, proclame clairement dans sa déclaration de Montreux sa volonté d'un gouvernement fédéral mondial avec « *la limitation des souverainetés nationales* », « *le transfert à la Confédération des pouvoirs législatif exécutif et judiciaire* », « *la création d'une force armée supranationale* » et « *la formation d'unions régionales* » [\(224\)](#). Fort de cet acquis et du soutien apporté, entre autres, par le Forum du Millénaire en 2000 à New York, il a été décidé de créer en 2003 un « *Comité pour une ONU démocratique* »,

dans sa version allemande, « *Komitee für eine Demokratische UNO* » (KDUN). C'est ce comité, siégeant à Berlin, qui pilote les développements favorisant cette assemblée parlementaire mondiale (APNU). Dans ses statuts, le KDNU défend le principe des intégrations continentales et l'émergence d'une société cosmopolite permettant une fédération planétaire(225). Dirigé par Andréas Bummel auteur d'un ouvrage bilingue anglais/allemand en faveur du Parlement mondial(226), cet ancien membre du parti libéral allemand, le FDP, est soutenu dans sa mission par quatre instituts : « Démocratie globale », le « WFM », « la société internationale des peuples menacés » (défense des minorités) et « 2020 Vision Ltd » (ONG anglaise).

Le KDUN bénéficie de relais multiples. Le Parlement européen lui a apporté son soutien, en 2008, par la voix de son président, Hans-Gert Pöttering(227). Cet appui est rehaussé par l'action du député allemand au Parlement européen Jo Leinen, membre directeur du KDNU, qui cumule des activités diverses œuvrant dans la même direction mondialiste. En effet, il préside le « Mouvement européen international » favorable à la fédéralisation du continent, institut fondé à l'origine par Joseph Retinger (voir notre article « Qui connaît Joseph Retinger ? »). Sans pouvoir tout citer, nous pouvons relever aussi, au sein du Comité directeur du KDUN, la participation du politicien Armin Laschet(228). Membre du Comité directeur du « Prix Charlemagne » (comme Hans-Gert Pöttering)(229), il est à l'origine de l'élaboration d'un rapport adopté par le Parlement européen, en 2004, appelant à donner à l'Union européenne un siège permanent au Conseil de Sécurité. Afin de mieux comprendre l'importance de ce maillage étroit où nous retrouvons de véritables « dynasties », nous rappelons le rôle éminent de la famille Giscard d'Estaing en faveur du mondialisme avec en particulier Olivier Giscard d'Estaing (frère de Valéry) qui, président du Comité d'action pour un

Parlement mondial (COPAM), a rejoint l'APNU afin d'appuyer ses ambitions(230).

Enfin, n'oublions pas le rôle de l'Église conciliaire qui, depuis Vatican II (et même un peu avant avec Pie XII)(231), a joint ses forces et son influence au service du nouvel ordre mondial. En 2009, la publication de l'encyclique de Benoît XVI, *Caritas in Veritate*, appelle à l'instauration d'une « véritable Autorité politique mondiale » travaillant en liaison avec les Nations Unies animées de principes maçonniques(232). Cette encyclique a reçu le soutien complet d'une étude du KDUN(233) estimant que ses principes sont « pleinement en harmonie avec la doctrine papale »(234). « Étonnant non ?! », comme l'aurait dit le regretté Pierre Desproges.

15 juillet 2013

Le « dragon chinois » va finir à l'hospice

Il est de bon ton d'évoquer la puissance économique chinoise pareille à un bulldozer. « L'Empire du milieu » est fort éloigné de la Chine du « Lotus bleu » du dessinateur Hergé. Deuxième puissance économique du monde avec un PIB autour des 8 000 milliards de dollars (États-Unis : 15 600 milliards de dollars), appelée par certains à ravir la place des États-Unis, la prépondérance chinoise semble inévitable. Depuis la décennie 1980, le PIB chinois a crû en moyenne de 10 % par an jusqu'en 2011. Cependant, l'interconnexion des économies se fait sentir depuis que la crise ravage les États-Unis et l'Union européenne. Dans le cas chinois, ce n'est pas tout de produire encore faut-il exporter. Depuis la crise des « prêts hypothécaires » (*Subprimes*) en 2008, la chute de Lehman Brothers et ses répercussions sur le Vieux Continent, les consommateurs euro-américains sont beaucoup moins voraces. Les effets se font désormais sentir, puisque le PIB chinois fond comme neige au soleil oscillant entre 7 % et 8 % pour 2013. Certains estiment même que la baisse pourrait s'accroître. Cette évolution ne permettrait plus de maintenir l'appareil économique chinois à flot. Plusieurs dizaines de millions de Chinois issus des zones rurales tentent leur chance vers la côte industrialisée. Ce flux s'ajoute aux 150 millions de Chinois appelés « populations flottantes » et errant au gré des offres d'emploi qui se font de plus en plus rares. Des zones entières du littoral chinois licencient de plus en plus. La classe moyenne forte d'environ 470 millions de

personnes encaisse les coups. Face à cette détérioration, les autorités de Pékin ont injecté depuis 2009 près de 12 % du PIB en faisant crédit afin de doper la croissance. L'ensemble a conduit au gonflement de la bulle immobilière tandis que des tensions sociales commencent à agiter le pays.

Cependant un mal beaucoup plus profond ronge l'avenir économique et politique de la Chine : sa démographie. La connaissance d'un pays passe toujours par les critères quantitatif et qualitatif. Quantitatif : un examen approfondi de sa population (taux de mortalité, de natalité, renouvellement ou non des générations, etc...) ; qualitatif : l'observation de la « santé mentale » du peuple conduisant à l'étude de ses structures psychologiques et civilisationnelles (unité culturelle ou non, degré de patriotisme et de respect de la morale naturelle, pourcentages plus ou moins élevés des taux de suicides, d'alcoolisme, de drogues, etc...). Dans le cas chinois, de nombreuses métastases assombrissent l'avenir du pays comme le démontre l'étude du *Center for Stratégie and International Studies* publiée en 2009⁽²³⁵⁾.

La politique de l'enfant unique lancée au début de la décennie 1980 a conduit à une fragilisation profonde de la pyramide des âges. La promotion d'un unique rejeton par couple, très souvent mâle (les fœtus ou nouveau-nés de sexe féminin étant souvent éliminés), se traduit par un déséquilibre. Alors que la moyenne générale est de 105 bébés garçons pour 100 bébés filles, le cas chinois en 2005 était de 119 au détriment de la gent féminine. Une telle politique fait que pour 2020, il est prévu que 30 millions de Chinois mâles en âge de se marier ne trouveront pas leur dulcinée. La chanson de Patrick Juvet *Où sont les femmes ?* est appelée à devenir un tube dans le pays. La population de plus de 60 ans avide de soins médicaux en tout genre et dépendante de l'enfant unique roi va quadrupler passant de 144 millions en 2005 à 438 millions en 2050 (dont 103 millions de plus de 80 ans). Bénéficieront-ils d'une véritable

protection pour leurs vieux jours en raison des charges multiples pesant sur des actifs de plus en plus réduits et égoïstes ? En effet, les répercussions sur le coût du travail se feront inévitablement sentir. Les statistiques révèlent qu'en 2005, il y avait 16 Chinois âgés pour 100 actifs. En 2025, le ratio passera à 32 et, pour 2050, à 61. S'appuyant sur cette étude américaine, la revue *Diplomatie*⁽²³⁶⁾ précise que de 2010 à 2020, 74 millions de Chinois passeront le cap des 60 ans alors que, sur la même période, un seul million d'actifs arrivera sur le marché du travail, chiffre ridicule pour un pays de 1,3 milliard d'habitants.

L'avenir de la Chine est appelé à connaître des troubles sociaux. Les dirigeants de ce pays ont oublié cette maxime chère à Jean Bodin : « *Il n'est de richesses que d'hommes.* »

3 août 2013

Syrie : la Russie et l'Arabie Saoudite au bord de la rupture

La tension montante au Proche et Moyen-Orient repose sur des rivalités où se mêlent le contrôle des hydrocarbures, les rivalités entre le sionisme et le monde musulman et la répartition des zones d'influence accordées aux grands acteurs internationaux. La création de l'État d'Israël en 1948 et l'expulsion de nombreux Palestiniens présents sur ces terres depuis des siècles sont une blessure qui ne se cicatrise pas. Qui plus est, des dirigeants sionistes caressent l'espoir de casser l'intégrité territoriale des États arabes comme l'a présenté la revue hébreu *Kivunim, a journal for judaism and zionism* en 1982 sous la direction de Yoram Beck. N'oublions pas aussi la carte du Proche-Orient recomposée selon des critères ethniques et religieux et présentée par la revue militaire américaine *Armed Forces Journal* en 2006 (voir notre article : *Printemps arabes : qui tire lesficelles ?*). Rappelons que les tenants du sionisme comme Theodor Herzl en 1904 et le rabbin Fischmann en 1947 appelaient à l'établissement d'un État d'Israël allant des rives du Nil à celles de l'Euphrate (voir notre article : *Un plan sioniste contre le monde arabe ?*). Bien entendu, la poursuite de cet idéal par certains ne peut se faire qu'avec beaucoup de casse. Ajoutons que cette politique du chaos propre aux événements au Proche-Orient s'appuie aussi sur cet idéal mystique que l'on retrouve dans certains courants du judaïsme talmudique comme Isaac Louria, Sabbataï Tsevi ou encore Jacob Frank⁽²³⁷⁾. Cette mystique reposant sur la transgression la

plus complète et la rédemption par le chaos avec ses implications politiques, le tout s'associant à un idéal messianique, a été parfaitement expliquée par l'extraordinaire historien israélien Gershom Scholem(238).

Sur fond de préceptes mystiques largement inconnus et pourtant incontournables, il faut superposer à la situation en Syrie la répartition de la manne pétrolière et gazière. Les découvertes de gigantesques réserves de gaz mais aussi de pétrole au large des côtes israéliennes, libanaises et chypriotes aiguissent les ambitions. La Syrie est à un carrefour entre la Méditerranée orientale et ses voisins saoudiens, irakiens et turcs où passent de nombreux oléoducs et gazoducs. Avec sa base de Tartous, la Syrie est le seul point d'ancrage de la Russie dans cette région. Une telle situation explique l'entrevue entre le patron des services secrets saoudiens, le prince Bandar, et Vladimir Poutine début août comme le relate l'article du *Daily Telegraph* avec un titre évocateur : *Les Saoudiens offrent à la Russie un accord secret sur le pétrole à condition de lâcher la Syrie*(239). Dans cette affaire, le prince Bandar mêle propositions et menaces. Pour le représentant saoudien, il s'agit d'établir une alliance entre l'OPEP et la Russie permettant la production de 40 millions de barils/jour assurant une stabilité et un contrôle du prix du pétrole sur les marchés. Une version plus détaillée de l'entretien, comme le précise l'article du *Daily Telegraph*, a été présentée par le journal libanais *As-Safir*(240). Il apparaît que le prince Bandar assure à la Russie le contrôle de sa base navale syrienne à condition de lâcher Bachar el-Assad. Un refus russe entraînerait une menace sur le bon déroulement des Jeux olympiques d'hiver à Sotchi sur les côtes de la mer Noire (février 2014) en raison de l'action de groupes terroristes tchéchènes contrôlés par l'Arabie Saoudite, selon les propos de ce Prince. Ce dernier précise même que ces groupes tchéchènes évoluent en Syrie sous les ordres de l'Arabie Saoudite. La réponse de Poutine a été

négative : « *Notre position concernant Assad ne changera jamais.* » Inutile de dire que l'entrevue de quatre heures entre les deux hommes fut houleuse(241).

À la suite de cette rencontre, des propos auraient fuité. Les médias pakistanais, les *Dunyanews*, ont répercuté une information à prendre avec beaucoup de prudence en raison de son énormité. Il est rapporté que Vladimir Poutine, furieux après les menaces de son homologue saoudien, aurait élaboré un mémorandum (« *urgent action memorandum* ») permettant aux forces militaires russes une « *attaque militaire massive* » contre l'Arabie Saoudite au cas où l'Occident attaquerait la Syrie(242). Cette information à manier avec beaucoup de précaution souligne toutefois les tensions énormes agitant les différents protagonistes dans l'affaire syrienne. Entre un Occident ruiné s'engageant dans une économie de guerre grâce à une politique néo-coloniale, un mouvement sioniste à la poursuite du « grand Israël » et les États russe et chinois défendant âprement leur part du gâteau, le monde danse sur un volcan.

31 août 2013

Et si la guerre en Syrie faisait exploser l'économie américaine ?

Les récentes révélations de l'affaire Snowden ont montré le rôle intrusif de la NSA dans les domaines de la surveillance et de la protection des communications. Au nom de la sécurité nationale, le respect de la vie privée du citoyen américain n'a aucune importance pour ses dirigeants. L'espionnage sans vergogne par les États-Unis des représentations diplomatiques des pays européens comme de la Commission européenne ont rappelé que seuls les intérêts guident le monde. Cela n'empêche nullement les dirigeants de Washington d'avoir deux fers au feu en travaillant en liaison avec les Services secrets occidentaux, en particulier, le BND allemand. Comme le révèle le *Spiegel*, la CIA et le BND ont uni leurs efforts dans la création d'une banque de données appelée « *Projekt 6* » (ou « P6 ») où est enregistrée toute une liste de présumés islamistes et partisans du terrorisme(243). Cette coopération a pris fin, officiellement, en 2010 selon le *Spiegel*... Restons prudents.

Les ambitions de la NSA ne s'arrêtent pas là. En effet, nous avons déjà évoqué la volonté des hautes sphères politiques et économiques de créer une Union nord-américaine (cf. Une monnaie commune aux USA et à l'Union européenne ?), projet entièrement présenté sur le site du *Council on Foreign Relations*(244) (CFR). Initialement prévu pour 2010, ce programme d'envergure a pris du retard. Cependant, il poursuit son chemin avec l'officialisation du plan d'unification de tout le continent nord-américain grâce aux propos de la sénatrice Dianne Feinstein, fin

juillet 2013, sous l'égide de la NSA. Lors d'une audition devant les représentants du Sénat américain, la sénatrice a expliqué et présenté un tableau affichant les tentatives d'attentats mises en échec par la NSA. Alors que les différents continents sont représentés par une couleur avec l'exacte désignation géographique (Europe, Afrique...), les mesures sécuritaires promues par la NSA s'appliquent non aux États-Unis, mais à l'ensemble de l'Amérique du Nord. À l'instar des États-Unis, le Canada et le Mexique sont encadrés par un seul et même service de renseignement, sous le label « *Homeland Security* », piloté par Washington(245). Cette mesure est l'exacte application du programme promu par le CFR en 2010 qui appelle à favoriser l'instauration « *d'un périmètre commun de sécurité pour l'Amérique du Nord* ».

Cependant, un changement radical conduisant à une refonte complète du continent nord-américain ne peut se produire qu'avec des pressions supplémentaires. La guerre qui pointe son nez au Proche-Orient risque de se retourner contre les États-Unis. L'économie américaine ne tient (pour le moment) qu'en raison du rachat des bons du Trésor par la Fed. Celle-ci injecte chaque mois 85 milliards de dollars dans le circuit. Son président, Ben Bernanke, a laissé entendre qu'il réduirait ces injections. Immédiatement, les taux d'intérêts des bons du Trésor américain à 10 ans ont augmenté pour accrocher les 3 % au 7 septembre. Si ces taux continuent leur ascension, il sera plus difficile au gouvernement américain comme aux États fédéraux et aux villes – pour Détroit, c'est déjà la fin – d'emprunter de l'argent. L'économie du pays s'en ressentira. Une étude de la Banque Merrill Lynch a reconnu qu'à partir de 3,5 % le marché obligataire, qui permet aux États et aux entreprises de se financer, serait « *dérégulé* » (*disorderly*)(246) Cette tendance ne fera que s'accroître en cas de conflit au Proche-Orient. En effet, on estime que 5 600 milliards de dollars de la dette américaine sont tenus par les États étrangers

(1 275 milliards par la Chine, 138 milliards par la Russie...)(247). Si ces pays veulent punir les États-Unis d'une intervention contre la Syrie, ils arrêtent d'acheter des bons du Trésor américain. Dans ce cas, les taux de ces derniers monteraient au firmament faisant exploser l'économie américaine. Ajoutons aussi que cette hausse violente se répercuterait sur les produits des dérivés (possibilité d'achat ou de vente d'un produit à un terme différé) dont la somme astronomique à l'échelle mondiale a été définie par la Banque des règlements internationaux à hauteur de 441 000 milliards de dollars(248). Le désordre qui en découlerait serait tel qu'il justifierait la création de l'Union nord-américaine comme bouée de sauvetage, prétexte invoqué pour surmonter le désastre. Si le plan n'explose pas en vol, la Russie et la Chine aideraient, par leurs interventions, à cette mutation favorable à la philosophie mondialiste.

Face à de tels bouleversements, il est ironique de savoir que les États-Unis soutiennent les mouvements rebelles en Syrie alors que ces derniers nourrissent une haine farouche à l'égard de l'oncle Sam. Comme le rappelle NBC News, une frange de l'armée d'opposition à Bachar el-Assad présente sur sa page facebook une photo où la Maison-Blanche brûle(249). Si le processus de déstabilisation programmée au Proche-Orient va à son terme avec ses implications politiques et économiques mondiales, cette représentation risque ne plus être un simple photomontage.

10 septembre 2013

Le dynamitage du monde musulman

Décidément, les projets de remodelage des pays d'Afrique du Nord et du Proche et Moyen-Orient fleurissent avec constance au sein des centres de recherches israélo-anglo-saxons. En effet, nous pouvons recenser une accumulation de travaux et de conciliabules œuvrant dans cette voie depuis un siècle.

Le point de départ de ces remaniements peut être situé à la date du 16 mai 1916 avec les « Accords Sykes-Picot » préparant le démantèlement de l'Empire ottoman et la répartition des territoires entre les puissances colonisatrices françaises et anglaises. Dans cette affaire, la Grande-Bretagne se tailla la part du lion en s'adjudicant les territoires riches en pétrole et en gaz, l'Irak et le Koweït. Dans la foulée de cet accord, la publication de la « Déclaration Balfour », le 2 novembre 1917, fut une étape supplémentaire. Reconnaisant un foyer juif en Palestine en liaison avec le président de la Fédération sioniste, Chaïm Weizmann, futur premier président de l'État d'Israël, le gouvernement britannique ouvrait la voie à des tensions permanentes dans la région. Cette politique s'opposait complètement à celle de l'Église catholique qui estimait – comme l'avait affirmé le pape Saint Pie X lors de sa rencontre avec le fondateur du sionisme Théodor Herzl en janvier 1904 – que les Juifs n'ayant pas reconnu la messianité du Christ, ils ne pouvaient pas revenir sur une terre sanctifiée par la vie de Jésus (*Non possumus* selon la Tradition de l'Église). La révolution de Vatican II et la reconnaissance par Jean-Paul II de l'État d'Israël ont radicalement modifié la donne(250).

Rappelons aussi que l'expression « Déclaration Balfour » devrait, en fait, s'appeler « Déclaration Milner » du nom d'Alfred Milner, bras droit du cosmopolite Cecil Rhodes comme l'a révélé le livre de Carroll Quigley *Anglo-american Establishment*.

La mainmise de la péninsule Arabique par les États-Unis suite aux accords conclus entre le Président Roosevelt et Ibn Saoud (« Pacte de Quincy »), en février 1945, suivie de la création de l'État d'Israël en 1948 ouvre un nouveau chapitre dans les relations entre les mondes juif talmudique et musulman. Les guerres opposant l'État d'Israël, soutenu par le monde anglo-saxon, au monde musulman conduisent à l'élaboration de nouveaux concepts comme celui du « Choc des civilisations » élaboré par l'islamologue Bernard Lewis dans son ouvrage *Islam* paru en 1957. Travaillant en liaison avec le géopolitologue Zbigniew Brzezinski, il élabore une théorie poussant à la balkanisation du monde musulman (« *l'arc de crise* »), projet présenté par la revue *Times* le 15 janvier 1979(251). Dans la même veine, nous retrouvons une politique de démantèlement des pays arabes dans le rapport d'Oded Yinon paru en 1982 et traduit de l'hébreu en anglais par le président de la ligue israélienne des droits de l'homme Israël Shahak. Pour certains défenseurs d'Israël, ce texte serait un faux élaboré par Shahak. Toutefois, ce dernier ne fut jamais inquiété et poursuivi en justice à la suite de cette traduction. S'il avait inventé ou falsifié le texte, ses détracteurs se seraient fait une joie de montrer l'original pour condamner l'impétrant. Plus de 30 ans après la parution de cette traduction, ceux qui rejettent le texte d'Israël Shahak comme faux n'ont toujours pas trouvé le temps de publier le document original. Mais qu'attendent donc ces « *nuques raides* » ? Ajoutons à la liste des destructions des États arabes, le rapport de Richard Perle en 1996 (« *A clean Break* »)(252) et les travaux du lieutenant-colonel Ralph Peters parus dans la revue militaire

américaine *Armed Forces Journal* en mai 2006 que nous traitons entre autres dans notre livre *La Marche irrésistible du nouvel ordre mondial*.

Dans la même logique, nous pouvons relever la dernière mouture parue dans le *New York Times*, le 28 septembre 2013, sous la plume de Robin Wright(253). Travaillant dans ce qui se fait de mieux (ou de pire) dans l'intelligentsia américaine (*Carnegie Endowment, US Institute of Peace, Woodrow Wilson International Center ; Yale, Stanford*)(254), cette égérie de la cause, partie visible d'un travail reposant sur les structures de « l'État profond », reprend les travaux de ses prédécesseurs et balkanise à tout va la Libye et les pays de la péninsule Arabique en fonction des critères religieux (sunnites, chiïtes, druzes, alaouites...) et ethniques selon des critères politiques fédéralistes. Pareil à la multiplication des pains, Robin Wright explique comment on passerait de cinq à quatorze États en précisant que les frontières étatiques pourraient être facilement modifiées suite aux guerres et aux conflits ethniques. Son auteur évoque même l'idée de créer trois cités États : Bagdad, Misrata et Djébel el-Druze. Force est de constater que ces cartes du *New York Times* présentent des similitudes avec celles élaborées par Ralph Peters(255). Nous retrouvons en particulier la même entité géographique autour de Médine et de La Mecque. En dernière analyse, l'intérêt de ces documents officiels est de montrer que ces cénacles israélo-anglo-saxons ne sont pas prêts à lâcher prise dans leurs folles ambitions.

7 octobre 2013

La pauvreté gangrène l'Europe

À écouter les partisans de l'Union européenne, l'unification du vieux continent devait apporter plus de prospérité et plus de bien-être social. Il suffit de se rappeler des formules dithyrambiques avancées lors des préparatifs au référendum de Maastricht (1992) et au lancement d'une monnaie unique pour faire sienne cette maxime : « *Tout ce qui est exagéré est insignifiant.* » Ce concentré de bêtises(256) a laissé des traces. La vision idéologique consistant à créer contre vents et marées un peuple européen qui n'existe pas tout en permettant l'élaboration des mêmes règles de conduite entre des économies bien différentes met sur le carreau des millions d'Européens. L'Europe en voie d'unification, c'est la pauvreté en marche.

Le récent rapport de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (l'IFRC)(257) dresse un constat accablant de la paupérisation croissante et même galopante en Europe. Comme le souligne la directrice pour la zone Europe, Anitta Underlin, on observe une aggravation de la situation depuis le premier rapport en 2009 consacré à l'impact de la crise sur les populations européennes. Selon ce rapport, les personnes dépendantes de la distribution de nourriture par la Croix-Rouge ont crû de 75 %, entre 2009 et 2012, dans 22 pays. On peut distinguer trois degrés dans cette dégradation en Europe : 18 millions de personnes dépendent des aides alimentaires de l'UE, 43 millions n'ont pas assez de revenus et doivent s'appuyer en partie sur les aides ; enfin, 120 millions d'Européens se rapprochent

dangereusement de la catégorie « pauvre ». Cette dernière est définie, selon les critères de l'ONU, comme toute personne vivant avec moins de 1,25 dollar par jour.

Une telle situation fait dire à Bekele Geleta, secrétaire général de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, que « *l'Europe est confrontée à la crise humanitaire la plus grave depuis six décennies* ». Les faits prennent une ampleur certaine en Grande-Bretagne minée par la crise économique et le communautarisme galopant. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, la Croix-Rouge distribuera dans ce pays de la nourriture aux nécessiteux comme le souligne *The Independent* (258). Cette caractéristique de « brésilianisation » qui touche peu ou prou toute l'Europe prend une forme très nette en particulier au sein de la société française. L'arrivée de populations extra-européennes ne s'assimilant pas aux pays d'accueil, des riches de plus en plus riches, des pauvres de plus en plus nombreux et, entre les deux, une classe moyenne qui s'effrite ; tous ces éléments condamnent à mort les pays européens. Ce phénomène de disparition des classes moyennes a été diagnostiqué, dans le cas allemand, par un rapport de la Fondation Bertelsmann repris par l'IFRC. De 1997 à 2012, la classe moyenne allemande est passée de 65 % à 58 % soit le basculement de 5,5 millions de personnes classées dans la catégorie à faible revenu. Faisant suite à la crise et à ses conséquences, il faut ajouter la détresse psychologique qui conduit à une hausse des suicides. Comme le rapporte le ministère de la Santé grec, le taux de suicide a bondi de 40 % entre janvier et mai 2011 comparé à la même période en 2010.

Du fait de l'aggravation de la crise en Europe et aux États-Unis, ces chiffres sont appelés à croître. Il faut espérer que l'instinct de survie des populations européennes va prendre le pas sur l'apathie générale face à la montée en puissance d'une oligarchie prédatrice et apatride qui profite

de la crise pour imposer son modèle digne des ouvrages d'Aldous Huxley(259). Cette possible évolution n'a pas échappé aux réalisateurs qui, dans le film *Assault on Wall Street*, n'ont pas hésité à faire d'un homme ordinaire (un convoyeur de fonds) un héros. Ce dernier ayant perdu tous ses biens face aux requins de la finance se venge en abattant de nombreux traders travaillant dans une grande agence financière qui, dans le film, s'appelle « *Huxley* ». Les concepteurs du film ont soit de l'humour, soit une véritable compréhension de l'origine du mal.

17 octobre 2013

Big Brother dans le portefeuille

De nombreux éléments entrent en jeu dans l'édification du nouvel ordre mondial. C'est le cas en particulier de la monnaie. Cette entité physique est appelée à disparaître si l'on en croit les tenants d'un monde sans frontières. En effet, dans la foulée du Forum économique mondial, qui s'est déroulé en mai 2013 en Afrique du Sud, un projet pilote a été signé entre le gouvernement nigérian, plus exactement la Commission nationale nigériane de gestion de l'identité (*National Identity Management Commission/NIMC*), et les dirigeants de MasterCard. Cet accord lance le processus d'élaboration de 13 millions de « cartes intelligentes d'identité nationale » (*National Smart Identity Cards*) permettant la mise en forme de cartes d'identité et de paiement grâce à une puce(260). Cependant, le NIMC n'est qu'une composante agissant dans un cadre plus vaste : le Système national de gestion de l'identité (*National Identity Management System/NIMS*). Ce dernier est une plateforme sur laquelle s'appuie différentes structures traitant de plusieurs domaines comme la centralisation des données de l'identité nationale, l'émission du numéro d'identification nationale et de la carte d'identification, ainsi que toute une série de mesures permettant la vérification et l'authentification de toutes ces données pour chaque individu. Grâce à l'ensemble de ces éléments, il est prévu que d'autres cartes d'identifications viendront se greffer au NIMS comme le permis de conduire, la carte d'électeur ou encore la carte d'assurance maladie.

Ces cartes se caractérisent, entre autres, par un « numéro unique

d'identification nationale » (NIN) enregistrant des données biométriques de l'individu et des informations pratiques (empreintes digitales, photo du visage, signature numérique, date d'expiration...). Ces cartes d'identité nationales et de paiements permettront les utilisations les plus variées partout où les cartes MasterCard sont acceptées au Nigéria et dans le monde (achats sur Internet, réception de prestations sociales, réalisation de transactions bancaires, possibilités de crédits à la consommation et des retraits d'argent à partir des distributeurs automatiques...). Pour les Nigériens de plus de 16 ans, ces cartes sont valides pour une période de 10 ans et peuvent être désactivées à la date d'expiration. Ces mesures s'appliquent aussi aux résidents légaux étrangers séjournant plus de deux ans dans le pays.

Dans cette affaire, les Nigériens sont de véritables souris de laboratoire. En effet, ils seront en permanence dépendants de cette carte d'identité/paiement. Ils seront pistés dans leurs moindres actions, achats et déplacements(261). Cette carte rendra possible de dresser avec une précision orwelienne les heures, les dates et les lieux rythmant la vie de ces habitants. Cette évolution ne doit rien au hasard grâce à l'action de la ministre nigériane de la « Coordination économique » et ministre des Finances Ngozi Okonjo-Iweala, véritable fer de lance dans cette histoire. Diplômée de Harvard et du *Massachusetts Institute of Technology* (le MIT), celle-ci a prouvé son dévouement aux classes dirigeantes mondialistes en tant que directrice générale de la Banque mondiale en 2007. Précisons que si l'affaire lancée en coopération avec MasterCard se déroule selon les modalités élaborées, il est prévu de passer à la vitesse supérieure en introduisant plus de 100 millions de cartes pour un pays dont la population tourne autour des 170 millions d'habitants.

MasterCard, dont la mission est d'établir des liens les plus étroits entre consommateurs, instances financières, secteurs privés et secteurs publics

dans plus de 200 pays, œuvre à l'éclatement des structures étatiques. En effet, tout possesseur de ce type de carte est en mesure d'exercer ses activités privées et professionnelles partout sur la planète indépendamment de son pays d'origine, renforçant ainsi le processus de globalisation de l'économie. Rappelons qu'il existe 35 millions de points dans le monde où les cartes MasterCard sont acceptées. N'est-ce pas le meilleur moyen de créer une humanité nomade et interchangeable ?

26 octobre 2013

L'Europe du Saint Empire germano-américain

Après des années de recherches et d'études sur les origines et l'évolution de l'Union européenne, il est toujours étonnant de rencontrer des eurolâtres avouer leur ingénuité face à l'évolution du Vieux Continent. C'est particulièrement le cas à la lecture d'un article du journaliste à *Libération*, Jean Quatremer(262).

Traitant des mouvements sécessionnistes catalans et écossais, l'auteur souligne avec raison les dernières déclarations du dirigeant flamand Bart De Wever à la tête de la NVA. Celui-ci a présenté le programme économique et politique de son parti pour les élections de mai 2014(263). Elles sont claires. Il s'agit d'installer un confédéralisme donnant les pleins pouvoirs à la Flandre et à la Wallonie tandis que les habitants de Bruxelles seraient obligés de choisir entre les deux régions concernant le système électoral et la Sécurité sociale. À cela, la fonction de Premier ministre disparaîtrait laissant place à un directoire de trois Flamands et de trois Wallons à la tête d'un État belge évanescent chargé de gérer la dette fédérale. La Chambre et le Sénat seraient supprimés et remplacés par un unique Parlement composé de 50 membres originaires pour moitié de Flandre et de Wallonie. Un tel programme présenté aux électeurs flamands, aux élections de mai 2014, ressemble plus à un référendum pour ou contre le maintien de l'État belge.

Cette évolution, qui est générale à différents degrés en Europe, est dénoncée par Jean Quatremer qui avoue au sujet des transferts financiers

(Fonds structurels) et de l'émergence de baronnies que « *les aides régionales ne sont pas versées aux États, mais aux régions. Ainsi, une relation directe entre le centre européen et les divisions subétatiques s'est mis en place [...]. La construction européenne qui s'est faite pour affaiblir les États, supposés être les réceptacles naturels des nationalismes fauteurs de guerre, a eu pour conséquence qui n'était pas prévue : le réveil des nationalismes locaux qui ne sont pas plus sympathiques [...]. Bref, faute d'avoir réfléchi à son modèle, l'Europe a donc joué avec le feu* ».

L'erreur de ce journaliste est d'évoquer le « problème » des nationalismes alors qu'en fait, les deux guerres mondiales ont été d'abord et avant tout des confrontations d'empire. L'empire anglo-saxon maritime s'est opposé à la mainmise du monde germanique, puissance d'empire terrestre, sur toute l'Europe. Londres et Washington n'acceptent la tutelle allemande sur l'Europe qu'à la condition de voir Berlin soumis à leurs ordres. Les règles du jeu ayant été fixées depuis 1945 (pour le moment), il est possible à l'Allemagne de remodeler l'Europe selon les principes fédératifs et régionalistes germaniques en accord avec ses supérieurs anglo-saxons. Cela passe par la destruction des États plus digestes à la sauce du libre-échange, principe qui ne gêne pas l'Allemagne, car la nation allemande a préexisté à sa création étatique. C'est tout l'inverse pour la France.

N'en déplaise aux nombreux journalistes et politiciens oublieux du passé, pour les Anglo-Américains, la régionalisation est un idéal ancien à atteindre comme l'atteste entre autres cet article du *Herald Tribune* du 16 septembre 1974(264). Il faut rappeler aussi que la plus grande distinction accordée, depuis 1950, aux personnes agissant en faveur de la construction européenne, le Prix Charlemagne, a été accordée à des Américains : le général George C. Marshall (1959), Henry Kissinger

(1987) et le Président Bill Clinton (2000)[\(265\)](#). Pour les euro-béats, nous rappelons ce « savoureux » passage du discours de remerciement du Président Clinton, à la remise de son Prix, qui s'est fendu d'une véritable déclaration d'amour pour la régionalisation de l'Europe : *« L'unité de l'Europe est en train d'engendrer quelque chose de véritablement neuf sous le soleil : des institutions communes plus vastes que l'Émanation, parallèlement à la délégation de l'autorité démocratique aux échelons inférieurs. L'Écosse et le pays de Galles ont leurs propres parlements. L'Irlande du Nord, dont ma famille tire son origine, a retrouvé son nouveau gouvernement. L'Europe est pleine de vie et résonne à nouveau des noms d'anciennes régions dont on reparle – la Catalogne, le Piémont, la Lombardie, la Silésie, la Transylvanie etc... – non pas au nom d'un quelconque séparatisme (ndlr : quel humour !), mais dans un élan de saine fierté et de respect de la tradition. La souveraineté nationale est enrichie des voix régionales pleines de vie qui font de l'Europe un lieu garantissant mieux l'existence de la diversité [...][\(266\)](#) ».*

À méditer, cher Jean Quatremer...

6 novembre 2013

Beppe Grillo, faux-nez du système

Alors que la crise économique accable les peuples, des mouvements dits « populistes » émergent et remettent en cause les partis politiques traditionnels. Le système semble dépassé par la vague contestataire. C'est ignorer l'esprit retors qui l'anime.

Le phénomène est particulièrement développé dans le cas italien avec le « Mouvement 5 étoiles » (M5S). L'émergence d'un populiste comme Beppe Grillo, en 2013 dans l'arène politique italienne, fait croire à l'arrivée d'un vent frais. Prônant la démocratie participative pour les citoyens dans la gestion des affaires publiques, la cyberdémocratie (*E-democracy*), l'usage des réseaux sociaux, la décroissance en liaison avec un écologisme fort, l'anti-productivisme et l'anti-consumérisme, ce mouvement se définit hors du clivage gauche-droite. Bref, tous les ingrédients semblent réunis pour épouvanter les oligarchies italiennes, européennes, Goldman Sachs et consort. La réalité est tout autre.

En effet, il faut relever le nom du cofondateur du M5S, véritable éminence grise, Gianroberto Casaleggio. Après diverses activités dans la communication (Olivetti), il fonde en 2005 *Casaleggio Associati* traitant et gérant des blogs, et produisant des vidéos Internet « maison » dont la philosophie est parfaitement conforme à l'esprit du mondialisme. Avec « *Prometeus, la révolution des médias* »[\(267\)](#) plaçant Internet comme l'élément pivot de la révolution politico-économique pour l'humanité, le message est de mettre l'homme au centre de toute chose (« *L'homme est Dieu* »), le tout accompagné d'un magnifique triangle éclairé par un

œil. Le message se renforce avec « *Gaïa (ndlr : déesse mère), l'avenir du politique* »(268) évoquant l'arrivée du nouvel ordre mondial grâce à la révolution Internet. Cet ordre s'installe après une guerre mondiale opposant deux blocs : l'Occident démocratique d'un côté, la Russie, la Chine et le Proche-Orient de l'autre. Après de multiples carnages réduisant l'humanité à un milliard d'habitants, l'Occident gagne, permettant la création d'un gouvernement mondial pour... 2054. L'humanité divisée en communautés se voit dotée d'une identité délivrée à chacun dans un réseau social mondial unifié. Malheur à celui qui n'est pas intégré au réseau. C'est la matrice.

Alors que le « M5S » crie son horreur du monde capitaliste, ce vaste programme reçoit le soutien complet de hauts gradés du monde oligarchique. De 2004 à 2012, « *Casaleggio Associati* » a eu le soutien du très influent Enrico Sassoon(269). Ce dernier appartient au Gotha du monde oligarchique(270). Après des études d'économie à l'université Bocconi à Milan, dirigée de 1989 à 1994 par Mario Monti (commissaire européen, agent de Goldman Sachs...), Enrico Sassoon a été ou est rédacteur en chef de la revue d'affaires *Harvard* pour l'Italie, éditorialiste du quotidien économique *Il Sole 24 Ore* organe de la *Confindustria* (le Medef italien), membre de la Chambre de commerce américano-italienne avec à sa tête le président honoraire David H. Thorne, ambassadeur des États-Unis(271), de l'institut Aspen Italie au sein duquel on retrouve Mario Monti, Giulio Tremonti, ancien ministre des Finances du gouvernement Berlusconi, ou encore l'ancien président de la Commission européenne Romano Prodi(272).

L'oligarchie est un monde de réseaux et Enrico Sassoon n'est qu'un élément plus visible que les autres dans la promotion de Beppe Grillo et de son mentor Gianroberto Casaleggio. L'organisation politico-économique issue de 1945 est arrivée en bout de course, mutant pour la

mise en forme du nouvel ordre mondial. Très habilement, les princes du mondialisme utilisent des « idiots utiles » qui, pareils au « joueur de flûte de Hamelin » charmant les rats pour les envoyer se noyer, conditionnent des foules inquiètes pour mieux les asservir et les anéantir au service d'une cause transformant la planète en prison. Il serait bon que les défenseurs officiels de la souveraineté nationale ne se fassent pas berner par ces méthodes relatées dans les contes de Grimm. Ce n'est pas gagné.

18 novembre 2013

L'Ukraine disputée par deux empires

Après le rejet d'un accord de libre-échange avec l'Union européenne, l'Ukraine du président Ianoukovitch connaît des manifestations de rues par les partisans d'un rapprochement avec l'Europe. Sous l'égide de *l'Alliance démocratique ukrainienne pour la réforme* (l'UDAR) dirigée par l'ancien boxeur Vitali Klitschko, les partisans de l'UE militent avec ferveur pour se détacher de l'influence de Moscou. Les événements ressemblent à la « Révolution Orange » de 2004 où partisans du giron européen et moscovite s'opposaient violemment.

Il est vrai que l'opposition pro-UE de 2004 comme « *Pora* » bénéficiait de soutien venant de l'Occident comme la Fondation Soros ou encore Freedom House, un institut dirigé jusqu'en 2005 par l'ancien patron de la CIA, James Wolsey (bénéficiaire des bourses d'études Cecil Rhodes), comme l'explique le journaliste Alain Guillemoles dans son ouvrage *Même la neige était orange*(273). C'est ainsi qu'en 1993 « *Freedom House* » créa un bureau en Ukraine afin de répandre avec bienveillance les principes démocratiques(274). Signalons aussi un bureau de cette Fondation dans l'ex-République soviétique, le Kirghizistan(275). Cette tradition occidentale n'est pas uniquement anglo-saxonne. L'Etat profond allemand a su apporter son obole en soutenant, via *l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe* »(l'OSCE), les opposants au président biélorusse Loukachenko en 2000 et 2001.

Il est vrai que le dirigeant de l'OSCE en Biélorussie s'appelait Hans-Georg Weick(276), ancien patron des Services secrets allemands de 1985

à 1990(277).

L'inertie semble être de mise puisque l'UDAR de Vitali Klitschko reçoit le soutien de la fondation Konrad Adenauer liée à la CDU d'Angela Merkel. Comme le rappelle Nico Lange, représentant de cette fondation à Kiev, il s'agit de soutenir l'UDAR, car ce parti pro-européen souhaite dans son programme politique s'intégrer à l'UE mais aussi se rapprocher du modèle allemand(278). Lors d'un colloque organisé par la fondation Konrad Adenauer en janvier 2011, Vitali Klitschko a pu s'entretenir avec tout le gratin politique allemand, en particulier avec de hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et de la chancellerie(279). S'inspirant du modèle fédéral régissant l'Allemagne, Vitali Klitschko a visité la Thuringe en octobre 2011, ancien Land d'Allemagne de l'Est, ayant réussi sa mutation politique et le passage – avec quelques dégâts toutefois – d'une économie planifiée à une économie de marché. L'ensemble du voyage fut piloté sous l'égide de la fondation Konrad Adenauer(280).

Même si l'Allemagne s'active à attirer l'Ukraine dans l'UE, il va de soi que les Anglo-Saxons sont en première ligne. Le basculement de ce pays vers le bloc euro-atlantique en élaboration ou son maintien sous l'influence russe déterminera radicalement l'avenir du Vieux Continent. Le lancement d'une Union eurasienn(281) en 2011 par Vladimir Poutine n'hésitant pas à affirmer : « *Nous proposons un modèle de puissante union supranationale (ndlr : conforme donc à la spiritualité du nouvel ordre mondial) capable de devenir un des pôles du monde moderne et de jouer le rôle de connecteur efficace entre l'Europe et la région Asie-Pacifique(282)* », ne peut être véritable qu'avec l'intégration de l'Ukraine dans cette union. Dans son ouvrage *Le Grand Échiquier*, le conseiller du Président Obama, Zbigniew Brzezinski, rappelait l'importance de l'Ukraine en précisant que sans celle-ci, « *La Russie*

cesse d'être un empire en Eurasie ».

Finalement, nous assistons à la lutte de deux empires cherchant à étendre leurs zones d'influence tout en étant régis par les mêmes principes de supranationalité dans le cadre d'une gouvernance mondiale en gestation. C'est le principe d'une multi-polarité apparente sur fond d'uni-polarité mondialiste. Cette situation n'est pas sans rappeler l'existence des blocs appelés « *Océania* », « *Eurasia* » et « *Estasia* » dans *1984* d'Orwell s'opposant sans pour autant s'anéantir – méthode appelée « la gestion des contraires » – à condition de bien gérer la politique du « chaos contrôlé », principe qui n'est pas acquis d'avance. La crise ukrainienne à laquelle nous assistons n'est qu'une zone de disputes entre deux mondes voraces. En résumé, une telle situation était définie par l'officier canadien William Guy Carr par l'expression « *des pions sur l'échiquier* ».

8 décembre 2013

Tensions et rivalités en mer de Chine

Outre les tensions multiples au Proche-Orient, l'aggravation économique en Europe, le développement d'une bulle financière aux États-Unis sans oublier le décalage complet entre le casino de Wall Street et l'économie réelle doublée d'une prolifération cancéreuse du *Quantitative easing*[\(283\)](#) (appelé aussi « planche à billets »), la situation très tendue entre la Chine et le Japon est minorée dans les médias français. Et pourtant, l'étude de ces événements est de première importance car, dans les affaires de ce bas monde, tout est lié.

L'opposition violente entre ces deux pays concerne un enjeu territorial : le contrôle des îles Senkaku (appelées « Diaoyu » par les Chinois) en mer de Chine orientale. Composé de cinq îles et de trois rochers inhabités, cet archipel de 7 km² est revenu au Japon après la défaite de la Chine en 1895. Occupé par les États-Unis en 1945, il est restitué au pays du Soleil Levant en 1971 à la suite d'un accord qui, selon les volontés américaines, ne mentionne pas explicitement le nom de ces îles. Cet accord est immédiatement dénoncé par Pékin. Il l'est d'autant plus que la Chine s'est lancée dans une vaste campagne de modernisation de sa marine militaire classée désormais troisième derrière celle des États-Unis et de la Russie. L'objectif des autorités pékinoises consistent à établir un contrôle complet, à plus ou moins long terme, sur toutes les îles parsemant sa façade maritime comme Taïwan, les îles Paracels, l'archipel des Spratleys ou encore les îles Pratas, marchepied pour un meilleur contrôle des voies de communication, en particulier pour l'énergie. D'une

certaine manière, une « *Mare nostrum* » chinoise doit s'imposer dans la région.

Afin de parer à cette extension, les États-Unis utilisent une tenaille géographique capable de contenir cette politique : l'Inde et le Japon. Entre ces deux piliers de la politique américaine, une série de paysenser le Sud et la côte Est de la Chine. Cette action est propre à la géopolitique classique anglo-saxonne gérant l'opposition entre la terre et la mer, l'ensemble se traduisant par des mesures d'endiguement, du contrôle des côtes, principes défendus par des géopolitologues comme Alfred Mahan, Halford Mackinder et Nicholas Spykman.

L'instauration d'une zone aérienne d'identification par la Chine, le 23 novembre, dans toute cette région exacerbe encore plus les tensions avec le voisin japonais d'autant plus que les Américains ont envoyé, fin novembre, leurs avions B-52 survoler ledit territoire sans avertir Pékin. Les discussions entre les autorités chinoises et le vice-président Joe Biden n'ont rien donné conduisant le représentant américain à rappeler : « *Nous, les États-Unis, sommes profondément inquiets des tentatives de modifier de manière unilatérale le statu quo en mer orientale de Chine.* » Un véritable dialogue de sourds s'est instauré au point que l'organe officiel chinois, *China Daily*, a exigé que les États-Unis arrêtent de soutenir le Japon cherchant à pratiquer une « *politique dangereuse et casse-cou* ».

Une telle tension, en dehors des aspects stratégiques susmentionnés, s'explique aussi en raison des richesses naturelles en mer de Chine orientale. En effet, on estime la présence de vastes champs d'hydrocarbures entourant les îles convoitées. Certaines zones sont déjà exploitées par la *China National Offshore Oil Production* (CNOOC) comme les champs de gaz de Chunxiao/ Shirakaba(284). Avec la fermeture de certaines centrales nucléaires après le drame de Fukushima,

le Japon est encore plus dépendant de l'énergie que la Chine. Tokyo ne veut donc pas lâcher prise surtout – comme le rappelle l'Agence d'information énergétique américaine (ELA) dans un rapport d'octobre 2012 – 60 à 100 millions de barils de pétrole et 1 à 2 billions de pieds cubes de gaz tapissent toute la zone(285).

L'appui des États-Unis au Japon n'est pas sans risque. N'oublions pas que la Chine détient près de 1 300 milliards de bons du Trésor américain(286) et que sa banque centrale n'a pas hésité à affirmer qu'il n'était plus la peine d'accumuler des réserves de devises étrangères estimées à 3,66 trillions de dollars au troisième trimestre 2013.

Ces réserves étant essentiellement libellées en dollars, la Banque centrale de Chine a tout simplement annoncé qu'elle tournait le dos au billet vert et dans l'avenir, comme le suggèrent certains analystes, aux bons du Trésor US(287). Parmi les nombreux éléments condamnant la monnaie américaine, les événements en mer de Chine orientale pourraient être un des éléments contribuant à la fin d'un système financier né en 1945.

10 décembre 2013

La dislocation des États européens se précise

En l'espace de quelques semaines, des événements de première importance concernant l'avenir des États européens sont tombés en rafales. L'annonce par le gouvernement régional catalan de l'organisation d'un référendum, pour le 9 novembre 2014, portant sur la création d'un État catalan et sur son indépendance a créé une onde de choc dans toute l'Espagne. Immédiatement, le gouvernement espagnol a fait savoir qu'il était hors de question d'organiser un référendum tandis que la *Generalidad* de Catalogne maintenait sa décision. Un bras de fer entre Madrid et Barcelone s'instaure et la tension monte(288). N'oublions pas que la guerre civile espagnole a éclaté en raison, entre autres, des velléités d'indépendance de la Catalogne dans les années 1930 avec la volonté de promouvoir une République fédérale ibérique.

Outre le cas catalan, l'Écosse s'est lancée dans un référendum prévu pour le 18 septembre 2014 avec l'assentiment de Londres. L'initiateur de ce mouvement, Alex Salmond à la tête du SNP (*Scottish National Party*, membre des Verts/ALE au Parlement européen), a présenté fin novembre un livre blanc pour l'indépendance de l'Écosse (*Scotland's future*) qui, fort de 670 pages, énumère tous les avantages de rompre les ponts avec Londres tout en promettant – si le oui l'emporte – le maintien de la livre sterling et de la reine d'Angleterre. À la même période, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault annonce, le 13 décembre devant un parterre de responsables bretons à Quimper, sa volonté de renforcer la

régionalisation mais aussi de lancer la ratification de la Charte européenne des langues régionales présentée au numéro 56 du programme présidentiel de François Hollande. Bruxelles, acquis à la cause régionaliste, veut affaiblir les États afin d'être seul maître à bord et réussir ainsi la création d'un bloc européen composé d'une myriade de régions soumise à sa seule autorité. Il est vrai aussi qu'une telle évolution faciliterait l'instauration d'un marché transatlantique où seuls deux interlocuteurs – l'administration américaine et la commission européenne – se feraient vis-à-vis. Ainsi, le principe régionaliste mettant à mort les nations permettrait l'émergence de cités-États et de régions dans le cadre d'une Europe fédérale et farouchement technocratique. Rien n'arrivant pas hasard, une telle évolution promue par les grands financiers et les multinationales repose sur l'action de différents mentors comme Leopold Kohr (1909-1994).

D'origine autrichienne et ayant fuit son pays natal rattaché à l'Allemagne en 1938, il enseigne l'économie dans différentes grandes écoles anglo-saxonnes s'imprégnant des idées véhiculées par des ultralibéraux. Il professe le principe que, pour éviter les guerres, des miniblocs régionaux doivent structurer les continents dans un cadre fédéral dont l'Europe. Il imprègne de nombreux dirigeants politiques et économiques de ses concepts. Exprimant son idéal par la phrase « *Small is beautiful* » (« ce qui est petit est beau »), la formule est reprise par son étudiant Fritz Schumacher qui, devenu professeur d'économie, en fait le titre d'un livre à succès au début des années 1970. L'ouvrage clé de Leopold Kohr appelant à la décomposition des nations, *The Breakdown of nations*[\(289\)](#) paru en 1957, exprime l'idée d'un retour à une forme de féodalisme propre à l'organisation du Saint Empire romain germanique. Dans ce livre, il n'hésite pas à recomposer les frontières des États-Unis[\(290\)](#) et de l'Europe[\(291\)](#) selon des critères soit géométriques soit

ethniques.

Sa puissance de persuasion fut grande puisqu'il influença même le grand magnat de la bière, Freddy Heineken (1923-2002). Ce dernier publia peu de temps après l'adoption du traité de Maastricht (1992) un livre imprégné de l'idéal de Leopold Kohr, *Les États-Unis d'Europe, une Eurotopia*. Subdivisant l'Europe en 75 blocs géographiquement et démographiquement équilibrés, on y retrouve – en 1992 – les frontières qui régissent pour l'essentiel l'ancienne Yougoslavie depuis l'intervention de l'Otan en mars 1999 ou encore les frontières électorales en 7 blocs structurant d'une manière presque identique la France métropolitaine, depuis son adoption en 2004, concernant la représentation de ses députés au Parlement européen(292).

Au vu de ces faits, nous nous rendons compte que nos politiciens ne sont que les porte-paroles et les diffuseurs, pour la plupart inconscients, d'une politique de longue haleine conduisant à l'asservissement mondialiste.

17 décembre 2013

La charte européenne des langues régionales ou minoritaires : arme de destruction massive

L'annonce par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, le 13 décembre à Quimper, de la relance du processus de ratification de la charte européenne des langues régionales ou minoritaires a surpris certains. C'est oublier que l'Union européenne exerce une pression permanente pour aboutir à une Europe des régions à base technocratique et ethnolinguistique. Cette charte agissant comme un dissolvant n'a pas surgi par hasard.

Les premières traces d'une reconnaissance internationale du droit ethnolinguistique remonte au XIX^e siècle. Cependant, il faut véritablement attendre le traité de Versailles (1919) pour voir apparaître un programme complet de protection des ethnies et de leurs caractéristiques linguistiques. Cette affirmation fut rendue possible grâce à l'action de la franc-maçonnerie juive américaine (les « *B'nai Brith* », « les fils de l'Alliance »), sous la forme d'un « Mémoire », en liaison avec le Président Wilson, le président de la Cour suprême des États-Unis, Louis Brandeis et Léo Motzkin, secrétaire général du *Comité des délégations juives* à Versailles comme le relate la thèse de Nathan Feinberg en 1929(293). Dans les années qui suivirent, les pangermanistes, dirigés par Ewald Ammende en liaison avec Léo Motzkin(294), élaborèrent un ensemble de mesures dans le cadre de la SDN afin de renforcer les

directives issues de cette collaboration. La Seconde Guerre mondiale balaya toutes ces structures qui ne reprirent forme qu'après 1945.

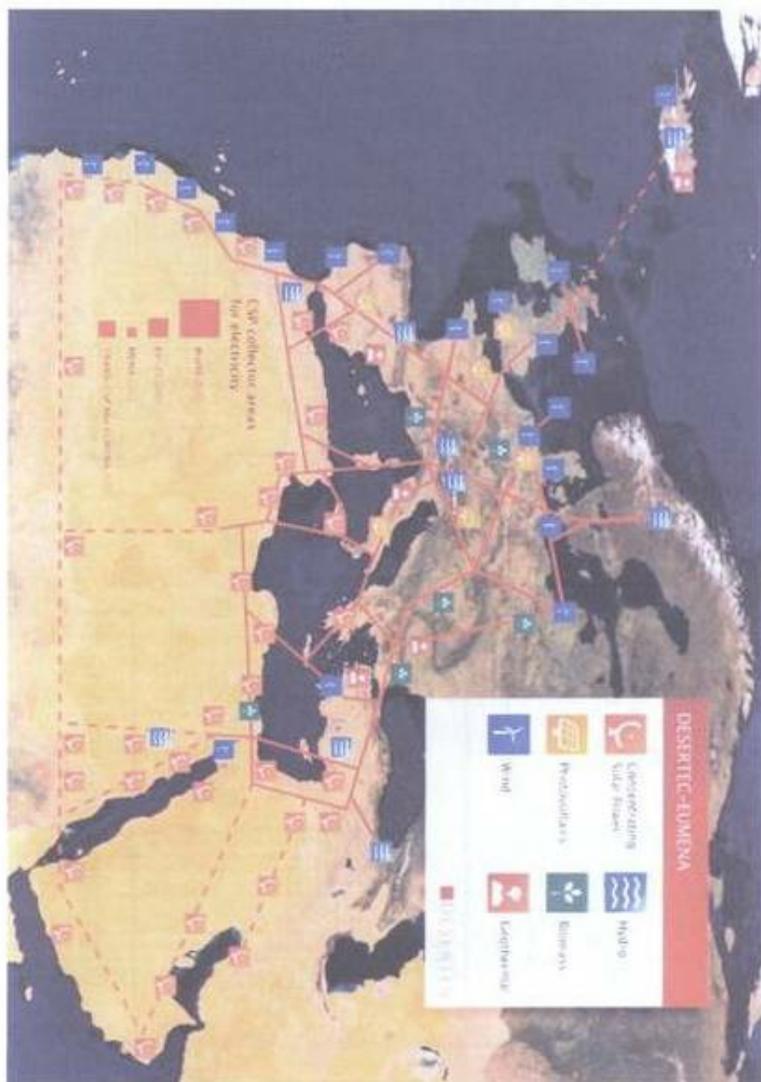
En effet, à l'initiative du Breton Joseph Martray, un Congrès en faveur des groupes ethniques est organisé en avril 1949 à Paris, avec le soutien d'Écossais, de Frisons, de Catalans et la présence d'un jeune sous-secrétaire d'État, François Mitterrand. Il aboutit à la création, en novembre 1949, de *L'Union fédéraliste des communautés ethniques européennes* » (UFCE) qui, dans les années 1950, est phagocyté, financé et placé sous l'influence de l'Allemagne. Les statuts de cet institut précisent la volonté d'établir une constitution fédérale pour l'Europe autorisant l'autonomie des groupes ethniques. C'est de cette matrice réunissant de nombreux juristes allemands, autrichiens et de la province germanophone du Haut-Adige italien qu'un véritable corps de doctrine en faveur des groupes ethniques est élaboré et voit le jour en 1967.

Avec l'appui de la Paneurope, le programme réunissant toute une batterie de mesures ethnolinguistiques est soumis en 1984, en 1988 et en 1993 (en particulier avec Siegber Alber(295), président de la Paneurope Allemagne)(296) aux instances européennes. C'est un échec à chaque fois en raison de l'ampleur du projet. Pour réussir à imposer un ordre ethnique en Europe, la charte des langues régionales est traitée à part dès 1988. Détachée du corps de doctrine, elle est promue par un groupe de travail comprenant entre autres un rapporteur, l'avocat allemand Herbert Kohn(297) membre du comité juridique de l'UFCE, et le président du groupe de travail, le juriste autrichien Tlieodor Veiter(298). Cette préparation permit l'élaboration de la résolution 192 (1988)(299), prélude à la charte européenne des langues régionales, présentée lors du congrès de l'UFCE à Anvers en octobre 1988. Le secrétaire général de l'UFCE, Armin Nickelsen, ne se priva pas dans deux lettres pour nous confirmer le rôle des différents protagonistes dans la promotion de ce texte(300).

Proclamant la reconnaissance et l'emploi des langues minoritaires dans tous les domaines comme l'éducation, les médias, les services administratifs, le renforcement des échanges transfrontaliers (par exemple entre le Roussillon et la Catalogne, principe idéal pour les euro-régions...), cette charte s'associe à la montée en puissance des régions se détachant de l'autorité de l'État. Il va de soi que les populations extra-européennes au nom de la non-discrimination exigeront les mêmes droits linguistiques dans les zones où elles sont à forte majorité (Roubaix, le 93...). De multiples Kosovos risquent de se multiplier. Malheur aux populations ne parlant pas ou mal la langue promue par les autorités régionales. Les discriminations en tout genre vont pulluler et la France peu à peu se disloquer. Pour les dirigeants apatrides de l'Union européenne(301), c'est exactement le but recherché.

Annexes

Annexe 1 : Le réseau Desertec



Source : www.desertec.org

Annexe 3 : Tableau des bons du Trésor américain détenus par les différents pays dans le monde (novembre 2013)

MAJOR FOREIGN HOLDERS OF TREASURY SECURITIES
(in billions of dollars)
HOLDINGS 1/ AT END OF PERIOD

Country	Nov 2013	Oct 2013	Sep 2013	Aug 2013	Jul 2013	Jun 2013	May 2013	Apr 2013	Mar 2013	Feb 2013	Jan 2013	Dec 2012	Nov 2012
China, Mainland	1216.7	1204.5	1293.9	1288.1	1279.3	1275.8	1297.3	1296.7	1270.3	1251.9	1214.2	1220.4	1183.1
Japan	1186.4	1174.4	1178.1	1149.1	1155.4	1083.3	1103.7	1112.7	1114.3	1105.5	1103.5	1111.2	1117.7
Carib Bankg Ctrs 4/	396.9	291.9	300.9	301.9	286.6	286.3	283.3	285.0	286.9	284.2	274.1	268.3	266.4
Brazil	246.9	246.7	249.2	252.9	256.4	253.7	255.2	251.1	257.9	256.5	254.1	253.3	255.9
OIL Exporters 3/	236.2	235.8	245.7	246.5	257.7	256.9	254.5	271.7	285.1	258.9	261.6	262.9	259.1
Belgium	189.4	185.3	172.5	184.8	167.7	174.2	175.2	185.5	188.4	187.3	185.6	138.8	138.5
Taiwan	183.7	184.5	185.3	182.8	185.8	184.1	188.8	183.7	188.9	190.8	192.7	195.4	199.1
Switzerland	174.6	174.3	177.2	181.2	179.2	180.3	182.6	185.8	183.6	184.9	190.0	195.4	192.7
United Kingdom 2/	141.3	138.5	138.3	139.2	157.9	142.6	155.6	146.2	159.1	138.8	139.4	132.8	133.5
Hong Kong	141.7	137.3	126.5	126.5	129.0	124.3	136.4	141.2	148.6	144.7	142.9	141.9	141.2
Finland	139.9	149.9	140.5	131.9	131.0	138.0	143.4	149.4	153.0	164.9	164.4	141.5	164.2
Luxembourg	130.4	133.3	141.1	143.8	148.8	150.5	143.2	149.7	154.5	151.2	147.6	154.7	148.6
Ireland	114.9	110.9	111.1	120.0	117.9	121.2	120.5	120.5	113.0	109.6	108.3	103.1	97.4
Singapore	87.2	84.7	80.3	79.4	81.5	87.4	85.4	92.3	95.0	109.5	103.7	99.1	95.3
Norway	82.3	78.4	72.2	71.7	74.0	75.7	73.7	74.9	76.4	77.0	74.5	75.1	75.4
Germany	64.3	65.7	61.9	58.7	54.2	58.9	61.9	62.2	64.2	65.1	60.5	63.2	65.3
India	63.9	59.9	56.8	57.0	58.9	61.2	59.3	58.8	55.0	56.8	58.5	59.5	58.8
Mexico	59.5	61.8	63.8	60.4	63.2	61.8	58.4	57.9	57.1	64.7	62.4	61.1	60.5
Canada	57.0	58.0	62.4	60.4	65.6	69.0	60.7	60.2	64.4	65.5	61.7	64.2	67.8
Turkey	52.4	51.5	54.3	58.4	55.0	59.1	60.2	60.4	56.7	55.9	57.7	57.4	55.6
France	51.6	57.2	54.5	51.9	49.8	51.8	60.2	50.6	56.4	53.1	52.2	51.4	59.0
Thailand	49.6	44.5	38.9	45.1	47.7	50.2	54.4	59.3	66.4	65.3	61.8	51.6	54.9
Korea	46.4	50.0	55.6	50.9	51.4	51.2	52.9	52.1	53.1	50.6	48.1	47.8	45.0
Philippines	40.0	39.2	38.1	38.6	38.9	37.1	39.0	39.3	39.3	39.3	39.8	39.8	34.6
Colombia	34.0	32.9	33.4	33.0	33.1	32.7	32.0	30.9	31.2	29.6	30.3	30.2	30.2
Australia	33.7	34.1	34.2	32.9	33.1	35.4	34.6	35.8	29.4	28.9	28.6	27.4	29.0
Sweden	33.6	32.4	37.6	33.4	32.5	32.7	32.4	32.1	32.8	30.2	28.6	27.8	28.5
Poland	31.4	31.2	30.8	32.0	32.1	31.4	31.4	31.4	31.2	31.2	31.8	31.5	30.8
Italy	30.2	29.4	28.8	28.8	27.5	28.3	27.2	28.1	29.8	29.8	28.4	27.8	28.1
Netherlands	29.9	30.4	32.2	31.0	30.4	31.4	30.0	37.3	30.4	30.3	31.7	32.0	29.9
Chile	29.9	26.2	26.7	28.0	29.2	29.6	31.3	32.1	31.9	30.8	32.8	33.6	32.1
Spain	22.8	22.4	21.5	22.1	21.9	22.1	23.0	23.8	23.5	24.5	25.1	27.4	25.8
Israel	20.0	21.8	21.9	23.1	21.2	24.4	24.6	24.5	22.7	23.1	23.1	24.1	26.2
Peru	14.2	14.1	14.9	15.0	15.4	16.2	16.1	15.9	14.0	13.7	15.8	14.6	13.7
Denmark	12.8	11.5	11.4	13.3	13.0	13.5	13.3	13.7	14.0	13.9	14.1	13.8	14.7
Malaysia	11.8	11.8	12.4	12.9	15.9	16.8	17.6	17.8	18.6	18.8	18.3	19.1	18.5
South Africa	11.7	10.4	11.8	12.2	13.8	13.7	13.6	15.8	13.4	13.7	12.1	12.1	13.0
All Other	321.1	215.9	218.7	213.9	214.3	214.2	214.3	222.3	229.9	238.4	237.6	242.4	248.4
Grand Total	5716.9	5655.1	5633.9	5595.8	5592.8	5595.0	5688.1	5709.7	5725.0	5691.1	5621.5	5571.9	5538.2

By vehicle

For. Official	4074.2	4052.3	4014.5	3973.9	3995.5	4009.1	4022.8	4077.3	4090.7	4097.4	4045.8	4032.2	4009.0
Treasury Bills	384.1	378.6	370.5	373.2	362.0	362.7	379.8	399.2	404.0	385.6	277.1	372.7	393.5
T-Bonds & Notes	3490.1	3673.7	3644.0	3600.6	3632.5	3646.4	3643.0	3677.8	3686.7	3711.8	3668.7	3659.5	3625.0

Department of the Treasury/Federal Reserve Board
January 16, 2014

- 1/ Estimated foreign holdings of U.S. Treasury marketable and non-marketable bills, bonds, and notes reported monthly under the Treasury International Capital (TIC) reporting system. Holdings of Treasury bonds and notes are reported on TIC Form SIV. "Aggregate Holdings of Long-Term Securities by U.S. and Foreign Residents," including preliminary SIV data for the most recent month. The data in this table are collected primarily from U.S.-based custodians. Since U.S. securities held in overseas custody accounts may not be attributed to the actual owners, the data may not provide a precise accounting of individual country ownership of Treasury securities (see TIC FAQ #1 at <http://www.treasury.gov/resource-center/data-chart-center/tic/Documents/ticfaq.aspx>).
- 2/ United Kingdom includes Channel Islands and Isle of Man.
- 3/ OIL exporters include Ecuador, Venezuela, Indonesia, Bahrain, Iran, Iraq, Kuwait, Oman, Qatar, Saudi Arabia, the United Arab Emirates, Algeria, Chad, Libya, and Nigeria.
- 4/ Caribbean Banking Centers include Bahamas, Bermuda, Cayman Islands, Netherlands Antilles and Panama. Beginning with new series for June 2006, also includes British Virgin Islands.

Source : <http://www.treasury.gov/resource-center/data-chart-center/tic/Documents/mfh.txt>

Annexe 4 : Carte de la décomposition territoriale en Libye et dans la péninsule Arabique selon Robin Wright

How 5 Could Become 14

Slowly, the map of the Middle East could be redrawn.

SYRIA: THE TRIGGER? Sectarian and ethnic rivalries could break it into at least three pieces:

1. **ALAWITES**, a minority that has controlled Syria for decades, dominate a coastal corridor.
2. **A SYRIAN KURDISTAN** could break off and eventually merge with the Kurds of Iraq.
3. **THE SUNNI HEARTLAND** secedes and then may combine with provinces in Iraq to form Sunnistan.

SPILLOVER TO IRAQ In the simplest of several possibilities, northern Kurds join Syrian Kurds. Many central areas, dominated by Sunnis, join Syria's Sunnis. And the south becomes Shiiteistan. It's not likely to be so clean.

■ Possible city-states



LIBYA UNGLUED As a result of powerful tribal and regional rivalries, Libya could break into its two historic parts — Tripolitania and Cyrenaica — and possibly a third Fezzan state in the southwest.



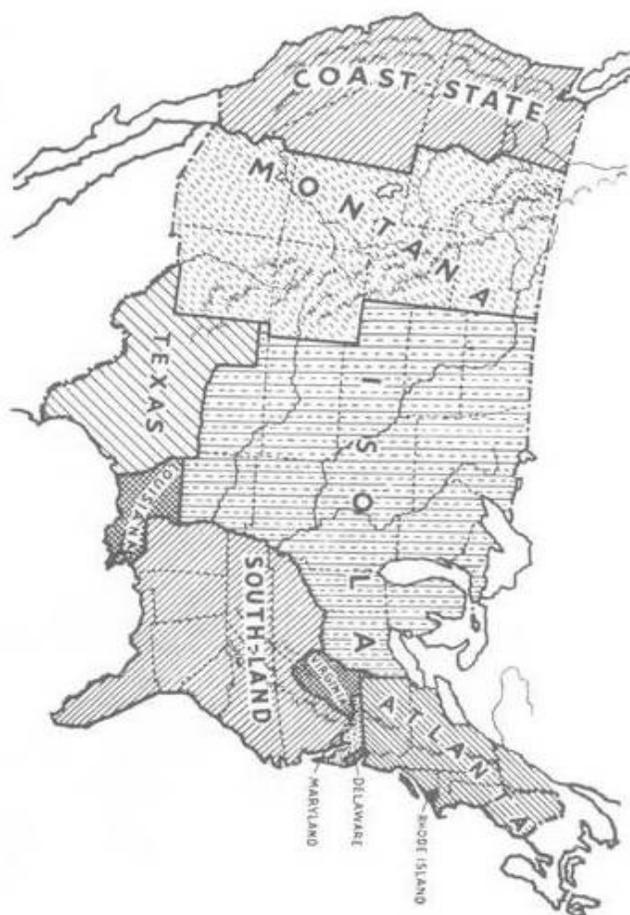
PRE-MONARCHY SAUDI ARABIA Long term, Saudi Arabia faces its own (suppressed) internal divisions that could surface as power shifts to the next generation of princes. The kingdom's unity is further threatened by tribal differences, the Sunni-Shiite divide and economic challenges. It could break into the five regions that preceded the modern state.

YEMEN SPLITS The poorest Arab country could break (again) into two pieces following a potential referendum in South Yemen on independence.

In a more powerful twist, all or part of South Yemen could then become part of Saudi Arabia. Nearly all Saudi commerce is via sea, and direct access to the Arabian Sea would diminish dependence on the Persian Gulf — and fears of Iran's ability to cut off the Strait of Hormuz.

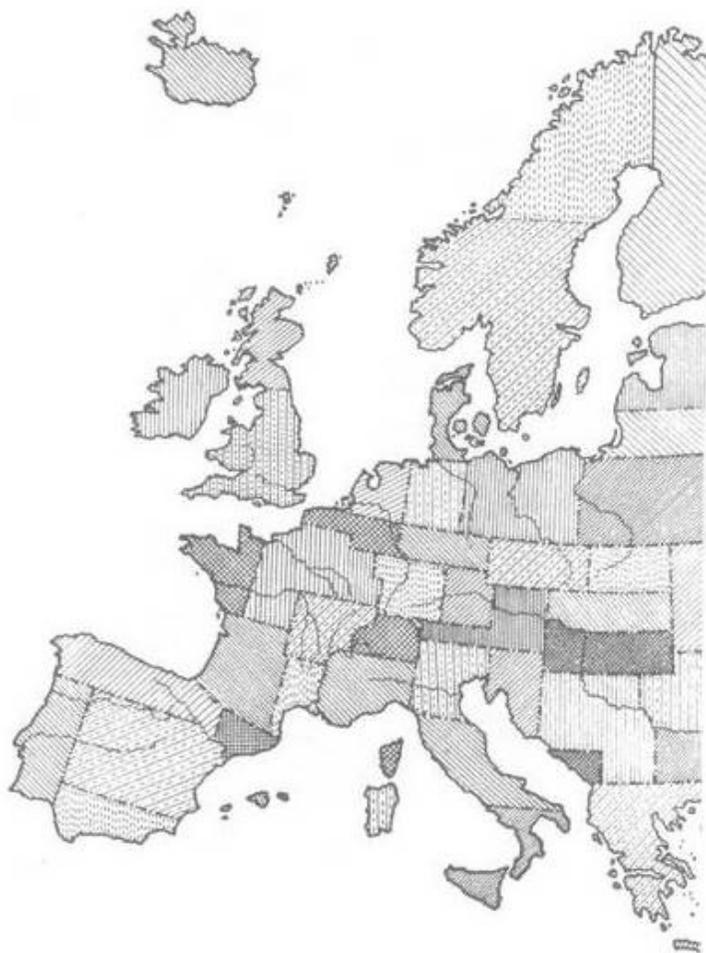
Source : New York Times, 28 septembre 2013

Annexe 5 : Carte de la décomposition du territoire des États-Unis



Source : Leopold Kohr, The breakdown of nations, édité par Green Books Ltd, à l'origine publié en 1957 par Routledge & Kegan Paul, p. 231.

Annexe 6 : Carte de la décomposition géométrique de l'Europe



Source : Ibid., p. 233

Annexe 7 : Carte de la décomposition ethnique de l'Europe



Source : Ibid., p. 235

***Annexe 8 : Carte de l'Europe subdivisée en 75 blocs
du magnat Freddy Heineken (1992)***



Source : Alfred H. Heineken, The United States of Europe(an Eurotopia)?, Amsterdam, Hallwag, 1992

FIN

1 Voir *Jeanne d'Arc contre le nouvel ordre mondial*, p 128.

2 Élie Benamozegh, *Israël et l'humanité*, Paris, Albin Michel, 1961, p. 290.

3 *Ibid.*, p. 99.

4 *Ibid.*, pp. 238 et 239.

5 Kabbale, tradition ésotérique du judaïsme se présentant comme « La Loi orale et secrète » donnée par Dieu à Moïse sur le mont Sinaï.

6 Alexandre Soljenitsyne, *Deux Siècles ensemble*, Paris, éditions Fayard, 2002, p. 22 et suivantes.

7 <http://livres.mystiques.com/partieTEXTES/Delassus/ConjurationTL.pdf> p. 107 (Voir aussi les éditions Saint-Rémi).

8 Il est utile de rappeler que les manifestants, s'opposant au principe du mariage de deux personnes du même sexe (le mariage pour tous) et à la politique familiale voulue par le système au cours de l'année 2013 et au début de l'année 2014, n'ont pas compris pour la plupart que cette évolution n'est que la conséquence logique des principes de 1789. À partir du moment où l'on s'appuie sur des principes révolutionnaires affirmant que l'homme est sa propre loi et sa propre référence sans aucune autorité au-dessus de lui, au nom de quoi doit-on s'opposer à ce nouveau type de mariage ? Si l'on admet comme socle les principes philosophiques et politiques de 1789 faisant de l'homme son propre maître, on peut tout autoriser (zoophilie, acrotomophilie (attirance sexuelle exclusive portée aux personnes amputées), émétophilie (le vomit est excitant), autonepiophilie (l'excitation des couches culottes)... la liste des déviations sexuelles est longue). Lors de ces mobilisations, certains manifestants portaient des vêtements révolutionnaires (bonnet phrygien), c'est-à-dire des vêtements symbolisant le « tout est permis à l'homme » dans la cadre de la liberté définie par les principes de 1789 alors que,

dans le même temps, ils professaient leur refus du « mariage pour tous »... illogisme complet dû à un manque total de formation. Cependant, en raison de la pression incessante du système cherchant à imposer des « valeurs » à l'encontre de la morale naturelle, l'instinct de survie se réveille en tout homme. Pour imposer ses vues conduisant à une humanité indifférenciée, le système doit passer à la vitesse supérieure.

9 http://www.mediterranee-antique.info/Auteurs/Fichiers/GH1/Graetz/Histoire_Juifs/HJ_514.htm, (Heinrich Graetz, chapitre XIV).

10 *Archives israélites de France*, Aux bureaux des archives israélites de France, Paris, 1847, Tome VIII, p. 801 : <http://books.google.fr/books?id=XWgpAAAAYAAJ&printsec=frontcover>

11 Les choses se mettent en place puisque le Congrès des États-Unis, le 26 mars 1991, a adopté une loi dans le cadre de « l'Education Day » reconnaissant le noachisme comme socle de la société américaine : <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/z?cl02:H.J.RES.104.ENR>.

12 J. Salvador, *Jésus-Christ et sa doctrine ; histoire de la naissance de l'Église et de ses progrès pendant le 1^{er} siècle*, (nouvelle édition), Paris, avril 1864, Michel-Lévy Frères.

13 *Archives israélites, recueil religieux, moral et littéraire*, publié sous la direction de Isidore Cahen, année 1864, Tome 25, Paris, au Bureau des archives israélites, pp. 650 et 651 : http://books.google.fr/books?id=T3UpAAAAYAAJ&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbs_ge_summary_r&cad=0#v=ge&q&f=false

14 *Wall Street et l'ascension de Hitler*, Antony Sutton, éditions Le Retour aux Sources, 2012 et *Wall Street et la révolution bolchevique*, Antony Sutton, Le Retour aux Sources, 2012.

15 Dans la tradition juive, le chofar est une sorte de « trompette » de forme ondulée. Selon le livre de Josué, les murailles de Jéricho se sont

effondrées après le défilé de l'Arche d'Alliance et de sept prêtres autour de la cité en sonnant dans sept chofars et pendant sept jours.

16 http://fr.radiovaticana.va/news/2013/09/02/le_dialogue_jud%C3%9Achr%C3%A9tien_renouvel%C3%A9_et_renforc%C3%A9/fri-724952

17 Il est à noter aussi que l'aéroport international de Denver présente de vastes fresques décorant les terminaux pour les passagers montrant des scènes d'Apocalypse et de fin du monde.

18 Refusant de s'appuyer sur l'enseignement tiré de la Tradition de l'Église concernant les Juifs, il n'est pas étonnant de trouver de nombreux judéophiles et sionistes parmi les personnes de la nouvelle droite et les païens. Cette faune ne gêne nullement le système.

19 *Charte européenne des régions frontalières et transfrontalières*, Gronau, éditions ARFE, 20 novembre 1981, modifiée le 1^{er} décembre 1995, p. 5.

20 Voir carte de l'ARFE : Régions frontalières européennes 2000. <http://www.diploweb.com/cartes/regionsarf%C3%A9.pdf>

21 Raumentwicklung und Raumordnung in Deutschland, Bundesamt für Bauwesen und Raumordnung, Bonn, mars 2001, p. 59. <http://www.diploweb.com/cartes/zusamm1.htm>

22 Contact Bulletin, *Bureau européen pour les langues moins répandues*, n° 3, juin 1998, p. 9.

23 *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 22 août 1998.

24 *Grundzüge einer INTERREG IIIC Regionalen Rahmenoperation (RRO)*, éditions l'ARFE, mars 2002.

25 *30 ans de travail en commun*, éditions PARFE, septembre 2001, p. 13.

26 *Le Monde*, 26 juin 2003 (édition Internet).

27 Recommandation 34 (1997) sur le projet de Charte européenne de l'autonomie régionale, Discussion par le Congrès et adoption le 5 juin

1997, 3 séance (voir doc. CPR (4) 4 révisé, recommandation présentée par M. Peter Rabe, rapporteur, Allemagne).

28 *Le Figaro*, 9 janvier 2003.

29 *Le Figaro*, 16 juillet 2003.

30 Voir carte : *Les politiques structurelles et les territoires de l'Europe, Coopération sans frontières : Les 13 programmes INTERREG IIIB 2000-2006*, Commission européenne, 2002. <http://www.diploweb.com/cartes/interreg.pdf>.

31 *Ibid.*, p. 8.

32 *Assemblée générale de l'Assemblée des régions d'Europe* (Mannheim, 5 février 1992), approbation des nouveaux statuts de TARE, Strasbourg, éditions TARE, 1992.

33 Voir carte : *Tabula Regionum Europae*, 2002 (l'ARE) à l'adresse www.are-regions-europe.org

34 Comité des hauts fonctionnaires chargé de préparer la Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire, CMAT/HF (69) 7, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 19 juin 1969, p. 1.

35 www.coe.int/T/F/Coopération_culturelle/Environnement/CEMAT/_S1 (source : Conseil de l'Europe).

36 *Comité des hauts fonctionnaires chargé de préparer la Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire*, op. cit, pp. 1-2.

37 *Charte européenne de l'aménagement du territoire, Charte de Torremolinos*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, adoptée le 20 mai 1983.

38 *Ibid.*, p 7.

39 *Ibid.*,

40 Voir carte : Conférence européenne des ministres responsables de l'Aménagement du Territoire (CEMAT), Principes directeurs pour le développement territorial durable du continent européen, Strasbourg,

Conseil de l'Europe, 2002.

<http://www.landscapecitizens.se/docFR7identificat.html>

[41 www.coe.int/T/F/coopération_culturelle/Environnement/CEMAT/Documents/ppes_directeurs_rec.asp](http://www.coe.int/T/F/coopération_culturelle/Environnement/CEMAT/Documents/ppes_directeurs_rec.asp), p. 5 (source : Conseil de l'Europe).

[42 www.german-foreignpolicy.com/de/news/article/1046559600.php](http://www.german-foreignpolicy.com/de/news/article/1046559600.php)

[43 www.german-foreign-policy.com/de/news/article/1034891763.php](http://www.german-foreign-policy.com/de/news/article/1034891763.php)

[44 *Le Figaro*](#), 6 avril 2003.

[45 www.german-foreign-policy.com/de/news/article/1042761986.php](http://www.german-foreign-policy.com/de/news/article/1042761986.php)

[46 www.german-foreignpolicy.com/de/news/article/1060639200.php](http://www.german-foreignpolicy.com/de/news/article/1060639200.php)
du 12 08 2003

[47 *Die Welt*](#), 9 mai 2003 (source Internet).

[48 Financial Times Deutschland](#), 24 octobre 2002 : USA machen Pläne für Europas Zukunft, von Hubert Wetzel.

[49 *Le Monde*](#), 4 mai 2003.

[50 www.karlspreis.de/portrait/2000_6.html](http://www.karlspreis.de/portrait/2000_6.html)

[51 *Die Welt*](#), 11 juillet 2003 (source Internet).

[52 www.leforum.de/fr/fr-revueeurope34.htm](http://www.leforum.de/fr/fr-revueeurope34.htm)

[53 www.bertelsmann-stiftung.de/news](http://www.bertelsmann-stiftung.de/news), 18 juillet 2003.

[54 Voir aussi « La dislocation des États européens se précise », p. 194.](#)

[55 La date du 11 septembre, fête nationale catalane, fait référence au 11 septembre 1714 mettant fin à la guerre de « Succession d'Espagne » qui s'achève par la prise de Barcelone par les troupes franco-espagnoles.](#)

[56 Pour une lecture complète et détaillée du phénomène de régionalisation, de promotion de l'ethnicisme, d'éclatement des États européens et du rôle des instances politiques allemandes dans cette affaire, voir notre livre *Minorités et régionalismes*, éditions François-Xavier de Guibert, 5^e édition, 2001.](#)

[57](#) Documents, revue des questions allemandes, janvier-février-mars 1998, p. 15.

[58](http://www.esm.europa.eu/) <http://www.esm.europa.eu/>

[59](#) Voir aussi notre article « L'Europe du Saint-Empire germano-américain, p. 180.

[60](#) Nous utilisons les termes officiels droite/gauche qui, sur le fond, n'ont pas de sens car tous issus des principes idéologiques provenant de la Révolution de 1789. Ces deux branches constituent les « deux jambes » distinctes du même fond idéologique permettant les alternances pour, finalement, toujours tendre vers la même direction : la création d'une gouvernance mondiale.

[61](http://www.region-alsace.eu/) <http://www.region-alsace.eu/>

[62](http://www.youtube.com/watch?v=3uDDlynv~o) <http://www.youtube.com/watch?v=3uDDlynv~o>

[63](http://www.bnaibrith.org/) <http://www.bnaibrith.org/>

[64](#) Voir notre article « La charte des langues régionales ou minoritaires : arme de destruction massive », p. 197.

[65](http://www.e-f-a.org/whos-who/member-parties/) <http://www.e-f-a.org/whos-who/member-parties/>

[66](http://www.e-f-a.org/whos-who/president/) <http://www.e-f-a.org/whos-who/president/>

[67](http://www.levif.be/info/actualite/belgique/eric-defoort-n-va-allez-y-sans-nous/article-1194993067249.htm) <http://www.levif.be/info/actualite/belgique/eric-defoort-n-va-allez-y-sans-nous/article-1194993067249.htm>

[68](#) La carte de l'Europe ethnique des Verts/ALE, 2004 peut être consultée dans notre ouvrage La Décomposition des nations européennes, éditions François-Xavier de Guibert, 2^e édition, 2004, annexe 21. Voir aussi l'annexe 5 de l'Europe ethnique du Parlement européen, carte parue en 1997 et présentant les noms, les adresses et les coordonnées des partis régionalistes indépendantistes (Scottish National Party (SNP), *Volksunie*, *Esquerra*, *Republicana de Catalunya (ERC)*, *Union démocratique bretonne (UDB)*...).

[69](#) La carte de l'Europe des régions (ARE, 2002), peut être consultée

à l'annexe 6 de *La Décomposition des nations européennes*.

[70](http://www.desertec.org/) <http://www.desertec.org/>

[71](#) Voir annexe 1

[72](http://www.desertec.org/fileadmin/downloads/WhiteBook_Excerpt_Trieb_Steinhagen.pdf) http://www.desertec.org/fileadmin/downloads/WhiteBook_Excerpt_Trieb_Steinhagen.pdf

[73](#) Il n'empêche que les difficultés sont multiples pour mener à bien cette vaste entreprise. Les divers problèmes techniques (effets du sable sur les panneaux solaires, entretien du matériel. . .) sans oublier l'instabilité politique des pays arabes rendent la mission ardue. Par conséquent, des groupes industriels allemands comme Bosch et Siemens ont préféré se retirer du projet Dii (Desertec Initiative Industrie). La nature ayant horreur du vide, la Chine, particulièrement active en Afrique, est devenue actionnaire de Dii en décembre 2013 par l'intermédiaire de *China Electric Power Research Institute* (CEPRI), filiale de *State Grid Corporation of China* (SGCC).

[74](#) *Neue Osnabrücker Zeitung*, 27 octobre 2012.

[75](http://eeas.europa.eu/us/index_fr.htm) http://eeas.europa.eu/us/index_fr.htm

[76](http://www.tponline.org/) <http://www.tponline.org/>

[77](http://www.tponline.org/organisation/whos-who/) <http://www.tponline.org/organisation/whos-who/>

[78](#) *From Alliance to Coalitions—The future of transatlantic relations*, Bertelsmann Foundation Publishers, Gütersloh, 2004, p. 52 et suivantes.

[79](#) La Fondation Bertelsmann en liaison avec ses homologues anglo-saxons accompagnés de quelques Français ou Italiens (Jean-Claude Trichet, Pascal Lamy, Mario Draghi. . .) a élaboré toute une série de travaux de 2001 à 2004 portant sur deux thèmes : un premier groupe transatlantique traitant de l'économie, des finances et du commerce, un deuxième groupe transatlantique s'occupant de l'aspect sécuritaire. Tous ces travaux appelant à parfaire le bloc euro-atlantique ont été édités en 2004 sous le titre *From Alliance to coalitions –The future of*

transatlantic Relations. Remarquons que cet ouvrage fondamental déterminant notre avenir n'a pas été évoqué par les médias officiels français.

80 Édité par le « Center for transatlantic Relations » et le « Centre for European Policy Studies » sous la direction de Daniel S. Hamilton et Joseph P. Quinlan, 2005.

81 [http :www.karlspreis.de/preistraeger/1950/rede_von_richard_nikola_graf_coudehove_kalergi.html](http://www.karlspreis.de/preistraeger/1950/rede_von_richard_nikola_graf_coudehove_kalergi.html)

82 Au sujet des structures propres caractérisant les États-Unis et leur politique (drogue, CIA, Afghanistan...), lire l'ouvrage magistral de Peter Dale Scott, *American war machine*, éditions Demi-Lune, 2012. L'expression « État profond » a été initialement utilisée en Turquie pour désigner une forme de gouvernement occulte réunissant des personnes de très haut niveau.

83 [http : www.youtube.com/watch ?v=IU5XF£2v4j4](http://www.youtube.com/watch?v=IU5XF£2v4j4)

84 Voir la conclusion de notre livre *La Marche irrésistible du nouvel ordre mondial* relatant l'origine et l'élaboration de ces documents, éditions François-Xavier de Guibert, 2e édition, 2007, p. 203 et suivantes.

85 [http //www.gpo.gov/fdsys/pkg/BILLS-112hr1540enr/pdf/BILLS-112hr1540enr.pdf](http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/BILLS-112hr1540enr/pdf/BILLS-112hr1540enr.pdf)

86 Edward Mandell House, *Philip Dru, Administrator*, édité à l'origine par B.W Huebsch à New York en 1912 et réédité par Robert Welch University Press, Appleton, Wisconsin, 1998.

87 <https://petitions.whitehouse.gov/>

88 Édité par Little, Brown US, janvier 2011.

89 NDAA pour National Defense Authorization Act.

90 [https //petitions.whitehouse.gov/petition/peacefully-grant-state-texas-withdraw-united-states-america-and-create-its-own-new-](https://petitions.whitehouse.gov/petition/peacefully-grant-state-texas-withdraw-united-states-america-and-create-its-own-new-)

government/ BmdWCP8B

[91](http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2012/may/tradoc_149519.pdf) http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2012/may/tradoc_149519.pdf

[92](http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/11/21/presidential-memorandum-national-insider-threat-policy-and-minimum-stand) <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/11/21/presidential-memorandum-national-insider-threat-policy-and-minimum-stand>

[93](#) Les attentats du marathon de Boston, le 15 avril 2013, ont été une excellente base d'entraînement : espace aérien clos autour de la ville, présence de nombreux militaires et véhicules militaires...

[94](http://www.cfr.org/canada/building-north-american-community/p8102) <http://www.cfr.org/canada/building-north-american-community/p8102>

[95](http://www.youtube.com/watch?v=uDG1IFBvpC8) <http://www.youtube.com/watch?v=uDG1IFBvpC8>

[96](#) Édité par « Institute for international Economies », US, août 2001.

[97](#) Voir annexe 2. Les Français ignorent largement que c'est le Bagdad Bahn qui a joué un rôle essentiel dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

[98](#) Pour une compréhension du sujet, il faut lire l'ouvrage incontournable d'André Chéradame d'où est tirée la carte publiée dans l'annexe 2, *Le plan panvermaniste démasqué*, édition Pion, 1916.

[99](#) Bernard Lewis, *Islam*, Quarto, éditions Gallimard, 2005, p. 55.

[100](#) Deux cartes, une présentant les frontières des pays du Proche-Orient dans la situation héritée de 1945 et une deuxième redécoupant les pays musulmans selon les critères ethniques et religieux, ont été publiées dans la revue militaire américaine *Armed Forces Journal*, juin 2006, pp. 54 et 55. Ces cartes ont été présentées dans notre livre *La Marche irrésistible du nouvel ordre mondial*.

[101](http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2007-2-p-149.htm) <http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2007-2-p-149.htm>

[102](#) Voir aussi l'article « Un plan sioniste contre le monde arabe. »p.91.

[103](#) Pour une meilleure connaissance de la famille Warburg, se référer

à la trilogie *Wall Street* sous la plume d'Antony Sutton consacrée à Franklin Delano Roosevelt, à Adolf Hitler et aux bolcheviques, ouvrages parus aux éditions Retour aux sources.

104 Max Warburg fut aussi le patron des Services secrets allemands durant la Première Guerre mondiale.

105 http://www.paneuropa.org/fr_int/pdf/programm.pdf

106 <http://www.pan-europe.org/ch.htm>

107 <http://www.pan-europe.org/histoire.htm>

108 Anne-Marie Saint Gille, *La Paneurope, un débat d'idées dans l'entre-deux-guerres*, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003, p. 366.

109 Voir aussi notre article « Le dynamitage du monde musulman », p. 170, en particulier le passage expliquant l'impossibilité pour les opposants à Israël Shahak de prouver que sa traduction de l'hébreu en anglais est fautive. Il est bon de rappeler que cet homme n'a jamais été poursuivi en justice pour calomnies ou falsifications à la suite de sa traduction. Dans le cas contraire, ses adversaires ne s'en seraient pas privés.

110 Il n'est pas impossible d'imaginer que le nom d'Oded Yinon soit un pseudonyme.

111 Le sionisme est une des conséquences du mondialisme. C'est un outil. Combattre le mondialisme, c'est s'opposer à tous ces dérivés. Le sionisme en fait partie car lié aux Rothschild et aux élites américano-anglaises. Par conséquent, parmi les dirigeants politiques s'opposant au mondialisme, il existe des contradictions. Ainsi, lors d'un entretien accordé au journal israélien Haaretz, le 7 janvier 2011, Marine le Pen n'a pas hésité à affirmer : « Après tout, le Front national a toujours été pro-sioniste et a toujours défendu le droit à Israël à exister ». Les dirigeants s'opposant officiellement au mondialisme ne peuvent pas en même temps

soutenir le sionisme dont les fondateurs sont issus d'un courant de pensée œuvrant en faveur d'un messianisme – à l'opposé de la spiritualité politique française héritée du baptême de Clovis – qui a toujours été condamné par les Pères de l'Église, en particulier par le pape saint Pie X lors de son entrevue avec Théodor Herzl en janvier 1904. Il est vrai que les référents idéologiques du Front national sont les principes mondialistes de 1789 (principes républicains). Par conséquent, l'oligarchie n'a pas à craindre un score élevé de cette organisation politique, car elle est partie intégrante de la philosophie du système. Le FN peut même rendre service en canalisant les mécontents. Rappelons aussi qu'un autre « rebelle », le Britannique Nigel Farage à la tête d'un parti eurosceptique (UKIP), est financé par une des plus grandes fortunes de Grande-Bretagne, le banquier Paul Sykes : <http://www.theguardian.com/politics/2013/nov/18/ukip-donor-help-euro-elections>.

112 La carte du « Grand Israël » est présentée au début de notre livre *La Marche irrésistible du nouvel ordre mondial* mentionnant les sources à l'origine de ce document, c'est-à-dire Theodor Herzl et le rabbin Fischmann.

113 Même si le Premier ministre David Cameron souhaite une refonte du partenariat entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, ses marges de manœuvre sont limitées. La grande finance, via Goldman Sachs, ne s'est pas privée de rappeler au locataire du 10 Downing Street que tout cela doit se faire en ne dépassant pas les bornes. Ainsi, Michael Sherwood, vice-président de Goldman Sachs et codirecteur général de ses activités internationales n'a pas hésité à affirmer devant un groupe de correspondants étrangers à Londres qu'en cas de sortie du pays de l'UE, l'institut financier déménagerait pour s'installer à Paris ou à Francfort. Goldman Sachs compte 6000 employés en Europe dont 5500 à

Londres. Un tel poids fait réfléchir. Tout en soutenant les réformes proposées par David Cameron, Michael Sherwood rappelle que « pour le gros des activités de marchés de capitaux, il est possible de faire des affaires à l'intérieur de l'Union européenne ». À bon entendre: Les Échos, 4 décembre 2013

114 Lord Lothian ou Philip Henry Kerr (1882-1940) fut, entre autres, ambassadeur du Royaume-Uni aux États-Unis et un activiste en faveur d'un État mondial.

115 Lionel Curtis (1872-1955) est à l'origine de la création du *Royal Institute of International Affairs* (ou *Chatham House*) où se gère la politique britannique. Travaillant en liaison avec Lord Lothian, il œuvre pour un État mondial à base fédérative. Auteur de nombreux ouvrages, son livre *Fédération ou guerre* chez Oreste Zeluck, éditeur, 1946, est un bon condensé de l'esprit mondialiste animant ces élites.

116 http://www.karlspreis.de/preistraeger/1950/rede_von_richard.nikolaus_graf_coudehove_kalergi.html

117 <http://www.youtube.com/watch?v=OeIFcuVTS3U>

118 http://www.youtube.com/watch?v=yRZ_whXNiqw

119 http://www.youtube.com/watch?v=muq_5tP40Xw

120 <http://m.whitehouse.gov/the-press-office/2013/02/04/statement-press-secretary-hr-325>

121 http://www.tresor.economie.gouv.fr/6645_Concertation-UE-Etats-Unis

122 *From Alliance to Coalitions – The future of transatlantic relations*, op. cit, p. 55. Cet effondrement en cours du dollar s'explique entre autres en raison de son abandon dans les échanges commerciaux entre différents pays comme la Russie, la Chine ou le Japon.

123 In Berlin, Obama calls for trans-atlantic Unity, Herald Tribune du 25 juillet 2008.

124 Voir chapitre « vers le marché transatlantique »

125 <http://www.cap-lmu.de/english/>

126 http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/bst_engl/hs.xsl/publi_kationen_2807.htm

127 <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2004/02/20040227-10.html>

128 *US German reasons to reconcile*, Herald Tribune, du 1er mars 2004.

129 Voir l'article « Le marché transatlantique, cimetière des nations », p. 146.

130 http://www.karlspreis.de/preistraeger/2000/rede_von_bill_clinton_englisch.html

131 Des liens obscurs entre, d'un côté, la Banque vaticane (IOR) et, de l'autre, des groupes financiers, la mafia, la CIA et la franc-maçonnerie existent. C'est le cas de Roberto Calvi (1920-1982), directeur de la banque Ambrosiano, retrouvé pendu sous un pont de Londres le 17 juin 1982. La Banque vaticane, dirigée à cette époque par l'archevêque américain Paul Marcinkus, était l'actionnaire majoritaire de la banque Ambrosiano. Roberto Calvi, outre ses liens privilégiés avec le Vatican, avait noué des contacts avec Licio Gelli, patron de la loge maçonnique P2 (Propaganda Due). Ce dernier aurait eu des liens étroits avec le Gladio (« glaive » en italien), réseaux anticommunistes pilotés par l'Otan dans le cadre des « Stay-Behind ». Tous ces personnages liés de près ou de loin constituaient une faune redoutable où les mauvais coups étaient permis. Laissant un trou de 1,4 milliard de dollars à la banque Ambrosiano et de 250 millions de dollars dans les caisses de l'IOR, Roberto Calvi a emporté ses secrets dans la tombe.

132 <http://www.meretmarine.com/fr/content/tkms-le-geant-allemand-de-lindustrie-navale>

[133](http://uk.dcadvisory.com/Transactions/2011-12-13/DC-Advisory-Partners-advised-STAR-Capital-Partners-on-the-acquisition-of-the-BlohmVoss-civil-business-from-ThyssenKrupp/) <http://uk.dcadvisory.com/Transactions/2011-12-13/DC-Advisory-Partners-advised-STAR-Capital-Partners-on-the-acquisition-of-the-BlohmVoss-civil-business-from-ThyssenKrupp/>

[134](http://uk.dcadvisory.com/Search/?q=ernst+von+freyberg) <http://uk.dcadvisory.com/Search/?q=ernst+von+freyberg>

[135](http://www.fvsag.com/de/unternehmen/flossbach-von-storch-penta-gramm/flossbach-von-storch-pentagramm.htm) <http://www.fvsag.com/de/unternehmen/flossbach-von-storch-penta-gramm/flossbach-von-storch-pentagramm.htm>

[136](http://www.fvsag.com/de/unternehmen/vorstand/vorstand.html) <http://www.fvsag.com/de/unternehmen/vorstand/vorstand.html>

[137](http://www.fvsag.com/de/footer/nav/impresum/impresum.html) <http://www.fvsag.com/de/footer/nav/impresum/impresum.html>

[138](http://www.malteser.de/aktuelles/newsdetails/article/9029/102425) <http://www.malteser.de/aktuelles/newsdetails/article/9029/102425>

[139](http://www.malteser.de/ueber-die-malteser/who-is-who/dr-erich-prinz-von-lobkowitz.html) <http://www.malteser.de/ueber-die-malteser/who-is-who/dr-erich-prinz-von-lobkowitz.html>

[140](http://www.kofc.org/un/en/executives/full_skbio.html) http://www.kofc.org/un/en/executives/full_skbio.html

[141](#) Les coulisses du Vatican sont pleines de surprises. En effet, depuis janvier 2013, tous les paiements bancaires étaient suspendus dans la Cité du Vatican. Benoît XVI a annoncé sa démission le 11 février 2013. Le lendemain, le 12 février, le paiement par carte bancaire était, par un heureux hasard, à nouveau possible. Chacun se tenant par la barbichette en raison de coups bas en tout genre, il faut croire que le monde oligarchique a su trouver des arguments décisifs pour faire plier Benoît XVI et imposer un nouveau cours.

[142](http://www.vatican.va/holy_father/john_xxxiii/encyclicals/documen/hf-j-xxxiii_enc_1_104963_pacem_fr.html) http://www.vatican.va/holy_father/john_xxxiii/encyclicals/documen/hf-j-xxxiii_enc_1_104963_pacem_fr.html, voir en particuliers les paragraphes 130 à 145.

[143](http://www.rore-sanctifica.org/bibilothèque_rore_sanctifica/4-angli-canisme-invalidite_des_ordres/1896-leon_13-condamnation-apostolicae_curae/Leon_XIII_-_Apostolicae_Curae.pdf) http://www.rore-sanctifica.org/bibilothèque_rore_sanctifica/4-angli-canisme-invalidite_des_ordres/1896-leon_13-condamnation-apostolicae_curae/Leon_XIII_-_Apostolicae_Curae.pdf

[144](#) Il est intéressant de noter que Benoît XVI s'est rendu au Royaume-Uni en septembre 2010 pour participer, entre autres, à des cérémonies religieuses avec les anglicans. Or, les ordinations anglicanes

ont été reconnues comme « absolument nulles et sans valeurs » par Léon XIII dans *Apostolicae Curae* en 1896. Cela n'a pas empêché Benoît XVI de participer à ces cérémonies avec des religieux anglicans (en fait de simples laïcs) et à porter l'étole appartenant à... Léon XIII. Benoît XVI portait un vêtement religieux appartenant à celui – Léon XIII – ayant condamné l'anglicanisme ! Ne pourrait-on pas désigner le comportement de Benoît XVI par le mot perversion intellectuelle ?

[145](http://fr.noahideworldcenter.org/index.php?option=comk2&view=item&id=441) Le centre mondial du noachisme présente un site riche en informations : <http://fr.noahideworldcenter.org/index.php?option=comk2&view=item&id=441> :quest-ce-que-le-noachisme ? &Itemid=8

[146](#) Élie Benomozegh, *Israël et l'humanité*, préface d'Aimé Paillière, éditions : Albin Michel, 1961

[147](#) Le judaïsme talmudique laisse des marques dans de nombreux domaines. Nous pouvons rappeler au lecteur la présence gravée sur le sol et d'une manière stylisée du « bateau de la ville de Paris ». Ce symbole parisien se trouve inscrit dans un rectangle de plusieurs mètres de côté devant l'Hôtel-de-Ville de Paris au niveau de l'horloge murale. Cette représentation est visible sur le sol en ayant la mairie en face de soi. En revanche, si on regarde le motif (la mairie dans le dos), on constate que la représentation stylisée, vue à l'envers, du « bateau de la ville de Paris » est une menorah (chandelier à sept branches propre au judaïsme).

[148](http://www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/pcb_documents/rcconcfait_h_doc_20020212_popolo-ebraico_fir.html) http://www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/pcb_documents/rcconcfait_h_doc_20020212_popolo-ebraico_fir.html

[149](#) Pour les catholiques, le retour du Messie signifie la fin du monde et le jugement dernier. Pour les Juifs qui ne reconnaissent pas la messianité du Christ, le messie doit arriver et inaugurer une nouvelle ère mettant à l'honneur le peuple d'Israël, véritable peuple prêtre. Ce

concept est à l'opposé des principes catholiques et révèle, comme dans le cas de l'étoile appartenant à Léon XIII portée par Benoît XVI lors des cérémonies avec les anglicans en septembre 2010, la fourberie du cardinal Ratzinger. Ce dernier était défini par monseigneur Marcel Lefebvre par l'expression « le serpent ».

150 [.http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/zic102](http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/zic102) :H.J.RES.104.ENR :

151 <http://www.youtube.com/watch?v=O50fLtr0yqI>

152 Nous pouvons signaler que le smartphone d'Apple délivre un message grâce à l'application vocale Siri. Après lui avoir demandé « Que va-t-il se passer le 27 juillet 2014 ? », la réponse est « Ouverture des portes de l'enfer ». À la question « Que va-t-il se passer le 3 septembre 2014 ? », la réponse est « Fermeture des portes de l'enfer ». Dans les hautes sphères des médias et de l'informatique, certains cultivent une mystique obéissant à un culte satanique. Au moment où sont écrites ces lignes (janvier 2014), ces formules indiquent peut-être une fenêtre de tir indiquant le lancement d'un processus appelé à faire basculer le monde. On peut dire également que la nature déréglée de ces élites peut être aussi une méthode pour semer le trouble dans les esprits et cacher d'autres initiatives.

153 Depuis Vatican II (voir le livre de Gerhard Riegner Ne jamais désespérer, l'Église conciliaire se soumet aux lois de la synagogue, processus obligatoire pour l'instauration d'une religion mondiale dans le cadre du noachisme, élément clé dans la mise en oeuvre du nouvel ordre mondial. C'est le cas avec le lancement d'un « Parlement mondial des religions » réunissant toutes les croyances pour une durée d'une semaine à Bruxelles en 2014 et permettant de nombreuses conférences et discussions. La première réunion interreligieuse a été lancée en 1893 à Chicago in <http://www.catho-bruxelles.be/2014-le-Parlement-des-religions-du>

Parmi les nombreux éléments soulignant la soumission du clergé conciliaire à la synagogue, nous pouvons signaler la remise de la « Menorah pour accomplissements humanitaires exceptionnels » du B'nai B'rith Europe au cardinal autrichien Christoph Schönborn le 23 octobre 2013 in <http://www.bnaibritheurope.org/bbeurope/fr/actualites/actualites-des-loges/475-bnai-britheurope-honours-cardinal-schoenborn> Dans ses remerciements, le cardinal Schönborn n'a pas hésité à dire : « De Sion vient la loi » Comme beaucoup de ses confrères, c'est en total contradiction avec l'enseignement traditionnel de l'Église.

[154](http://www.acus.org/about/supporters) <http://www.acus.org/about/supporters>

[155](http://www.acus.org/users/chuck-hagel) <http://www.acus.org/users/chuck-hagel>

[156](http://www.acus.org/people/board) <http://www.acus.org/people/board>

[157](http://www.acus.org/people/beag) <http://www.acus.org/people/beag>

[158](http://www.erikamann.com/) <http://www.erikamann.com/>

[159](http://www.acus.org/people/international-advisory-board) <http://www.acus.org/people/international-advisory-board>

[160](http://www.acus.org/people/sag) <http://www.acus.org/people/sag>

[161](#) Cette carte de la « France en damiers » trouve son origine dans les travaux du cartographe français Mathias Robert de Hesseln (1731-1780 ?). Proposant un quadrillage topographique de la France en carrés uniformes, il révèle ainsi une tournure d'esprit typique de l'esprit des Lumières détachée des traditions historiques et provinciales qui font l'âme d'un pays. Ces travaux furent, bien entendu, un excellent support pour les révolutionnaires français. C'est le cas de Jacques-Guillaume Thouret membre de la Constituante qui, le 3 novembre 1789, présenta un programme concernant la réorganisation des frontières administratives intitulé *Discours sur la nouvelle division du royaume*. Il proposait la division de la France en 80 départements carrés de 18 lieux de côté. Pour des raisons pratiques (géographique), le projet fut rejeté pour se

substituer en départements, construction purement artificielle pour remplacer les provinces historiques. Cette réorganisation administrative permettait ainsi l'uniformisation de la France afin de créer « l'homme nouveau » cher à l'esprit de la Révolution.

162 Voir carte « Europe transfrontalière » dans notre livre « *La décomposition des nations européennes* », annexe 2.

163 « *30 Jahre Gemeinschaftsarbeit* », Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen (AGEG), Gronau, 2001, p. 7.

164 « Charte européenne des régions frontalières et transfrontalières », AGEG, 20 novembre 1981, modifiée le 1^{er} décembre 1995, pages 3 à 6.

165 <http://www.euroregion.eu/fr/eu/AppJava/cat/index.jsp>

166 <http://www.granderegion.net/fr/grande-region/index.html>

167 <http://www.euroregion-alpes-mediterranee.eu/>

168 « *Raumentwicklung und Raumordnung in Deutschland* », Bundesamt für Bauwesen und Raumordnung, 2000, p. 59.

169 « *La coopération transfrontalière dans l'espace PAMINA, les 10 ans de la Déclaration d'intention de Wissembourg* », « Aide technique » du programme INTERREG II-PAMINA avec l'aide de la Commission européenne, du Land de Rheinland-Pfalz, du Land Baden-Württemberg, de la Région Alsace, de l'État français et du département du Haut-Rhin, p. 25.

170 Le référendum du 7 avril 2013 a été un échec. Dans le Haut-Rhin, 56 % ont rejeté le projet tandis que près de 23 % des inscrits dans le Bas-Rhin l'ont approuvé. À partir du moment où l'oligarchie ne peut imposer par la voie démocratique ses ambitions, elle change son fusil d'épaule pour passer en force. Ainsi, le député Hervé Gaymard a défendu à l'Assemblée « dite » nationale, le 18 juillet 2013, un amendement (article 9 bis B) qui supprime les conditions d'un référendum dans quatre domaines : 1) Le regroupement de

départements, 2) Le changement de limites d'une région, 3) Le regroupement de régions et, 4) La fusion d'une région et des départements qui la composent. Adopté par l'Assemblée, l'amendement a été supprimé par le Sénat le 17 septembre 2013 et rétabli le 27 novembre 2013 par la Commission des lois de l'Assemblée nationale. Des modifications ont été ajoutées, le 12 décembre 2013, avec suppression du référendum dans le seul cas des fusions de régions. Par la suite, l'amendement a été quasiment abandonné par la Commission paritaire mixte, les 17 et 19 décembre 2013, et a été transformé en article 8 conservant l'essentiel des éléments autorisant un référendum. Cependant, compte tenu de l'acharnement des promoteurs à favoriser l'émancipation politique des régions et la création d'eurorégions dans le cadre d'une Europe régie par la Commission bruxelloise et la BCE de Francfort, gageons que les eurolâtres sauront relancer la machine infernale.

171 <http://www.crif.org/fr/actualites/vid%C3%A9o-le-pape-fran%C3%A7ois-%C3%A0-hanoucca-%E2%80%A6-en-d%C3%A9cembre-dernier-%C3%A0-buenos-aires-%E2%80%A6/35829>

172 B'nai B'rith : Cette organisation maçonnique juive signifiant « les Fils de l'Alliance » a été fondée le 13 octobre 1843 à New York, au Café Sinsberner, par 12 Juifs immigrants d'Allemagne in *Tribune juive* n° 997, 13 au 19 novembre 1987, p. 18.

173 <http://www.bnaibrith.org.ar/website/contenido.asp?sys=2&id=1372>

174 Gerhard Riegner, *Ne jamais désespérer*, avec le sous-titre, *soixante années au service du peuple juif et des droits de l'homme*, éditions du Cerf, 1999, pp 388-389. Remarquons que le sous-titre résume bien l'ensemble de la philosophie mondialiste.

[175](http://www.religions-congress.org/index.php?lang=english) <http://www.religions-congress.org/index.php?lang=english>

[176](http://www.youtube.com/watch?v=IYheR37Gyhg) <http://www.youtube.com/watch?v=IYheR37Gyhg> Le président kazakh Nazarbaïev a offert la maquette pyramidale d'Astana à Benoît XVI.

[177](http://www.zenit.org/fr/articles/le-card-tauran-evoque-le-role-des-religions-pour-l-unite-de-la-famille-humain) <http://www.zenit.org/fr/articles/le-card-tauran-evoque-le-role-des-religions-pour-l-unite-de-la-famille-humain>

[178](http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/1356047/Eur-federaslistes-finaced-by-US-spy-chiefs.html) <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/1356047/Eur-federaslistes-finaced-by-US-spy-chiefs.html>

[179](http://georgewebush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2004/02/20040227-10.html) <http://georgewebush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2004/02/20040227-10.html>

[180](http://www.reuters.com/article/2013/04/22/eurozone-merkel-idUSL5N0D92AS20130422) <http://www.reuters.com/article/2013/04/22/eurozone-merkel-idUSL5N0D92AS20130422>

[181](#) Lire l'ouvrage magistral de Louis-Hubert et Marie-Christine Rémy, *La Vraie Mission de Sainte Jehanne d'Arc* », les amis du Christ Roi de France, 2012.

[182](#) Cette date n'est pas innocente. En effet, le Christ est apparu à sainte Marguerite-Marie (1647-1690), le 17 juin 1689, sous le règne de Louis XIV. Il lui a demandé la consécration de la France, du roi et de sa famille au Sacré-Cœur ainsi que d'élever un autel et d'être peint et gravé sur ses armes. Un « déluge de grâces » devrait suivre si toutes les demandes sont exaucées. Malheureusement, ce ne fut pas le cas. Exactement 100 ans après, le Tiers État se déclarant Assemblée constituante, le 17 juin 1789, a rompu le lien né avec le baptême de Clovis. Louis XVI, enfermé au Temple, avait juré d'obéir à sa demande s'il recouvrait la liberté. Cependant, la patience de Dieu avait été dépassée. La chose ne se fit pas. Il n'empêche que le Christ a affirmé : « Ne crains rien, je régnerai malgré mes ennemis et tout ceux qui voudront s'y opposer. » Depuis cette rupture, la France est à la dérive. La première à s'écrouler, elle sera la première à se relever. De nombreux

mystiques comme Marie-Julie Jahenny (1850-1941) l'ont affirmé. N'oublions pas que l'espérance est une vertu.

183 Nicholas Shaxson, *Les Paradis fiscaux*, André Versaille éditeur, 2012.

184 <http://www.cityoflondon.gov.uk/Pages/default.aspx>

185 <http://www.youtube.com/watch?v=QNf78pfAYsg>

186 C'est le cas au sujet d'un rapport du FMI, du 13 avril 2010, intitulé : *Reserve accumulation and International Monetary Stability* : <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2010/041310.pdf> (Voir à partir de la page 26).

Suite à la création des « Droits de tirage spéciaux » (DTS), instrument monétaire international, par le FMI en 1969, il a été décidé de passer à la vitesse supérieure en favorisant la création d'une monnaie mondiale, le Bancor. S'inspirant des idées de Keynes, à l'origine de ce projet, ce document s'est fait sous l'égide du président de l'époque, Dominique Strauss-Kahn. Entre les tenants d'un dollar inamovible et ceux voulant dissoudre le tout dans une nouvelle monnaie planétaire de référence, la bataille fait rage. En raison de cette proposition, son président a peut-être payé avec l'affaire Nafissatou Diallo pour agression sexuelle (affaire du Sofitel à New York, mai 2011). Rappelons que les partisans d'une monnaie planétaire, appelée « Phoenix » évoquaient cette idée dans la revue *The Economist* de janvier 1988. Selon eux, cette nouvelle devise doit voir le jour en... 2018.

187 <http://www.faz.net/aktuell/politik/inland/demographiegipfel-merkel-wirbt-um-arbeitskraefte-aus-euro-krisenlaendern-12182814.htm>

188 <http://www.faz.net/aktuell/politik/inland/statistisches-bundesamt-einwanderung-in-deutschland-2012-auf-rekordniveau-12175314.htm>

189 <http://www.arte.tv/fr/les-regions-francaises-petit-poucet-face-aux-laender-allemand/3114288,CmC=3114498.html>

[190](http://www.bilderbergmeetings.org/index.php) [http : www.bilderbergmeetings.org/index.php](http://www.bilderbergmeetings.org/index.php)

[191](#) David Rockefeller, Mémoires, éditions de Fallois, 2006, p. 482.

[192](#) Voir l'article « *Qui connaît Joseph Retinger ?* », p. 151.

[193](http://www.cvce.eu/obj/invitation_de_joseph_retinger_au_congres) [http ://www.cvce.eu/obj/invitation_de_joseph_retinger_au_congres](http://www.cvce.eu/obj/invitation_de_joseph_retinger_au_congres)

[194](#) Antony Sutton, Wall Street et l'ascension de Hitler, éditions le Retour aux Sources, 2012, p. 54. Certains mots présentent des particularités ironiques. C'est le cas du mot « nazi » (abréviation allemande de National Sozialist) qui offre une ressemblance dans sa prononciation et son écriture avec le mot hébreu « nasiy » qui signifie « prince » ou « chef ». « Nasiy » vient du verbe hébreu « nasa » signifiant « lever », « élever ».

[195](http://wwf.panda.org/who_we_are/organization/presidents/) [http ://wwf.panda.org/who_we_are/organization/presidents/](http://wwf.panda.org/who_we_are/organization/presidents/)

[196](http://wwf.panda.org/who_we_are/history/sixties) [http ://wwf.panda.org/who_we_are/history/sixties](http://wwf.panda.org/who_we_are/history/sixties)

[197](http://euobserver.com/institutional/28993) [http ://euobserver.com/institutional/28993](http://euobserver.com/institutional/28993)

[198](https://www.youtube.com/watch?v=COCqP2BcdBQ) [https ://www.youtube.com/watch?v=COCqP2BcdBQ](https://www.youtube.com/watch?v=COCqP2BcdBQ)

[199](http://www.trilateral.org/download/file/EU_list_5-13.pdf) [http ://www.trilateral.org/download/file/EU_list_5-13.pdf](http://www.trilateral.org/download/file/EU_list_5-13.pdf)

[200](http://www.group30.org/members.shtml) [http ://www.group30.org/members.shtml](http://www.group30.org/members.shtml)

[201](http://www.bilderbergmeetings.org/participants2013.html) [http ://www.bilderbergmeetings.org/participants2013.html](http://www.bilderbergmeetings.org/participants2013.html)

[202](http://theeconomiccollapseblog.com/archives/americas-bubble-economy-is-going-to-become-an-economic-black-hole) [http ://theeconomiccollapseblog.com/archives/ americas-bubble-economy-is-going-to-become-an-economic-black-hole](http://theeconomiccollapseblog.com/archives/americas-bubble-economy-is-going-to-become-an-economic-black-hole)

[203](http://cnsnews.com/news/article/first-term-obama-increased-debt-50521-household-more-first-42-presidents-53-terms) [http ://cnsnews.com/news/article/first-term-obama-increased-debt-50521-household-more-first-42-presidents-53-terms](http://cnsnews.com/news/article/first-term-obama-increased-debt-50521-household-more-first-42-presidents-53-terms)

[204](http://www.census.gov/) [http ://www.census.gov/](http://www.census.gov/)

[205](http://www.huffingtonpost.com/2011/12/15/census-shows-1-in-2-people_n_1150128.html) [http ://www.huffingtonpost.com/2011/12/15/census-shows-1-in-2-people_n_1150128.html](http://www.huffingtonpost.com/2011/12/15/census-shows-1-in-2-people_n_1150128.html)

[206](#) Au 31 janvier 2014, le nouveau patron de la Fed {Fédéral Reserve) s'appelle Janet Yellen. Elle a enseigné entre autres à Berkeley. Fille d'Anna (née Blumenthal) et de Julius Yellen (physicien), elle va devoir affronter une situation financière sans issue pour les États-Unis. Ce

travail se fera en liaison avec le vice-président de la Fed, Stanley Fischer, nommé à ce poste le 10 janvier 2014. Ayant la double nationalité américano-israélienne, il a été notamment à la tête de la banque centrale israélienne et le directeur de thèse de plusieurs poulains comme Ben Bernanke (ancien patron de la Fed) ou de Mario Draghi (président de la Banque centrale européenne, BCE). Par ailleurs, l'aggravation de la crise en ce début d'année 2014 est, pour l'oligarchie, un excellent prétexte justifiant le passage d'un monde à un autre. Les exemples ne manquent pas. On peut citer la crise financière américaine en 1907 – appelée « Panique des banquiers – qui fut une excellente raison pour justifier la création de la Fed en 1913. Préparé dans le plus grand secret, en novembre 1910, les banquiers les plus importants se réunirent dans l'île de Jekyll, en Georgie dans une station balnéaire, afin de poser les fondations d'une banque privée, indépendante de toute autorité politique, pour émettre le dollar. Cette réunion ultra-secrète réunissait : Nelson W. Aldrich (sénateur, président de la Commission monétaire), À. Piatt Andrew (secrétaire adjoint au Trésor), Frank Vanderlip (président de la National Bank de New York), Henry P. Davison (associé principal chez J.P Morgan Company), Charles D. Norton (président de la First National Bank de New York), Benjamin Strong (bras droit de J.P. Morgan) et Paul Warburg (associé à la banque Kuhn, Loeb & Company). Ce dernier était le représentant des intérêts Rothschild et l'initiateur principal de la Fed, in Hongbing Song, La Guerre des monnaies, éditions le Retour aux Sources, 2013, pp. 90 et 91.

207 <http://www.cfr.org/canada/building-north-american-community/p8102>

208 Dans le cadre des tractations élaborant le marché transatlantique, les discussions portent en particulier sur un projet permettant aux multinationales d'attaquer en justice tout État ne se pliant pas aux normes

du libéralisme. Déjà évoqué dans le projet de « l'accord multilatéral sur l'investissement » (AMI) entre 1995 et 1997 puis rejeté, ce dernier a fait surface à nouveau, en juillet 2013, sous un nouvel habillage : « l'accord partenariat transatlantique (APT). Il s'agit d'établir une législation commune de part et d'autre de l'Atlantique promouvant un libéralisme échevelé permettant aux grandes entreprises européennes et américaines d'imposer des sanctions commerciales aux gouvernements récalcitrants. Les États devront mettre leurs lois, leurs règlements et leurs procédures en conformité avec les dispositions du Traité, sous-entendu de démanteler toutes les protections sociales. Il est même prévu la création de tribunaux chargés de régler les litiges entre les grandes entreprises et les États avec possibilité d'imposer des sanctions à ces derniers. Les discussions sont en cours en ce début d'année 2014 au moment où sont écrites ces lignes. Si ce projet voit le jour, l'humanité sera taillable et corvéable à merci. C'est tout simplement le retour de l'esclavage.

209 <http://streitcouncil.org/index.php?page=clarence-k-streit>

210 http://www.constitution.org/aun/union_now.htm

211 <http://streitcouncil.org/index.php?page=history>

212 <http://streitcouncil.org/uploads/PDF/Declaration%20oPyo20Atlantic%20Unity%201954-%20reprinted%20in%20F&U%201954.pdf>

213 <http://streitcouncil.org/uploads/PDF/242%20NATO%20Leader%20F&U.doc.pdf>

214 http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/6261885.stm

Il est vrai aussi que Guy Mollet n'est pas le seul à avoir proposé une union franco-anglaise. Le général de Gaulle fit de même dans une déclaration lue à Paul Reynaud le 16 juin 1940, voir Jean-Pierre Guichard, *Paul Reynaud : un homme d'État dans la tourmente, septembre 1939, juin 1940*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 373 et

suivantes.

215 En octobre 2013, un rapport intitulé *A brave new transatlantic Partnership* (en référence au *Brave new world*– « *Le Meilleur des mondes* » – d’Aldous Huxley) publié par le « Réseau Seattle to Brussels (S2B) » montre que les prévisions de croissance issues d’un renforcement des liens transatlantiques sont fortement exagérées. Soutenu par les élites euro-américaines, le but véritable est d’aboutir à une démolition des protections sociales, civiques et environnementales, de favoriser la toute-puissance des entreprises sur les droits des citoyens grâce à une déréglementation tout azimut et d’imposer un axe euro-atlantique comme figure de proue du nouvel ordre mondial en formation. Bref, il s’agit de mettre en place un système qui, dans sa finalité, met l’homme au rang d’esclave pareil au chef-d’œuvre prémonitoire de Fritz Lang, *Metropolis* (1927). Voir le rapport : http://corporateurope.org/sites/default/files/attachments/brave_new_transatlantic_partnership.pdf

Outre le marché transatlantique, il faut mentionner aussi « l’Accord du partenariat transpacifique » (*Trans-Pacific Strategy Economie Partnership Agreement*) initié en 2005 et qui regroupe les principales puissances de la zone pacifique à l’exception de la Chine. Les États-Unis, à la tête dans ce domaine, jouent d’une certaine manière le rôle d’une prise multiple. Entre d’un côté le bloc euro-atlantique en formation et, de l’autre, l’instauration d’un marché transpacifique, les États-Unis (c’est-à-dire les milieux oligarchiques) font la jonction entre ces deux mondes dans l’espoir, d’une part, de contrer la montée en puissance de l’Empire du Milieu et, d’autre part, d’imposer leurs normes à l’échelle planétaire.

216 <http://www.elec-lece.eu/documents/div/origin-founders.pdf>

217 http://www.cvce.eu/education/unit-content2/-/unit/7b_137b71_-6010-4621_-83b4-b0ca06a6b2cb/_b4c2b0d3-470c-426e-9b08-

e2e5eef80abd

[218 http://www.asmp.fr/fiches_academiciens/decede/GISCARD-ESTAING.htm](http://www.asmp.fr/fiches_academiciens/decede/GISCARD-ESTAING.htm)

[219 http://www.cvce.eu/obj/invitation_de_joseph_retinger_au_congres_de_l_europe_de_la_haye_fevrier_1948-fr-1322f975-ca95-4f26-bdb5-d15611945a7f.html](http://www.cvce.eu/obj/invitation_de_joseph_retinger_au_congres_de_l_europe_de_la_haye_fevrier_1948-fr-1322f975-ca95-4f26-bdb5-d15611945a7f.html)

[220 http://www.mouvement-europeen.eu/?page_id=125](http://www.mouvement-europeen.eu/?page_id=125)

[221 http://www2.warwick.ac.uk/fac/soc/pais/people/aldrich/publication/oss_cia_united_europe_eec_eu.pdf](http://www2.warwick.ac.uk/fac/soc/pais/people/aldrich/publication/oss_cia_united_europe_eec_eu.pdf)

[222 http://fr.unpacampaign.org/about/unpa/index.php](http://fr.unpacampaign.org/about/unpa/index.php)

[223 http://www.kdun.org/88/](http://www.kdun.org/88/)

[224 http://www.wfm-igp.org/site/files/Montreux%20Declaration.pdf](http://www.wfm-igp.org/site/files/Montreux%20Declaration.pdf)

[225 http://www.kdun.org/resources/KDUN-Satzung-DE.pdf](http://www.kdun.org/resources/KDUN-Satzung-DE.pdf)

[226 http://www.amazon.fr/Internationale-Demokratie-entwickeln-Andreas-Bummel/dp/3894831049/ref=sr_1_6](http://www.amazon.fr/Internationale-Demokratie-entwickeln-Andreas-Bummel/dp/3894831049/ref=sr_1_6)

?
ie=UTF8&qid=1372853996&sr=8-6&keywords=andreas+bummel

[227 http://fr.unpacampaign.Org/news/315.php](http://fr.unpacampaign.Org/news/315.php)

[228 http://www.kdun.org/de/associates-2/](http://www.kdun.org/de/associates-2/)

[229 http://www.karlspreis.de/die_gremien/gesellschaftsdirektorium/mitglieder_des_direktoriums.html](http://www.karlspreis.de/die_gremien/gesellschaftsdirektorium/mitglieder_des_direktoriums.html)

[230 http://fr.unpacampaign.org/news/377.php](http://fr.unpacampaign.org/news/377.php)

[231 Il est regrettable de savoir que Pie XII a reçu au Vatican, le 11 novembre 1948, les représentants de l'Union des fédéralistes européens \(UEF\) dont les référents philosophiques sont d'inspiration maçonnique/ mondialiste. Il a approuvé dans les grandes lignes les projets d'unification de l'Europe selon les principes défendus par ses représentants : http://www.cvce.eu/collections/unit-content/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/20ed505d-eedc-4aaf-aca3-d736efaa93e1/ Resources#49d37c3f-0975-4ae3-91 bd-](http://www.cvce.eu/collections/unit-content/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/20ed505d-eedc-4aaf-aca3-d736efaa93e1/Resources#49d37c3f-0975-4ae3-91bd-)

7d8d8c069784_fr&overlay.

Cependant, il faut rappeler aussi que Pie XII a été le seul chef d'État, durant la Seconde Guerre mondiale, à faire le maximum pour protéger les Juifs de la barbarie nazie. L'action papale fut telle qu'elle toucha au cœur le grand rabbin de Rome, le rabbin Israël Zolli. Ce dernier s'est converti au catholicisme – comme sa femme – et a pris le prénom de baptême de Pie XII, Eugenio. Voir le livre de Judith Cabaud, Eugenio Zolli : prophète d'un monde nouveau, éditions François-Xavier de Guibert, Paris, 2^e édition, 2002.

232 Des personnalités françaises rejetées par le système ont su diagnostiquer les causes profondes du mal qui ronge la France. C'est en particulier le cas de l'amiral Gabriel Auphan (1894-1982). Pétri de culture classique, il écrivit de nombreux ouvrages. L'auteur fut marqué autour de ses 20 ans par un livre expliquant par l'histoire les dégâts du rationalisme et les conséquences sur l'esprit des élites européennes au cours des siècles : Amiral Auphan, *Les Convulsions de l'Histoire ou le Drame de la désunion européenne*, Paris, éditions Les Îles d'or, 1954.

233 <http://www.kdun.org/en/documents/2009082.pdf>

234 <http://fr.unpacampaign.org/news/395.php>

235 [Http://csis.org/files/media/csis/pubs/090422_gai_chinareport_en.p](http://csis.org/files/media/csis/pubs/090422_gai_chinareport_en.p)

236 *Diplomatie* n° 59, novembre/décembre 2012, p. 72.

237 La connaissance de ces trois personnages est capitale pour comprendre la mystique mondialiste. Dans le cas de Jacob Frank, sa fausse conversion au catholicisme entraîna plusieurs milliers de personnes dans son sillage. Très souvent, ces nouveaux convertis furent anoblis et occupèrent des postes clés. Ils diffusèrent un tour d'esprit délétère en raison du mélange des principes judéo-catholiques. Ils jouèrent un rôle certain dans la mutation des mentalités. Il faut noter que parmi ces familles converties frankistes, on peut relever les Brzezinski dont un

descendant joue un rôle majeur au sein des différentes administrations américaines ou encore la famille frankiste Battenberg émigrée au Royaume-Uni qui désormais s'appelle les Mountbatten liés à la famille royale anglaise. Rappelons que lors de la cérémonie de baptême, Jacob Frank fut assisté par un parrain, le roi de Pologne Auguste III. Ce dernier était le grand-père maternel de Louis XVI, Louis XVIII et Charles X. Lire Charles Nowak, *Jakob Frank, le faux messie*, l'Harmattan, 2012. La mère des enfants royaux, Marie-Josèphe de Saxe, n'a pas transmis que ses gènes. Elle a transmis aussi à sa descendance une mentalité, un fond psychologique et religieux issu de sa famille et du climat délétère de la cour de Pologne, le catholicisme libéral, dont la finalité est le rationalisme.

238 Gershom Scholem, *Sabbataï Tsevi : le messie mystique 1626-1676*, éditions Verdier, 2008. Signalons que nous trouvons le même cas de fausse conversion dans le cadre de l'islam avec Sabbataï Tsevi et ses adeptes. Ces Juifs faussement convertis à l'islam s'appellent les Dômneh. Ils ont joué un rôle clé en Turquie avec Atatürk (Mustapha Kemal).

239 <http://www.telegraph.co.uk/finance/newsbysector/energy/oiland-gas/10266957/Saudis-offer-Russia-secret-oil-deal-if-it-drops-Syria.html>

240 <http://assafir.com/MulhakArticle.aspx?editionId=2551&MulhakArticleId=1852931&MulhakId=6463>

241 Les deux attentats à Volgograd, en décembre 2013, semblent être la conséquence logique du refus de Vladimir Poutine de céder sur l'affaire syrienne.

242 [http://dunyanews.tv/index.php/en/](http://dunyanews.tv/index.php/en/World/189794-Putin-orders-strike-against-S-Arabia-if-West-attac)

[World/189794-Putin-orders-strike-against-S-Arabia-if-West-attac](http://dunyanews.tv/index.php/en/World/189794-Putin-orders-strike-against-S-Arabia-if-West-attac)

243 <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/cia-und-deutsche-dienste-betrieben-jahrelanges-geheimprojekt-in-neuss-a-920958.html>

[244](http://www.cfr.org/canada/building-north-american-community/p8102) [http //www.cfr.org/canada/building-north-american-community/p8102](http://www.cfr.org/canada/building-north-american-community/p8102)

[245](http://oxanada.com/2013/08/01/canada-homeland-map/) [http //oxanada.com/2013/08/01 /canada-homeland-map/](http://oxanada.com/2013/08/01/canada-homeland-map/)

[246](http://www.zerohedge.com/news/2013-08-14/beyond-35-rotation-becomes-disorderly) <http://www.zerohedge.com/news/2013-08-14/beyond-35-rotation-becomes-disorderly>

[247](#) Depuis la publication de ces chiffres, ces derniers ont encore augmenté à la date de novembre 2013 : Voir annexe 3.

[248](http://www.bis.org/publ/qtrpdf/r_qsl306.pdf) [http //www.bis.org/publ/qtrpdf/r_qsl306.pdf](http://www.bis.org/publ/qtrpdf/r_qsl306.pdf)

[249](http://investigations.nbcnews.com/_news/2013/09/06/20348901-not-one-of-bad-guys-but-syrian-rebel-group-proclaims-anti-american-bent?lite) [http //investigations.nbcnews.com/_news/2013/09/06/20348901-not-one-of-bad-guys-but-syrian-rebel-group-proclaims-anti-american-bent ?lite](http://investigations.nbcnews.com/_news/2013/09/06/20348901-not-one-of-bad-guys-but-syrian-rebel-group-proclaims-anti-american-bent?lite)

[250](#) Les relations diplomatiques entre la cité du Vatican et Israël furent établies le 30 décembre 1993.

[251](http://content.time.com/time/covers/0,16641,19790115,00.html) [http //content.time.com/time/covers/0,16641,19790115,00.html](http://content.time.com/time/covers/0,16641,19790115,00.html)

[252](http://www.israeleconomy.org/stratl.htm) [http //www.israeleconomy.org/stratl.htm](http://www.israeleconomy.org/stratl.htm)

[253](#) Voir annexe 4.

[254](http://robinwrightblog.blogspot.fr) [Http //robinwrightblog.blogspot.fr](http://robinwrightblog.blogspot.fr)

[255](#) Voir article : Printemps arabes : qui tire les ficelles ?, p. 85. Tous ces événements se nourrissent et sont entretenus aussi par les rivalités entre sunnites et chiïtes. Ces rivalités sont elles-mêmes entretenues par tous ceux désireux d'amplifier l'incendie dans le monde musulman.

[256](http://www.les-crisis.fr/promesses-maastricht) [http //www.les-crisis.fr/promesses-maastricht](http://www.les-crisis.fr/promesses-maastricht)

[257](http://www.ifrc.org/PageFiles/134339/1260300-Economic%20crisis%20Report_EN_LR.pdf) http://www.ifrc.org/PageFiles/134339/1260300-Economic%20crisis%20Report_EN_LR.pdf

[258](http://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/exclusive-red-cross-launches-emergency-food-aid-plan-for-uks-hungry-8872496.html) [http //www.independent.co.uk/news/uk/home-news/exclusive-red-cross-launches-emergency-food-aid-plan-for-uks-hungry-8872496.html](http://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/exclusive-red-cross-launches-emergency-food-aid-plan-for-uks-hungry-8872496.html)

[259](#) Tout est bon pour pervertir les peuples et les rendre ainsi plus malléables. Parmi les joyeusetés préparées par les princes du

mondialisme, il faut signaler le rapport de l’OMS : *Standards pour l’éducation sexuelle en Europe*, version française, Lausanne, 2013. Il s’agit ni plus ni moins d’endoctriner les enfants dès la naissance (de zéro à quatre ans). Les enfants pourront ainsi commencer à « *explorer leur corps [...] en jouant au docteur* », puis par étapes, à étudier toutes les caractéristiques de la sexualité. Tout y passe : différentes sortes de relations familiales, différentes identités sexuelles à respecter, les émotions liées à l’amour, les méthodes de contraception, la contraception d’urgence, l’avortement, les droits sexuels pour soi et les autres etc, l’ensemble reposant, selon les dires de ce rapport, sur « *une information objective, scientifiquement correcte [...]* ». Pour pervertir un peuple, il faut toujours commencer par les enfants. En tout cas avec de telles méthodes, nous sommes très loin des livres de la comtesse de Ségur.

260 http://www.nimc.gov.ng/reports/id_card_policy.pdf

261 Ce contrôle permanent des faits et gestes dans la vie privée de chacun est une réalité dans le cas français. En effet, depuis l’adoption par le Sénat, le 10 décembre 2013, de la loi de programmation militaire, il est désormais possible d’élargir la surveillance numérique des citoyens grâce à son article 13. La collecte d’informations est amplifiée puisqu’il est possible, outre les ministères de la Défense, de l’intérieur et des Douanes, d’obtenir des données auprès des ministères de l’Économie et du Budget. Aux fournisseurs d’accès à Internet (Orange, Free...) déjà sollicités, il faut désormais y ajouter les hébergeurs (Youtube, Dailymotion...). Collectée en temps réel, l’interception de renseignements n’est plus soumise à l’aval d’un juge, mais à l’autorisation d’une « personne qualifiée » nommée par la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) sur proposition du Premier ministre. Nous assistons à la mise en place d’une dictature numérique qui

saura traquer en priorité les opposants au système.

[262](http://bruxelles.blogs.liberation.fr/coulisses/2013/11/union-favorise-t-elle-l%C3%A9clatement-des-etats-.html#more) <http://bruxelles.blogs.liberation.fr/coulisses/2013/11/union-favorise-t-elle-l%C3%A9clatement-des-etats-.html#more>

[263](#) Sauf élections anticipées, les élections législatives en Belgique auront lieu le 25 mai 2014 en même temps que les élections régionales et européennes.

[264](#) La carte du Herald Tribune du 16 septembre 1974 est présentée dans notre livre La Décomposition des nations européennes, annexe 14.

[265](http://www.karlspreis.de/preistraeger.html) <http://www.karlspreis.de/preistraeger.html>

[266](http://www.karlspreis.de/preistraeger/2000/rede_von_bill_clinton_englisch.html) http://www.karlspreis.de/preistraeger/2000/rede_von_bill_clinton_englisch.html

[267](http://www.youtube.com/watch?v=HsJLRX-nK4w) <http://www.youtube.com/watch?v=HsJLRX-nK4w>

[268](http://www.youtube.com/watch?v=sV8MwBXmewU) <http://www.youtube.com/watch?v=sV8MwBXmewU>

[269](http://www.linkedin.com/pub/enrico-sassoon/8/122/63) <http://www.linkedin.com/pub/enrico-sassoon/8/122/63>

[270](http://americanbusinessgroup.org/speakers/enrico-sassoon.php) <http://americanbusinessgroup.org/speakers/enrico-sassoon.php>

[271](http://www.amcham.it/default.asp?id=44) <http://www.amcham.it/default.asp?id=44>

[272](https://www.aspeninstitute.it/en/institute/aspen-community/executive-committee) <https://www.aspeninstitute.it/en/institute/aspen-community/executive-committee>

[273](http://www.amazon.fr/M%C3%A9me-neige-%C3%A9tait-orange-ukrainienne/dp/2915879028/ref=sr_1_4?ie=UTF8&qid=1386162116&sr=8-4&keywords=alain+guillemoles) http://www.amazon.fr/M%C3%A9me-neige-%C3%A9tait-orange-ukrainienne/dp/2915879028/ref=sr_1_4?ie=UTF8&qid=1386162116&sr=8-4&keywords=alain+guillemoles

[274](http://www.freedomhouse.org/content/our-history) <http://www.freedomhouse.org/content/our-history>

[275](http://www.freedomhouse.org/content/our-offices) <http://www.freedomhouse.org/content/our-offices>

[276](#) *Democracy and Human Rights Yearbook – 2001*, The British Helsinki Human Rights Group, Oxford 2001.

[277](http://www.bnd.bund.de/DE/Einblicke/Geschichte/Ehemalige_Praesidenten/ehemalige_praesidenten_node.html) http://www.bnd.bund.de/DE/Einblicke/Geschichte/Ehemalige_Praesidenten/ehemalige_praesidenten_node.html

[278](http://www.kas.de/wf/de/33.21619/) <http://www.kas.de/wf/de/33.21619/>

[279](http://www.kas.de/wf/de/33.21679/) <http://www.kas.de/wf/de/33.21679/>

280 <http://www.kas.de/wf/de/33.2906/>

281 Lors de la réunion des dirigeants de l'Union européenne et de la Russie à Bruxelles, le 28 janvier 2014, Poutine a proposé la création d'un espace économique commun entre les deux partenaires. Comme le rappelle le vice-premier ministre russe Igor Chouvalov : « *Ceux qui critiquent l'Union économique eurasiatique affirment que c'est un projet visant à faire renaître l'Union soviétique et à créer une hégémonie régionale. Sur le terrain, s'il y a un modèle qui inspire l'intégration économique eurasiatique, c'est l'UE et non l'URSS* » : <http://fr.ria.ru/world/20140128/200323591.html>

Dans cette affaire, nous avons les rivalités entre deux courants mondialistes (l'UE et la Russie avec l'Union eurasiatique en arrière-fond) qui tentent de s'accorder dans le partage des intérêts et des richesses. En novembre 2010 à Berlin, Vladimir Poutine – membre de la famille mondialiste et qui veut sa part du gâteau – avait fait une offre similaire en proposant une communauté économique allant de Lisbonne à Vladivostok. Dans le passé, les tentatives d'unité de l'Europe et de la Russie (bloc eurasiatique) ont toujours été la bête noire des Anglo-Saxons qui se sont toujours opposés à l'unification (voir les principes défendus par le géopolitologue Halford Mackinder). Les propositions de Poutine doivent produire le même effet à Londres et à Washington. Le seul bémol dans cette affaire réside dans le fait que c'est malgré tout une des étapes pour aboutir, en fin de course, à l'idéal suprême de la philosophie mondialiste : la création d'une seule « région monde ». La chose ne peut se faire que progressivement.

282 <http://fr.ria.ru/word/20111004/19135270.html>

283 Ben Bernanke a prononcé son dernier discours le 18 décembre 2013. Arrivé à la tête de la Fed en 2006, il a été confronté à la crise financière de 2008 avec en particulier la faillite de la banque Lehman

Brothers. Sous sa direction à partir de septembre 2008, la Fed a pratiqué un achat massif de bons du Trésor et de titres hypothécaires. Au total, trois plans se sont succédés, conduisant à un passif de 4000 milliards de dollars. Les autorités de la Fed ont injecté 85 milliards de dollars par mois dans le circuit économique afin d'acheter de la dette publique américaine. Par la suite, à la fin de l'année 2013, il a été décidé de réduire la voilure en n'injectant que 75 milliards de dollars par mois. À nouveau, lors de la réunion de la Fed le 29 janvier 2014, le resserrement monétaire s'est accentué avec une réduction de 75 à 65 milliards d'achats actifs mensuels. Officiellement, cette politique, avec des répercussions sur les pays émergents, est faite en raison de l'amélioration de la conjoncture économique américaine. Comment les dirigeants de la Fed expliquent-ils l'explosion du nombre d'Américains à dépendre des coupons alimentaires ?

284 <http://www.eia.gov/countries/regions-topics.cfm?fips=ecs>

285 <http://www.eia.gov/todayinenergy/detail.cfm?id=8270>

286 <http://www.treasury.gov/resource-center/data-chart-center/tic/Documents/mfh.txt> (voir annexe 3, situation en novembre 2013).

287 <http://dcdothesline.com/2013/11/22/china-announces-going-stop-stockpiling-u-s-dollars/>

288 La situation espagnole est encore plus fragilisée en raison des problèmes judiciaires touchant certains membres de la famille royale. Une désaffection croissante des Espagnols à l'égard de leur monarchie se fait sentir. Cela ne peut que rendre service aux mouvements régionalistes indépendantistes de la péninsule Ibérique.

289 http://www.amazon.fr/The-Breakdown-Nations-Richard-Body/dp/1870098986/ref=sr_1_1?ie=UTF8&qid=1387234610&sr=8-1&keyword=s=the+breakdown+of+nations

290 Voir annexe 5.

291 Voir annexes 6 et 7.

292 Voir annexe 8.

293 La thèse de Nathan Feinberg est entièrement présentée sur le site « Boulevard Voltaire » comme les autres documents cités dans cet article : <http://www.bvoltaire.fr/document/de-nathan-feinberg,45040>. Les points clés de cette thèse sont évoqués dans notre livre Minorités et régionalismes p. 71 et suivantes avec l'annexe 5 présentant l'intégralité du Mémoire rédigé par les B'nai B'rith avec la liste de tous les participants.

294 Ewald Ammende, *Die Nationalitäten in der Staaten Europas*, Vienne-Leipzig, éditions Wilhelm Braumüller, 1931, p. 9.

295 Discours de Siegfried Alber : <http://cdn.bvoltaire.fr/media/2013/12/>

296 <http://de.paneuropa.org/index.php/pan/geschichte>

297 Discours d'Herbert Kohn : <http://cdn.bvoltaire.fr/media/pdf/Discours-Herbert-Kohn.pdf>

298 Discours de Theodor Veiter : <http://cdn.bvoltaire.fr/media/pdf/Discours-de-Theodor-Veiter.pdf>

299 La résolution 192 (1988) d'Herbert Kohn : <http://cdn.bvoltaire.fr/media/pdf/Resolution-192-1988-Herbert-Kohn.pdf>

300 Les deux lettres adressées à l'auteur : <http://cdn.bvoltaire.fr/media/2013/12/Lettres.pdf>

301 Dans le cadre de l'Union européenne, c'est toujours le fédérateur économiquement et démographiquement le plus puissant qui impose ses vues, en l'occurrence l'Allemagne au début du XXI^e siècle en Europe à l'instar de la Prusse, dans le cadre de l'union douanière (*Zollverein*), au XIX^e siècle. L'union bancaire mise en place en décembre 2013 n'échappe pas à la règle puisque celle-ci s'est faite selon les conditions allemandes. La BCE (sorte de *Bundesbank* européenne) doit superviser

les 6000 banques de l'eurozone tandis qu'un mécanisme dit de « résolution » doit traiter, au cas par cas, les banques défectueuses. Sous la houlette du ministre des Finances, Wolfgang Schäuble (ancien patron de l'ARFE, institut européen de coopération transfrontalière), la souveraineté budgétaire de chaque État est conservée. En clair, en cas de problème, c'est à l'État concerné par les problèmes internes de ses banques d'affronter le problème. L'Allemagne, sous-entendu le contribuable allemand, n'aura pas à éponger la mauvaise gestion de telle ou telle banque de l'eurozone via le « Mécanisme européen de solidarité » (MES, voir l'article p. 60). Un État confronté à des problèmes pourra emprunter au MES ou à d'autres États, cependant, cela se fera sous sa signature, pas celle de l'eurozone. La mutualisation de la zone euro n'est donc pas pour demain. Cet accord permet à l'Allemagne d'imposer un ordre de marche à l'ensemble de l'Europe sans pour autant être « contaminée » par la mauvaise gestion interne de tel ou tel pays européen.